

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 02/01/2019

N° : 2019/109

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/363

 **Décisions**

Page 364/764

ARRÊTÉS

Arrêté n° 18/140/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 273
situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet à Istres.
Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 45/05 du 18 mai 2005.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 45/05 du 18 mai 2005 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 273 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2018

- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 273 approuvé par l'arrêté n° 45/05 du 18 mai 2005, ne correspond plus au contexte de la Zone d'Aménagement Concerté et qu'il doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 273 situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 45/05 du 18 mai 2005.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'Article L 311-6 du Code de l'Urbanisme

VENTE MAMP / lot 273

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître Céaglio en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Madame ALBERTAN Sylvianne, demeurant : 40 rue des quatre amis 76230 BOIS GUILLAUME

Madame BINI Patricia, demeurant : 4 rue magenta 06500 MENTON

2 / Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale de **285 m²**, figure au cadastre sous la section **DE n° 0167**. Elle est située en zone UDrn du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue **le lot n° 273** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **88,50 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

Une zone de non aedificandi d'environ 80 m² est définie sur la partie ouest du terrain à hauteur du mur de confortement mitoyen avec le lot n° 275. Aucun travaux de terrassement n'est autorisé sur cette zone identifiée par une trame quadrillée sur le plan de bornage annexé au présent cahier des charges. De même, son talus de terre ne pourra être décaissé au risque de fragiliser voire de déchausser les fondations du mur de confortement.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L411-2 à L411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges de Cession de Terrain, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent Cahier des Charges de Cession de Terrain, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent Cahier des Charges de Cession de Terrain.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du Cahier des Charges de Cession de Terrain, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent Cahier des Charges de Cession de Terrain ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges de Cession de Terrain, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au Plan Local d'Urbanisme sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

P.J. : plan de bornage



BILICKI - DHOMBRES - OSMO
FUZERE - PELORCE
Géomètres Experts Associés
Immeuble Plein Ouest
Bâtiment C - 1er Etage
1, Rue Albert Cohen
13016 MARSEILLE
Tél : 04,91,542,542 • Fax : 04,91,542,543
E-Mail : marseille@dgema.fr
des Géomètres Experts méditerranéens associés



DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE


COMMUNE D'ISTRES

Chemin des Arcades

Parcelle cadastrée Section DE n°167

PLAN DE RECONNAISSANCE DE LIMITES DU LOT N°273

SURFACE DU LOT : 285m²

- Limite de la zone de non aedificandi
- Mur de confortement
-  Zone de non aedificandi
- Délimitation du lot

Date : Mai 2018

Dossier : 18.3119

Echelle : 1 / 200

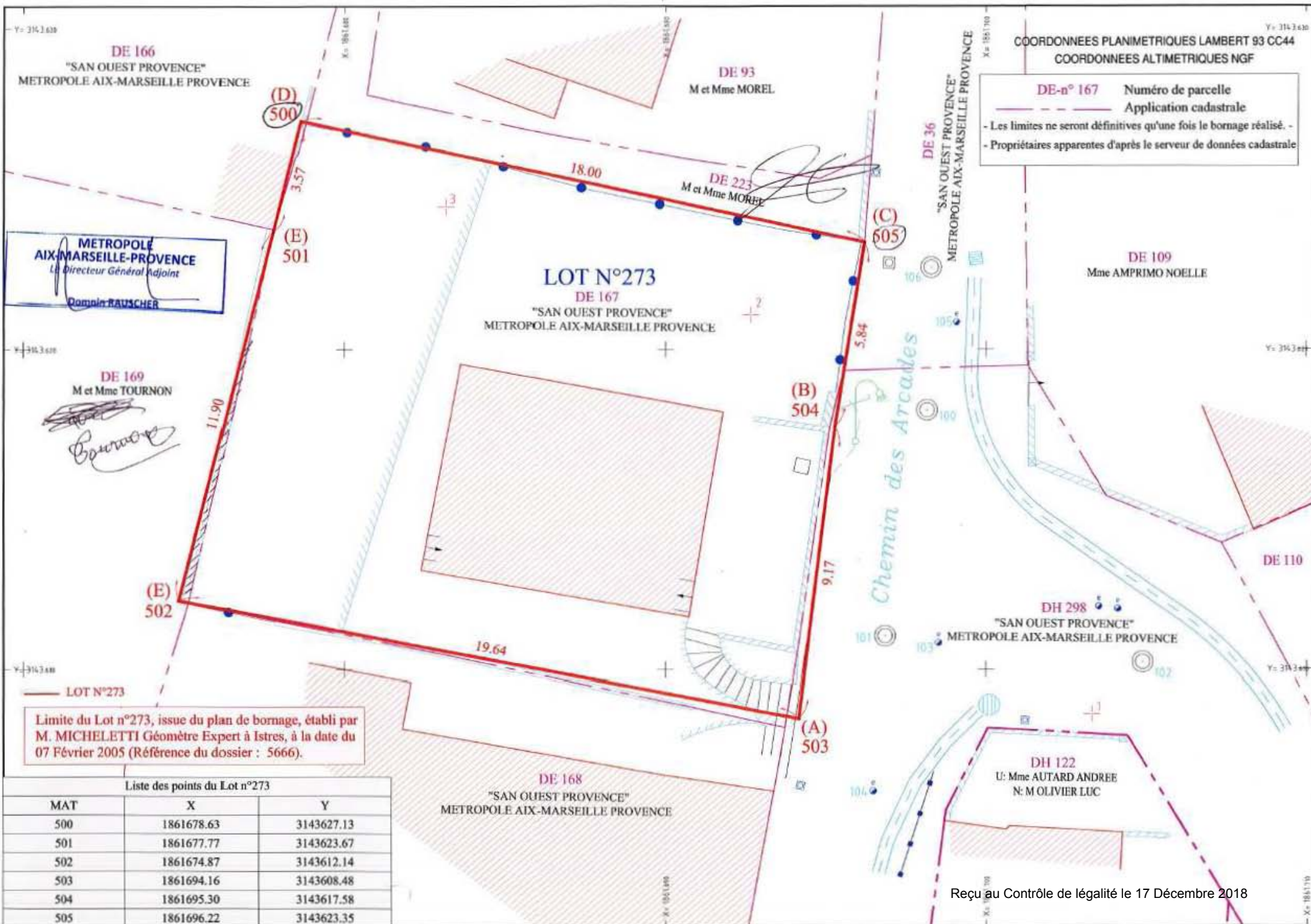
Terrain	Bureau	Validé
	FS	A.FUZERE

Historique

indice	date	modification	Terrain	Bureau	Validé
A	02/07/18	Rétablissement de la limite suite à la réunion du 02 juillet 2018	FS	FS	A.FUZERE
B	03/09/18	Mise à jour du plan		FS	A.FUZERE
C	15/11/18	Modification du plan		FS	A.FUZERE
D	27/11/18	Modification du plan		FS	A.FUZERE

Fichier : 18.3119-LOT 273.dwg

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2018



Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 24 avenue du Prado 13006 Marseille, à la SAS Librabulles, représentée par Jérémy Libraty

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par la SAS Librabulles représentée par Jérémy Libraty, domiciliée 55 Boulevard Notre Dame 13006 à Marseille, enregistré au RCS Marseille n° 839 914 264 00016, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1

La SAS Librabulles représentée par Jérémy Libraty, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés sur le domaine public, sis 24 avenue du Prado 13006 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de réparation d'appareils et d'accessoires téléphoniques et informatiques.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/284/CM

Nomination des conseillers portuaires du vieux port de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/246/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du Vieux Port de Marseille ;
- L'arrêté n° 18/102/CM du 10 juillet 2018 portant modification de membres du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille et de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/102/CM du 10 juillet 2018 susvisé ;
- Qu'à la suite du changement de présidence du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL), Monsieur Michel Graveleau remplaçant Monsieur Bernard Flory, il convient de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/102/CM du 10 Juillet 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Loïc KERDUEL,
Suppléant : Carole PANTAZIS

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Alain RAVOT, Christian CEREZO, Pascal PASSARO
Suppléants : Alain TAORMINA, Dominique DI LEONARDO, Bernard THOMASSIN

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Jean-Michel ICARD, Jean-Louis MAURY, Paul D'ORTOLI
Suppléants : David BINISTI, Michel LAMBERTI, Grégoire GUIGNON

Représentants de la Commune

Titulaire : René BACCINO (Mairie des 1^{er} et 7^{ème} Arrondissements)
Suppléant : Solange BIAGGI (Mairie des 1^{er} et 7^{ème} Arrondissements)

Représentants des concessionnaires (délégués)

Titulaires : Michel GRAVELEAU (CNTL), Pierre SATHAL (SNM), Lionel NGUYEN (CCI)
Suppléants : Philippe PEYTOU (SNM), Dominique CASCIO (CCI)

Représentant du personnel des concessionnaires (délégués)

Titulaire : Pascal MAGUERES
Suppléant : Jérôme CORTI

Représentants des pêcheurs :

Titulaire : Thierry GELLI
Suppléant : Louis SPERDUTO

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Solange BIAGGI
Suppléant : Laure-Agnès CARADEC

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/246/CM du 7 Août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/108/CM du 10 juillet 2018, qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Nomination des conseillers portuaires du port de la pointe rouge à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/245/CM du 7 Août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille
- L'arrêté n° 17/303/CM du 4 octobre 2017 portant modification de membres du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/303/CM du 4 octobre 2017 susvisé ;

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Pierre-André D'AMICO

Suppléant : William JULIEN

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Christian RAFFY, Michel SEMERIVA, Jean-Michel GIACCONE

Suppléants : Yves GALLY, Yvan TCHERNOMORDIK, Jean-Claude DUSSE

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Jean MORICELLY, Serge MALMANCHE, Philippe LE MELINER

Suppléants : Patrick BIAGGINI, Saïd NEBIOGLU, Eric VANECHOP

Représentants de la Commune

Titulaire : Richard MIRON

Suppléant : Dominique TIAN

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Lionel NGUYEN

Suppléant : Dominique CASCIO

Représentants des concessionnaires (délégués)

Titulaires : Christian TOMMASINI (YCPR)

Suppléants : Jean-Marie BIC (YCPR)

Représentant du personnel des concessionnaires (délégués)

Titulaire : Anne ALLEGRI

Suppléant : Jean-Pierre PIGNON

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/245/CM du 7 Août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 Août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par arrêté n° 17/303/CM du 4 octobre 2017 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/286/CM

Nomination des conseillers portuaires des petits ports de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/247/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des conseillers portuaires des Petits Ports de Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire des Petits Ports de Marseille et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/247/CM du 7 août 2017 susvisé ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire des Petits Ports de Marseille.

Représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Loïc KERDUEL,

Suppléant : Pierre André D'AMICO

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Charles CIEUSSA, Claude MICHEL, Robert GARNIER

Suppléants : Yves RIVA, Serge MANCINI, Philippe BATISTONI

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Jean-Marc CRACOLICI, Nicolas CHARDIN, Louis SALLES

Suppléants : Nadir BOUMAHAMMED, Sébastien TINARD, Alexandre PINNA

Représentants de la Commune :

Titulaire : Didier REAULT, René BACCINO

Suppléant : Laure-Agnès CARADEC, Solange BIAGGI

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Pascal ROVERE

Suppléant : Dominique CASCIO

Représentants des pêcheurs :

Titulaire : Thierry GELLI

Suppléant : Louis SPERDUTO

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Sabine BERNASCONI

Suppléant : Yves MORAINÉ

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/247/CM du 7 Août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 Août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 17/247/CM du 7 août 2017, qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/287/CM

Nomination des Conseillers portuaires du port du frioul à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°17/248/CM du 29 août 2017 portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du port du Frioul à Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du Frioul à Marseille et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/248/CM du 29 août 2017 susvisé ;
- Qu'à la suite du changement de Maître de Port du Frioul, Monsieur Christophe Curtillet remplaçant Monsieur Stéphane Prate, il convient de désigner leurs nouveaux représentants et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/248/CM du 29 août 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port du Frioul de Marseille.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Christophe CURTILLET

Suppléant : Loïc KERDUEL

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Guy CHETRITE , Michel BARROT, Charles GALLONI

Suppléants : Jean-Pierre RAVEU, Anthony POIRAUD, Alain GARDET

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Emmanuel APOSTOLO, Daniel IMBERT, Charles GAGNIEUR

Suppléants : Martin TEXEREAU, Guillaume ARGOUARCH, Marie Hélène TOMASI

Représentants de la Commune

Titulaire : Jean ROATTA

Suppléant : Gérard CHENOZ

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Jean-Philippe SALDUCCI

Suppléant : Dominique CASCIO

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/248/CM du 29 août 2017 ; leur mandat prendra fin au 28 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/108/CM du 10 juillet 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/288/CM

Nomination des conseillers portuaires du port de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/249/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des conseillers portuaires du port de La Ciotat,
- L'arrêté n° 18/101/CM du 10 juillet 2018 portant modification de membres du conseil portuaire du port de La Ciotat.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du port de La Ciotat et de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/101/CM du 10 juillet 2018 susvisé ;

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port de La Ciotat.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

assurant la présidence du conseil portuaire :
Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Marc CAMUS
Suppléant : Michel CAMPOS

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Gérard COLLET, René COUTIN, Jean-Louis TORRESANI
Suppléants : Marie-Thérèse CARDONA, Max OUZENANE, Jean-Jacques STOFFEL-MUNCK

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Christophe BERENGUIER, Gilbert VIGNON, François LAURENT
Suppléants : Hervé ONDEDIEU, Jean-Michel DUCHON DORIS, François-Xavier ROCHE

Représentants de la Commune :

Titulaire : Patrick BORE
Suppléant : Guy PATZLAFF

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Gérard TIZZANI
Suppléant : Jacques MOIA

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Solange BIAGGI
Suppléant : Laure-Agnès CARADEC

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/249/CM du 7 août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/101/CM du 10 juillet 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/289/CM

Nomination des Conseillers Portuaires sur le port de Sausset les Pins

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/252/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du port de Sausset-les-Pins ;
- L'arrêté n° 17/363/CM du 7 décembre 2017 portant modification de membres du conseil portuaire du port de Sausset-les-Pins.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du port de Sausset-les-Pins et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/363/CM du 7 décembre 2017 susvisé.

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port de Sausset-les-Pins.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

assurant la présidence du conseil portuaire :
Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Patrick QUIRICONI,
Suppléant : Francis CARPENTIER

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Mickael KUDSZUS, Marcel DEJUNNEMANN, Alain LEVINSPHUL
Suppléants : Roland HANSER

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Robert DI DOMENICO, Jean-Claude CHABERT, Jacques CHETRIT,
Suppléants : Thierry PERA, Laurent DI DOMENICO

Représentant de la Commune

Titulaire : Bruno CHAIX

Représentant des pêcheurs :

Titulaire : Richard RAFFINI

Représentants la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence (CCIMP)

Titulaire : Philippe BERUTTI
Suppléant : Marina HUTIN

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Eric LE DISSES
Suppléant : Valérie GUARINO

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/252/CM du 7 août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 17/363/CM du 7 décembre 2017 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n°18/290/CM

Nomination des Conseillers portuaires du port de Carry le Rouet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/250/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du port de Carry-le-Rouet
- L'arrêté n° 18/015/CM du 26 février 2018 portant modification de membres du conseil portuaire du port de Carry-le-Rouet.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du port de Carry le Rouet et de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/015/CM du 26 février 2018 susvisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port de Carry le Rouet

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Francis CARPENTIER,

Suppléant : Henri SALATI

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Bernard LUBIN, Jean-Paul VERNET, Claude FRANCHINI

Suppléants : Francis BERNARD, Michel ITIER

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Max TURINA, Guy DELAHAYE, Maurice GUIGON

Suppléants : Henri IGOUNENC, Félix BARRERI, Jocelyne SERRA LAFOSSE

Représentants de la Commune

Titulaire : Denis GALICE

Suppléant : Dominique LOUIS

Représentant des pêcheurs :

Titulaire : Serge PIRO

Représentants la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence (CCIMP)

Titulaire : Philippe BERUTTI

Suppléant : Marina HUTIN

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Eric LE DISSES

Suppléant : Valérie GUARINO

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/250/CM du 7 août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n°18/015/CM du 26 février 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/291/CM

Nomination des conseillers portuaires des petits ports de la Cote Bleue

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/251/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue ;
- L'arrêté n° 17/306/CM du 4 octobre 2017 portant modification de membres du conseil portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue et de modifier sur ce point l'arrêté n° 17/306/CM du 4 octobre 2017 susvisé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Francis CARPENTIER

Suppléant : Henri SALATI

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Alain PINEDA, Bruno MARSEROU, Louis GUERRA

Suppléants : Jean-Claude DURAND, Alain BOUQUET, Jean-Yves LOUARN

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Marc PEREZ, Jean-Louis VITIELLO, Henri PETITI

Suppléants : Frédéric BACHET, Daniel CHENAL

Représentants de la Commune

Titulaire : Denis GALLICE (Carry-le-Rouet), Michel ILLAC (Ensues la Redonne), Georges ROSSO (Le Rove-La Vesse)

Suppléant : Dominique LOUIS (Carry-le-Rouet), Frédéric OUNANIAN (Ensues la Redonne),

Représentants des pêcheurs :

Titulaire : Thierry GELLI

Suppléant : Louis SPERDUTO

Représentants la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence (CCIMP)

Titulaire : Philippe BERUTTI

Suppléant : Marina HUTIN

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Eric LE DISSES

Suppléant : Valérie GUARINO

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/251/CM ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 17/306/CM du 4 octobre 2017 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/292/CM

Nomination des Conseillers portuaires des ports de plaisance du Territoire du Pays Salonais

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 5432/2015 du 7 novembre 2015 du maire de Berre L'Etang portant nomination des membres du conseil portuaire du port Albert Samson ;
- Le procès-verbal de la réunion du Comité Local des Usagers du Port de Plaisance de Berre l'Etang du 9 juin 2017.

CONSIDÉRANT

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Que la Métropole s'est donc substituée aux communes du territoire du Pays Salonais gestionnaires de ports de plaisance, à savoir, Berre L'Etang et Saint Chamas en tant qu'autorité portuaire ;
- Que les ports Albert Samson à Berre l'Etang et Beau Rivage à Saint Chamas sont concernés ;
- Que par arrêté n°5432/2015 du 7 novembre 2015, le maire de la commune de Berre l'Etang a nommé les membres du conseil portuaire du port Albert Samson ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Qu'aucun conseil portuaire n'a été constitué pour le port de Beau Rivage ;
- Que certains membres du conseil portuaire du port Albert Samson ont perdu la qualité en raison de laquelle ils avaient été désignés ;
- Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, assurant les fonctions de président du conseil portuaire;
- Que concernant les autres membres du conseil portuaire initialement désignés par l'arrêté du maire de Berre l'Etang précité, dont le mandat perdure, il convient, pour certains, de les confirmer dans leurs fonctions, et pour d'autres, de mettre fin à leur mandat;
- Que concernant le port de Beau Rivage, il convient de prévoir la nomination des représentants de la commune et de l'association occupante.

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du territoire du Pays salonais :

Représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Didier KHELFA

Suppléant : Serge ANDREONI

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Pascal LECOMTE

Suppléant : Cédric FERNANDEZ

Représentants des usagers :

Représentants des navigateurs de plaisance (élus CLUPP 2017)

Titulaires : Serge GILET, Jean-Louis PRUD'HOMME

Suppléants : Daniel CANERI, Joël ATTANASIO

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Aldo PETRICCA (Association nautique Berroise), Raphael GRISEL (Groupement d'intérêt public Réhabilitation de l'Etang), Emmanuel CALABRESE (école municipale de voile), José Martel (Club Nautique de Beau Rivage),

Suppléants : Georges IVANEZ (Club Nautique de Beau Rivage)

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Philippe BERUTTI

Suppléant : Marina HUTIN

Représentant des pêcheurs :

Titulaire : Baptiste BRUN

Représentants communes

Berre l'Etang :

Titulaire : Mario MARTINET

Suppléant : Lionel JEAN

Saint Chamas :

Titulaire : Gilbert GRASSET

Suppléant : Franck ROMAN

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Eric LE DISSES

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 5432/2015 du 7 novembre 2015 ; leur mandat prendra fin au 6 novembre 2020. (R5314-24 du Code des Transports)

Les nouveaux membres du conseil portuaire, nommés par le présent arrêté, sont désignés pour la durée du mandat restant à courir.

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire initialement nommés par l'arrêté n° 5432/2015 du 7 novembre 2015 du maire Berre L'Etang qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/293/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 517 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 517 du 10 mai 1989 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2018

- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, Stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 517 a été approuvé par arrêté préfectoral du 10 mai 1989 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 517, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 517

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **517** (sections **DI n° 0020**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 mai 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 272 m²**, figure au cadastre sous la section **DI n° 0020**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 517** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 87,20 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/294/CM

Délégation à Monsieur Pascal Montecot, 7ème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.5211-9, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 24 mai 2018 et le rapport d'analyse des offres annexé.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille, afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présenté une offre.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/223/CM du 30 octobre 2018.

Article 2 :

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les candidats Transdev Stationnement, Effia Stationnement, Q-Park France, SAGS et Indigo Infra, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille, à Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur Pascal MONTECOT pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Yannick TONDUT, Directeur Général Adjoint en charge de la Mobilité;
- M. Jean-Louis DALMASSO, Directeur Général Adjoint Délégué en charge des Services des Transports ;
- M. André HEMERY, Directeur des Infrastructures et Equipements de mobilité ;
- Mme Marie-Josée NAHLER, Directeur Adjoint des Infrastructures Stationnement Gares routières Parcs relais ;
- M. Alain TRABUC, Directeur Juridique Schémas, Grands projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef de Service juridique Accompagnement des services publics;
- Mme Angélique GASPERINI, Chef de Service Concessions et DSP;
- Mme Marlène LUBRANO, Conseillère juridique au sein du Service juridique Accompagnement des services publics ;
- M. Yannick MAURER de la SCET, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

Article 4 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 22 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/295/CM

Désignation de Monsieur Pascal Montecot, 7ème vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission de Délégation de Service Public

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° 002-029/16/CM du 7 avril 2016 portant élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} vice-Président.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission de Délégation de Service Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/215/CM du 4 octobre 2018.

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission de Délégation de Service Public.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/296/CM

Désignation de Monsieur Pascal Montecot, 7ème vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° FAG 058-540/16/CM du 30 juin 2016 portant création et composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} vice-Président.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/216/CM du octobre 4 octobre 2018.

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/297/CM

Désignation de Monsieur Pascal Montecot, 7ème vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- La délibération n° 007-009/16/CM du 17 mars 2016 portant constitution de la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} vice-Président.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/214/CM du 4 octobre 2018.

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Novembre 2018

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 377 situé dans la Zone d'Aménagement Concerté du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 377 du 7 juillet 1993 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 377 a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 juillet 1993 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 377, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 377

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **377** (sections **DH n° 0064**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 mai 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 427 m²**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0064**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 377** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 18/300/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Guillou, Chargé de l'administration métropolitaine du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 27 octobre 2015 portant détachement de Monsieur Jean-Claude Guillou dans l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/237/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, composé des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, à Monsieur Jean-Claude Guillou, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaire à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018)

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Guillou, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude Guillou, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean-Edouard Dutech.- Directeur Général des Services délégué

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean-Claude Guillou et Jean-Edouard Dutech, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

-Madame Biljana Bogdanovic - Directrice du Pôle Ressources

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/301/CM

Délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République notamment son article 56 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH-2015-772, du 23 avril 2015 portant Madame Laurence Dardalhon Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/235/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, composé des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à Madame Laurence Dardalhon, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018)

**Prestations d'action sociale suivies par la Régie d'action sociale (RAS)
du Conseil de Territoire**

- Formulaire de demande de participation des différentes villes pour les séjours organisés par la RAS ;
- Conventions de partenariat avec les commerçants ;
- Formulaire de prélèvements automatiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

**Conservatoire de Musique et de danse
du Conseil de Territoire**

- Contrats de location d'instruments musicaux
- Contrat à durée déterminée pour l'embauche d'artistes et/ou de techniciens concourant à la réalisation d'un spectacle vivant (contrat GUSO)

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Dardalhon, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Madame Valérie Terseul – Directrice Générale Adjointe Territoire Istres Ouest Provence

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Laurence Dardalhon et Valérie Terseul, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Madame Nathalie N'Doumbé – Directrice Générale Adjointe pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-444 en date du 28 mai 2018 portant nomination de Madame Rizzon Marina sur l'emploi de Directeur Général des Services délégué et Directeur du Pôle Ressources du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/233/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à Madame Marina Rizzon, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018)

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Rizzon, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marina Rizzon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Audrey Fleurentdidier - Directrice des Finances CT4.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 56 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH-2017-7168 du 18 juillet 2017, portant Madame Sophie Conte, Directrice Générale des Services du Territoire du Pays Salonais à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/234/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courrier et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire ;
- Exemplaire unique ;
- Nantissement ;
- Cession de créance ;
- Les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marché, conventions, lettre de commande, etc.) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées.

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018).

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia Zugna – Directrice Générale des Services déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Laetitia Zugna, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Isabelle Demolière - : Responsable des Assemblées, Affaires Juridiques, Contentieux et Assurances Territoire du Pays Salonais CT3

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/304/CM

Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-22-CT2 du 11 mai 2018 portant détachement de Monsieur Thierry Pennec sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/236/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Thierry Pennec, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents ;
- Abonnement de travail.

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de la Direction Générale des Services**

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018)
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018)

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Pennec, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Alain Trabuc - Directeur Général des Services délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thierry Pennec et Alain Trabuc, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Denis Alcazar - Directeur du Pôle services à la population CT2

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/305/CM

Délégation de signature à Monsieur Eric Metral-Boffod, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Innovation numérique et des Systèmes d'information

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 2018-6299 du 1^{er} octobre 2018 portant Eric Metral-Boffod, Directeur Général Adjoint à l'Innovation numérique et des Systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/2224/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Eric Metral-Boffod, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-
Marseille-Provence en charge de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information

Formation des agents :

- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.)
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires)

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents
- Etats d'astreintes des agents
- Etats de vacations des agents

Procédure disciplinaire :

- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumul

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées par la Direction Générale Adjointe
en charge de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitance des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Metral-Boffod, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric Metral-Boffod, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurore Matteo – Directrice Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric Metral-Boffod et Madame Aurore Matteo, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Marc Chamayou – Directeur Etudes et développement du SI

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Madame Hélène Garidel, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Concertation Territoriale et Proximité

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée n° 2015-8128 du 6 août 2015 portant Madame Hélène Garidel, adjointe au Directeur Général des Services de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/225/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Hélène Garidel, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la Concertation Territoriale et Proximité</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées par
la Direction Générale Adjointe
en charge de la Concertation Territoriale et Proximité**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitance des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Garidel, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Garidel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Simon Vernet – Conseiller technique

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/307/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Mertz, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Eau, Assainissement et Déchets.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2015-10593 du 2 décembre 2015 portant détachement de Monsieur Jean-Marc Mertz, auprès de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint des EPCI à fiscalité propre de plus de 400 000 habitants.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/247/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Marc Mertz, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-
Marseille-Provence en charge de l'eau, l'assainissement, et déchets

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, , convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de l'eau, l'assainissement, déchets**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Cimetières

- Délivrance et reprise de concession dans les cimetières

Crématorium

- Conventions avec les hôpitaux concernant les pièces anatomiques ;
- Conventions de dons du corps à la science avec la faculté de médecine.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Mertz, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Mertz, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nathalie Perrin – Directrice gestion environnementale et contrats de l'eau CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/308/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Guillou, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 27 octobre 2015 portant détachement de Monsieur Jean-Claude Guillou, dans l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/229/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude Guillou, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines</p> <p style="text-align: center;">Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de l'Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, conventions personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de l'Emploi, l'Insertion, l'Economie sociale et solidaire.**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3:

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Guillou, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude Guillou, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Laurent Frassati – Directeur de l'emploi et de l'insertion

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/309/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe Hanff, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie et Attractivité économique, territoire numérique et innovation technologique, promotion et développement du tourisme, développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2015-4114 du 12 mars 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe Hanff, Directeur Général Adjoint développement économique au sein de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/230/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe Hanff, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la stratégie et de l'attractivité économique, du territoire numérique et de l'innovation technologique, de la promotion et du développement du tourisme, du développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de la stratégie et de l'attractivité économique, du territoire numérique et de
l'innovation technologique, de la promotion et du développement du tourisme, du
développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, de
l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

**Développement économique - Service Europe - FSE
PLIE à compter du 01/01/2018**

- Dépôt de demande de subvention au titre de l'assistance technique
- Courrier de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE à compter du 01/01/2018)
- Courrier de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE à compter du 01/01/2018)
- Courrier d'acceptation des reports de bilan (PLIE à compter du 01/01/2018)
- Attestation de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE à compter du 01/01/2018)

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Hanff, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe Hanff, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Emmanuel Thomas – Directeur innovation stratégie mutations industrielles.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean-Philippe Hanff et Emmanuel Thomas, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Monsieur Alexandre Perdriel – Directeur des projets structurants, de l'industrie et des zones d'activités (Développement éco)

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean-Philippe Hanff, Emmanuel Thomas et Alexandre Perdriel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

-Monsieur Nicolas Regrigny – Directeur de l'attractivité et de la promotion internationale

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/310/CM

Délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Commande publique et affaires juridiques

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le contrat à durée indéterminée inscrit au registre des actes n° DRH-2015/772 du 23 avril 2015 portant Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/226/CM du 16 octobre 2018 est abrogé

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Laurence Dardalhon, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction
Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la Commande
publique et des Affaires juridiques

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursives pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres < à 90 000 euros H.T.
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de la Commande publique et des Affaires juridiques**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord- cadre, inférieurs à 90 000 euros HT concernant les compétences exercées par la DGA:

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettres de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 euros HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros HT, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Autres Marchés publics et accords-cadres

Délégation est donnée à Laurence Dardalhon, sans préjudice des délégations accordées au Vice – Président en charge de la commande publique, aux DGA métropolitains et aux Chargés de l'administration métropolitaine des Conseils de Territoire, dans le cadre de leurs compétences, pour les autres marchés dans les conditions suivantes :

1/ Pour la préparation, la passation et l'exécution des Marchés y compris subséquents et Accords-cadres supérieurs à 90 000 euros relatifs à l'exercice d'une compétence métropolitaine :

- Lettre de consultation relative à un marché compris entre 90 000 et 221 000 euros HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché et demande de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats, pour les marchés subséquents compris entre 90 000 et 221 000 euros HT ;
- Rapport de présentation du marché, lorsque la réglementation requiert sa production ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances.

2/ Pour la préparation, la passation et l'exécution des Marchés y compris subséquents et Accords - cadre de seuil métropolitain relatifs à l'exercice d'une compétence déléguée :

- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 221 000 euros HT en exécution d'un accord-cadre métropolitain ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courrier d'attribution du marché et demande de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats, pour les marchés subséquents inférieurs à 221 000 euros HT ;
- Rapport de présentation du marché, lorsque la réglementation requiert sa production ;
- Sous-traitance.

Affaires juridiques

- Décisions d'ester en justice
- Courrier de réponse aux recours gracieux

Assurances

- Convocations d'expertise ;
- Courriers divers aux assureurs, experts et avocats ;
- Courriers divers aux administrés ;
- Déclarations de sinistre ;
- Demandes d'attestations d'assurances ;
- Accords sur évaluation des dommages suite à sinistre ;
- Notifications de refus d'indemnisation ;
- Notifications d'accord sur indemnisation ;

Subventions aux associations, organismes et satellites

- Accusés réception des dossiers de demandes de subvention déposés auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Dardalhon, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant strictement les Ressources humaines :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Christophe Garnier – Chef de service Ressources

Concernant strictement :

- 1) La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA ;
- 2) L'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA ;
- 3) Autres marchés publics et accords-cadres :
La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre supérieurs à 90 000 euros HT, relatifs à l'exercice d'une compétence métropolitaine
La préparation, la passation et l'exécution des Marchés y compris subséquents et Accords - cadre de seuil métropolitain relatifs à l'exercice d'une compétence déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Olivier Rocchia – Directeur Adjoint commande publique

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon et de Monsieur Olivier Rocchia la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Sabrina Maache- Chef de service veille, formation et contrôle juridique interne

Concernant strictement les Affaires juridiques :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Alain Trabuc – Directeur Général des Services délégué

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon et de Monsieur Alain Trabuc la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Anne-Marie Queyrel – Directrices des Assemblées CT1

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, de Monsieur Alain Trabuc et de Madame Anne-Marie Queyrel, la délégation de signature définie à l'article 2 ; excepté les courriers de réponse aux recours gracieux, est donnée à :

- Madame Sophie Couve – Chef de service contentieux

Concernant strictement les Assurances :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie Terseul – Directrice Générale Adjoint Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Laurence Dardalhon et Valérie Terseul, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Alexandra Mosti – chef de service des Assurances

Concernant strictement les subventions aux associations, organismes et satellites :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie Terseul - Directrice Générale Adjoint Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Laurence Dardalhon et Valérie Terseul, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

-Madame Isabelle Demolière – Responsable des Assemblées, Affaires Juridiques, Contentieux et Assurances, Territoire du Pays Salonais CT3

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/311/CM

Délégation de signature à Monsieur Michel Gacon, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Agriculture et Forêts, Paysages et grands équipements métropolitains

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-1671-CT1 portant détachement de Monsieur Michel Gacon sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint d'un établissement public de coopération intercommunale de plus de 400 000 habitants, en charge de l'Agriculture, des Forêts, des Paysages et des équipements d'intérêt métropolitain au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} avril 2018.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/228/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Michel Gacon, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de l'Agriculture et Forêts, Paysages et grands équipements métropolitains

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de l'Agriculture et Forêts, Paysages et grands équipements métropolitains**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Gacon, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Gacon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Cyrille Naudy – Directeur Général Adjoint délégué Agriculture et forêts, paysages et grands équipements métropolitains

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/312/CM

Délégation de signature à Madame Pascale Farrugia, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de détachement n° DRH 2016-10627 du 17 janvier 2017 portant détachement de Madame Pascale Farrugia, sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint en charge de la Communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} février 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/248/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Pascale Farrugia, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-
Marseille-Provence en charge de la Communication, Relations Extérieures et Grands
Evénements

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;

- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de la Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Farrugia, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascale Farrugia, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Banc – Directrice Général Adjointe déléguée marque et médias

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/313/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affaires générales et Moyens Généraux.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH 2017-7168 du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Affaires générales et Moyens généraux, à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/245/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des affaires générales et des moyens généraux

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;

- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

Ressources humaines pour tout le personnel métropolitain

- Remisages à domicile ponctuel supérieur à 3 jours consécutifs ou supérieur à 2 par mois pour le même agent ;
- Remisages à domicile permanent.

Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Affaires générales et des Moyens généraux

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Affaires générales

- Courriers de transmissions des conventions aux partenaires pour signature excepté les actes délibérés et décidés en Conseil de Territoire ;
- Courriers de première notification excepté les actes délibérés et décidés en Conseil de Territoire
- Courriers de deuxième notification (notification interne pour les Directions, comptabilité et Trésorerie).

Moyens généraux et logistique

- Courriers aux assurances de la flotte automobile ;
- Certificats de cession de véhicules ;
- Demandes et les changements d'immatriculation ;
- Bons d'accord à l'expert sur la valeur (véhicules irréparables vendus à l'assureur) ;
- Demandes d'exonération liées aux contraventions des agents ;
- Bordereaux d'élimination des archives.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant strictement :

1) Les Ressources humaines :

2) La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

3) L'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laurence Guichard – Cheffe de service ressources

Concernant strictement les Affaires Générales :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Isabelle Arnould – Directrice des affaires générales

Concernant strictement les Moyens Généraux et logistique :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel – Directrice moyens généraux et logistique

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Hervé Gérard – Chef de service parc des véhicules légers et des ressources associées

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/314/CM

Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-22-CT2 en date du 11 mai 2018 portant détachement de Monsieur Thierry Pennec sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/242/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de la stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et
équipements sportifs, culture et équipements culturels**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitance des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Pennec, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Vincent Sename – Directeur stratégie environnementale

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/315/CM

Délégation de signature à Monsieur Vincent Fouchier, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Projet Métropolitain et Conseil de développement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2016-6980 du 9 août 2016 portant Monsieur Vincent Fouchier, Directeur Général Adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge du projet métropolitain.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/241/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Vincent Fouchier, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-
Marseille-Provence en charge du Projet Métropolitain et Conseil de développement

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

**Marches publics et accords-cadres
Concernant les compétences exercées par
la Direction Générale Adjointe
en charge du Projet Métropolitain et Conseil de développement**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courriers d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Fouchier, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent Fouchier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Cindy Conessa – Directrice Appui au projet métropolitain

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2017-684-CT1 du 1^{er} février 2017 portant nomination de Monsieur Domnin Rauscher Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/231/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Abonnement de travail.

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement
de la Direction Générale des Services**

- Bon de commande **inférieur à 90 000 €H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Patrimoine (hors équipements publics)

- Convention d'AOT Saumaty
- Mise en demeure pour non-paiement des redevances d'occupation du domaine public ;
- Réponses négatives liées à l'occupation du domaine public.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurélie Cerutti : Directrice du Secrétariat Général

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Aurélie Cerutti, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Anne-Marie Queyrel : Directrice des Assemblées du CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Monsieur Yannick Tondut, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Mobilité, déplacements, transports, espace public et voirie.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2015-479 du 3 février 2015 portant détachement de Monsieur Yannick Tondut, sur l'emploi fonctionnel de DGA mobilité ;
- L'arrêté modificatif DRH 2015-7814 du 24 février 2015 portant détachement de Monsieur Yannick Tondut, sur l'emploi fonctionnel de DGA mobilité.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/243/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Yannick Tondut, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines</p> <p style="text-align: center;">Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la mobilité, des déplacements, des transports, de l'espace public et voirie</p>

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

<p style="text-align: center;">Marchés publics et accords-cadres concernant les compétences exercées par la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la mobilité, des déplacements, des transports, de l'espace public et voirie</p>
--

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courriers d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Mobilité, espace public, voirie et circulation

- Attestations de transports gratuits ;
- Carte temporaire gratuite dans le cadre d'un échange linguistique ;
- Permissions de voirie délivrées dans le cadre des compétences de la DGA ;
- Arrêtés d'occupation temporaire concernant les ouvertures de tranchées ;
- Arrêtés d'occupation temporaire pour les installations de mobilier urbain et ouverture de tranchée ;
- Arrêtés d'autorisation de mise en place d'entrée charretières / trottoir de luxe (particulier et professionnel) ;
- Courriers de réponse aux demandes d'alignement, aux permis de construire, aux déclarations préalables et certificats d'urbanisme concernant les domaines de compétences de la DGA ;
- Comptes rendus et bilan d'exploitation.

Transports

- Courriers relatifs aux demandes de remboursement Versement Transport ;
- Courriers d'attribution du label métropolitain auto-portage aux véhicules des opérateurs agréés
- Autorisations d'accueil, après étude, des cars « Macron » au sein des gares routières.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Tondut, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick Tondut, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean-Louis Dalmasso – Directeur Général Adjoint délégué service du transport

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Yannick Tondut et Jean-Louis Dalmasso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Joël Vanni – Directeur Général Adjoint délégué grandes infrastructures

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/318/CM

Délégation de signature à Monsieur Laurent Peres, Chargé de la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L.2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de nomination DRH 2014-795 du 17 avril 2014 de Monsieur Laurent Peres dans le grade d'attaché principal ;
- Le courrier du 7 octobre 2016 du Président de la Métropole nommant Monsieur Laurent Peres, Directeur du Pôle Ressources ;
- Le courrier du 28 juillet 2017 du Président de la Métropole nommant Monsieur Laurent Peres, Directeur Emploi et Compétences.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/227/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Laurent Peres, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction
Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des Ressources
Humaines

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;

- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.)

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés de congé parental

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

Ressources humaines Pour <u>l'ensemble</u> des agents métropolitains Et candidatures externes
--

Formation des agents :

- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétence avec incidence financière ;
- Bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées sans incidence financière ;
- Bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions avec tout autre organisme de formation avec incidence financière ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers de notification de la décision du C.N.F.P.T. et de la Métropole suite aux tests de préformation sans incidence financière ;
- Courriers de notification de la décision du C.N.F.P.T. et de la Métropole suite aux tests de préformation avec incidence financière ;
- Conventions et courriers d'ouvertures de postes à concours ;
- Actes administratifs (courriers de convocations aux Commissions, courriers de notification de la décision de l'autorité – inscription) liés aux demandes d'accès au Droit Individuel à la Formation, à la Validation des Acquis, au Bilan de Compétences et au Congé de Formation Professionnelle **sans incidence financière** ;
- Actes administratifs (courriers de convocations aux Commissions, courriers de notification de la décision de l'autorité – inscription) liés aux demandes d'accès au Droit Individuel à la Formation, à la Validation des Acquis, au Bilan de Compétences et au Congé de Formation Professionnelle **avec incidence financière** ;
- Cahiers des charges dans le cadre de la mise en place d'actions de formation (C.N.F.P.T. et autres organismes) **sans incidence financière** ;
- Cahiers des charges dans le cadre de la mise en place d'actions de formation (C.N.F.P.T. et autres organismes) **avec incidence financière** ;
- Bulletins aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées au titre du Plan de Formation **sans incidence financière** ;
- Bulletins aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées au titre du Plan de Formation **avec incidence financière** ;
- Bulletins d'inscription aux tests de préformation, courriers, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des préparations au concours **sans incidence financière** ;
- Bulletins d'inscription aux tests de préformation, courriers, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des préparations au concours **avec incidence financière** ;
- Courriers divers de suivi (report, abandon d'une préformation, notification d'obligation de présence, de radiation) de stages et formations dispensées par le C.N.F.P.T.) **sans incidence financière** ;
- Courriers divers de suivi (report, abandon d'une préformation, notification d'obligation de présence, de radiation) de stages et formations dispensées par le C.N.F.P.T.) relatives aux remises à niveau ayant une **incidence financière** ;
- Convocations aux formations C.N.F.P.T. organisées sur le périmètre des Conseils de Territoire et/ou de la Métropole.

Accueil des stagiaires :

- Convention de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle **avec incidence financière**

Evaluation des agents :

- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation)

Mobilité :

- Courriers et arrêtés de changements d'affectation au sein d'un même Conseil de Territoire et/ou d'une même délégation ;
- Courriers et arrêtés de changements d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué entre 2 Conseils de Territoire.

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés de mise en congé sans traitement

Carrière :

- Convocations aux commissions locales (CT, CHSCT) ;
- Courriers et arrêtés de modification de la quotité de travail d'un temps non complet ;
- Courriers et arrêtés de congé de présence parentale, de congé de solidarité familiale ;
- Les courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise. ;
- Courriers et arrêtés de temps partiel (de droit, sur autorisation, pour création d'entreprise) ;
- Courriers de refus de nomination par voie d'intégration directe ;
- Courriers de refus demande nomination suite à réussite à concours ;
- Courriers et arrêtés de refus de titularisation en fin de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement en cours de stage ;
- Courriers et arrêtés de démission en cours de stage ;
- Courriers et arrêtés de réintégration ou de renouvellement pour toutes les positions administratives ;
- Courriers et arrêtés de démission suite à refus de réintégration après une mise en disponibilité (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever un enfant, etc.). ;
- Courriers et arrêtés de prolongation et de prorogation de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement ;
- Courriers de refus de renouvellement de contrats pour tous types de recrutement (CDD, CDI.) ;
- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs ;
- Courriers et arrêtés d'avancement d'échelon ;
- Courriers et arrêtés de radiation, mutation, démission, retraite ou décès (retraite invalidité), abandon de poste ;
- Courriers et arrêtés de vacation ;
- Désignations en cas de grève : service minimum ;
- Lettres de mises en demeures de reprise de fonction ;
- Courriers de notification de fin de contrat ;
- Les courriers et arrêtés portant attribution et/ou modifications de régime indemnitaire (excepté la NBI) ;
- Les courriers et arrêtés de contraintes de postes ;
- Les courriers et arrêtés de mise à disposition.

Paie :

- Indemnités pour changement de résidence en cas de mutation ;
- Indemnités de licenciement ;
- Conventions et certificats de paiement dans le cadre du transfert d'un compte Epargne Temps ;
- Bordereaux de cotisations des élus Métropolitains et des conseillers de Territoire (CAREL – FONPEL) ;
- Bordereaux de cotisations des agents (PREFON) ;
- Indemnités des élus
- Indemnités compensatrice de congés non pris ;
- Courrier de refus de remises dette sur salaires perçus à tort (indemnités journalières, régime indemnitaire, traitement de base, ...).

Procédure disciplinaire :

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire

GPEEC :

- Déclarations de nomination et annulation de déclaration d'emploi ;
- Courrier de rejet ou d'attente suite à une candidature ;

- Tableaux d'avancement et liste d'aptitude ainsi que les courriers et bordereaux de transmission (CNFPT, Préfecture) ;
- Déclaration de création et de vacance d'emploi.

Gestion des organisations syndicales :

- Courriers de convocation aux réunions de travail ;
- Refus de congé pour formation syndicale hors délai.

<p align="center">Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Ressources Humaines (non déléguées aux Conseils de Territoire)</p>

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande régularisation des offres ;
- Demande précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers demande prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Peres, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Kévin Aubert - Directeur Gestion Administrative du Personnel

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Laurent Peres et Kévin Aubert, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Sébastien Pisciotta – Directeur emploi et compétences

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Laurent Peres, Kévin Aubert et Sébastien Pisciotta, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Biljana Bogdanovic – Directrice du Pôle Ressources

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Laurent Peres, Kévin Aubert, Sébastien Pisciotta et de Madame Biljana Bogdanovic, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Nicolas Salvagno – Directeur méthodes et projets

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Laurent Peres, Kévin Aubert, Sébastien Pisciotta, de Madame Biljana Bogdanovic et de Monsieur Nicolas Salvagno la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Isabelle Rohee-Sroka – Directrice qualité de vie au travail

Article 6:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/319/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2017-684-CT1 du 1^{er} février 2017 portant Monsieur Domnin Rauscher, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/246/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti,
politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme,
mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations
- Demande de régularisation des offres
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre
- Demande de justification d'une offre anormalement basse
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros HT y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Politique de la Ville

- Lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Accusés réception des demandes de Fonds d'Aide aux Jeunes
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande

Habitat

- Accusés réception des demandes de logement social ;
- Accusés réception des demandes de FSL ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande ;
- Accusés réception des demandes relatives à l'ANAH ;
- Courriers divers (demandes d'avis préalable) relatifs à l'ANAH ;
- Conventiennements avec l'ANAH – avec ou sans travaux
- Engagements bailleurs.

Ports - Mer- Littoral – GEMAPI - Energie

- Courriers de mise en demeure ;
- Courriers divers relatifs à la mise en œuvre de projets et à la gestion courante concernant les ports, la mer, le littoral, la GEMAPI et l'énergie ;
- Courriers et actes divers relatifs à la gestion de mise en concurrence des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port) ;
- Réponse à une demande de changement de bateau sur une même place (réponse négative aux usagers) ;
- Demande d'exonération de redevance (réponse négative aux usagers) ;
- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement et actes administratifs liés, pour la gestion des réseaux de chaleur et unités de production d'énergie ;
- Contrats d'abonnement de tiers au réseau de chaleur (conformes au modèle de contrat et à la tarification délibérée) et avenants de transfert ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseau pour raccordement d'unités de production d'énergie.

Urbanisme

- Les courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers divers relatifs à l'urbanisme et la stratégie et cohérence territoriale pour la mise en œuvre des dossiers ou projets ;
- Courriers liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole.

Foncier

- Documents d'arpentage ;
- Diffusions parcellaires ;
- Demandes à France Domaines ;
- Courriers et fiches de demandes de renseignements et/ou copies auprès des hypothèques ;
- Documents et actes relatifs aux états des risques naturels et technologiques ;
- Plans de bornage, de division ;
- Prise en gestion des biens acquis par l'EPF ;
- Courriers divers relatifs à la mise en place des conventions partenariales conclues avec l'EPF et notamment compte rendu valant décision de choix des sites, validation du lancement des études, etc. ;
- Procès-verbal d'ouverture des plis des candidatures pour la cession des biens ;
- Réceptions des procès-verbaux de remise en gestion des biens acquis par EPF PACA et signature de tous les documents connexes ;
- Courriers divers relatifs aux demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande (échanges entre Métropole et propriétaires dans l'instruction des dossiers d'acquisitions et des ventes de biens bâtis, non bâtis, et/ou de locations) ;
- Attestations rectificatives de mise en concordance des actes authentiques en la forme administrative auprès des Services de la Publicité Foncière ;
- Formalités préalables et postérieures nécessaires à la Publicité Foncière d'un acte authentique en la forme administrative ;
- Demandes de pièces complémentaires et de visites dans le cadre de la procédure de préemption ;
- Renonciations aux déclarations d'intention d'aliéner ;
- Courriers divers relatifs aux affaires foncières et immobilières ;
- Courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets relevant de la compétence métropolitaine (à l'exception des courriers adressés aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat).

Aménagement du territoire

- Les courriers relevant de l'administration courante ;
- Les certificats d'affichage des actes administratifs ;
- Courriers divers relatifs à l'aménagement du territoire métropolitain concernant la mise en œuvre des dossiers et des projets ;
- Courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers aux établissements publics d'aménagement dans le cadre des relations conventionnelles entre la Métropole et les aménageurs ;
- Arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cession de terrains ;
- Courriers de notification aux tiers des cahiers des charges de cession de terrains.

Patrimoine bâti – Gestion patrimoniale

- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement ;
- Courriers divers aux services de l'état (ARS, DRAC, ABF, DDT, etc.) ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseaux pour raccordement (à différencier des autres conventions) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Demandes d'autorisations d'urbanisme et environnementales (pièces annexes des PC, PD, PA loi sur l'eau, ERP classés, cas par cas, etc.) ;
- Courriers divers et gestion courante relatifs au patrimoine bâti du territoire métropolitain.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nathalie N'Doumbé - Directrice Générale Adjoint Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2, exceptée pour la politique de la ville et l'habitat, est donnée à :

- Madame Anne-Cécile Debono – Directrice de la coordination

Concernant strictement :

- 1) La politique de la ville :
- 2) L'Habitat

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nathalie N'Doumbé - Directrice Générale Adjointe Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christelle Mouren – Directrice habitat et politique de la ville

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/320/CM

Délégation de signature à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Finances et Budget.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2015-3886 du 21 décembre 2015 portant détachement sur emploi fonctionnel de DGA des EPCI de plus de 400 000 habitants de Monsieur Guy Januel au sein de la Communauté du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/240/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Guy Januel, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Finances et Budget

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursives pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge des Finances et du Budget**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitance des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Marchés ou accord-cadre métropolitains \geq à 90 000 euros H.T.

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie).

Budget de la Métropole (HORS les dépenses et recettes prévues et inscrites aux Etats Spéciaux de Territoire)

- Les certifications de service fait sur les factures, courriers de rejets de factures, demandes de pièces justificatives nécessaires à la liquidation des dépenses de toute nature et demandes de règlements ;
- Les mandats de paiement, bordereaux de mandats et bordereaux de titres de recettes ;
- Les propositions de mandatement et certificats de paiement ;
- Les pièces justificatives devant appuyer les titres de recettes ;
- Les pièces justificatives devant appuyer les mandats de paiement ;
- Les certificats administratifs afférents au calcul des intérêts moratoires ;
- Les certificats administratifs afférents au remboursement des frais postaux ;
- Les certificats de ré imputation de recettes et de dépenses ;
- Les bordereaux de rejet de mandats ou de titres émanant de la Recette des Finances ;
- Les courriers de demande de rejet de mandats et titres émanant de l'ordonnateur ;
- Les déclarations de TVA - CA3 ;
- Les demandes de remboursement de crédits de TVA ;
- Les demandes d'avance de fonds pour les régies.

Subventions et Partenariats Externes

- Courriers d'appel de fonds (avances, acomptes et solde) et toutes pièces financières afférentes (plan de financement définitif, état des dépenses contresigné du Trésorier, état des recettes contresigné du Trésorier, attestation de début de travaux, attestation de fin de travaux, attestation de service fait) ;
- Courrier d'abandon de subvention ;
- Courrier de renonciation au reliquat d'une subvention et toute pièce justificative ou normée exigée par le partenaire financier ;
- Les courriers de demande de prorogation d'une subvention ;
- Courrier d'envoi de pièces complémentaires y compris les pièces financières, relatifs aux appels de fonds, abandons, renonciations au reliquat et demandes de prorogation.

Dettes

- Les demandes de pièces et documents nécessaires à l'instruction des dossiers en matière d'emprunt ;
- Les actions sur lignes de trésorerie : tirage et remboursement ainsi que tout acte de gestion prévu par les contrats signés ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les actions sur les emprunts contractés : tirage et remboursement ainsi que tout acte de gestion prévu par les contrats signés ;
- Les pré-confirmations ou habilitations à entrer dans les salles de marchés pour toper les taux fixes ou dérivés (swaps...) avec les salles de marchés ou front office des banques.

Fiscalité et dotations

- Les déclarations liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole (TVA, impôt sur les sociétés, contribution économique territoriale, taxe foncière, etc.) ;
- Les réponses négatives aux demandes des contribuables ;
- Les courriers relatifs à la fiscalité et aux dotations à destination de l'Etat (Préfecture, administration fiscale) ou des organismes de recouvrement de la sécurité sociale (ACOSS, MSA, URSSAF) ;
- La signature des états 1259 FPU et TEOM ;
- Les courriers et notification de refus d'exonération de TEOM et de versement transport.

Transversales

- Certificat de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites l'appui des mandats de paiement ;
- Signature des autorisations de prélèvements automatiques pour les contrats existants ;
- Attestations ou états liquidatifs pour les affaires relevant de la DGA ;
- Mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser N-1 en dépenses conformément à l'état arrêté et signé l'année N-1 et transmis au Trésorier Public ;
- Mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser N-1 en recettes conformément à l'état arrêté et signé l'année N-1 et transmis au Trésorier Public ;
- Validation et le mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Januel, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant strictement les Ressources humaines :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso – Directrice Générale Adjointe Délégué

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Julia Valenza – Directrice Ressources

Concernant strictement la préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Délégué

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Lionel Rossi – Directeur Budget programmation prospective

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, de Monsieur Lionel Rossi, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon – Directrice Gestion exécution financière

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, de Monsieur Lionel Rossi, de Madame Christel Pardigon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard – Directeur recettes ingénierie financière

Concernant strictement :

1) l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA ;

2) les Marchés ou accord-cadre métropolitains \geq à 90 000 euros H.T. ;

3) Le budget de la Métropole (Hors les dépenses et recettes prévues et inscrites aux Etats Spéciaux de Territoire ;

4) Transversales :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Délégué

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon – Directrice Gestion exécution financière

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Mesdames Nadia Basso, et Christel Pardigon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Lionel Rossi - Directeur Budget programmation prospective

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Mesdames Nadia Basso, et Christel Pardigon, de Monsieur Lionel Rossi, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard - Directeur recettes ingénierie financière

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Concernant strictement :

1) Les Subventions et Partenariats Externes.

2) La dette.

3) La fiscalité et les dotations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard - Directeur recettes ingénierie financière

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, et de Monsieur Rémi Magnard, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Lionel Rossi - Directeur Budget programmation prospective

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, et de Messieurs Rémi Magnard et Lionel Rossi, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon - Directrice Gestion exécution financière

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/321/CM

Délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Didier Khelfa en qualité de 12^{ème} Vice-Président ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/266/CM du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président, en ce qui concerne :

- **Le Budget**
- **Les Finances.**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Didier Khelfa reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune ;

3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux Associations, aux Partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Particuliers :

3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers et documents relatifs aux demandes de subvention auprès des partenaires financiers de la Métropole.

3.3.1 Courriers de demande de subvention ;

3.3.2 Plan de financement des opérations ainsi que les pièces et courriers complémentaires relatifs à la demande de subvention.

3.4 Courriers adressés aux services de l'Etat

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

3.5 Délibérations approuvées par le Conseil de la Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les conventions afférentes.

3.6 Fonctionnement des régies :

Arrêtés de nomination des régisseurs de recettes et d'avances, actes divers liés au fonctionnement des régies de recettes et d'avances (création, suppression, etc.).

3.7 Actes en matière d'emprunt, dans le cadre des attributions déléguées à la Présidente par délibération HN013-146/16/CM du 17 mars 2016.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Saint-Chamas, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Arrêté n° 18/322/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2017-684-CT1 du 1^{er} février 2017 portant nomination de Monsieur Domnin Rauscher Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire Marseille Provence et Directeur du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/232/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc...

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 €H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Philippe Lefort - Directeur ressources CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/323/CM

Délégation de signature à Monsieur Etienne Caputo, Directeur du Pôle Voirie, Espace public, Circulation, pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2018-6455-CT1 portant nomination de Monsieur Caputo Directeur de Pôle « Voirie, Espace public, Circulation » du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/251/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Etienne Caputo, Directeur du Pôle Voirie, Espace Public, Circulation pour le Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Caputo, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne Caputo, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Jean Canese - Directeur Gestion de l'espace public CT1.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Etienne Caputo et Jean Canese, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Michel Bocchino -Directeur de l'aménagement de l'espace public CT1.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/324/CM

Délégation de signature à Monsieur Fabrice Bardisa, Directeur du Pôle Propreté, Cadre de vie et Valorisation des Déchets pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2018-6456-CT1 portant nomination de Monsieur Bardisa Directeur de Pôle « Propreté Cadre de vie et Valorisation des déchets » du Conseil de Territoire Marseille Provence .

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/250/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Fabrice Bardisa, Directeur du Pôle Propreté Cadre de vie et Valorisation des déchets pour le Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Mobilité au sein même du Pôle :

- Tous les actes liés aux mouvements de personnel au sein de son Pôle exclusivement.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 €H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Bardisa, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Bardisa, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur David Sanchez - Directeur Propreté et cadre de vie CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/325/CM

Délégation de signature à Monsieur Joël Vanni, Directeur du Pôle Infrastructures pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2018-6458-CT1 portant nomination de Monsieur Vanni sur le poste de Directeur de Pôle « Infrastructures » du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/254/CM du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Joël Vanni, Directeur du Pôle Infrastructures pour le Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Vanni, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joël Vanni, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Christophe Soullier - Directeur des études opérationnelles CT1

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Joël Vanni et Christophe Soullier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Bertrand Robin - Directeur Projets Métro et Tramway CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/326/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Mertz, Directeur du Pôle Eau et Assainissement pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2018-6459-CT1 portant nomination de Monsieur Jean-Marc Mertz au poste de Directeur de Pôle « Eau et Assainissement » du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/252/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Jean-Marc Mertz, Directeur du Pôle Eau et assainissement du Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc...

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Patrimoine (hors équipements publics)

- Convention avec les associations pour l'utilisation de la piscine Cap Provence ;
- AOT avec les associations dans le cadre du centre sportif Fontainieu.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Mertz, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Mertz, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Madame Nathalie Perrin - Directrice Gestion environnementale et contrats de l'eau CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/327/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe Hanff, Directeur du Pôle Développement économique et attractivité du Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2018-6460-CT1 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe Hanff, Directeur du Pôle Développement économique et attractivité du Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/253/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Jean-Philippe Hanff, Directeur du Pôle Développement économique et attractivité du Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc...

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 €H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018).

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Hanff, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant exclusivement :

- 1) Les Ressources Humaines,
- 2) Divers – PLIE :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe Hanff, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

Monsieur Alexandre Perdriel - Directeur des projets structurants, de l'industrie et des zones d'activités (Développement éco).

Concernant exclusivement :

L'exécution des marchés publics de seuils métropolitains pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et pour les marchés relevant exclusivement du Pôle :

Madame Marie-Christine De Palma - Directrice ressources CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Gondard, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 064-546/16/CM du 30 juin 2016 portant approbation de la convention de mise à disposition partielle du Directeur Général des Services de la ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 057-2313/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation d'un avenant à la convention de mise à disposition partielle du Directeur Général des Services de la ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant du 22 août 2017 à la convention du 30 juin 2016 relative à la mise à disposition partielle du Directeur Général des Services de la ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et portant Monsieur Jean-Claude Gondard, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/239/CM en date du 16 octobre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude Gondard, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction
Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant exclusivement les compétences exercées par
La Direction Générale des Services
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Gondard, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude Gondard, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aude Eisinger – Secrétaire Générale de la Métropole

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/329/CM

Désignation de fonctions et de signature en matière de commande publique à Monsieur Pascal Montecot, 7ème vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° 007-009/16/CM du 17 mars 2016 portant constitution de la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} vice-Président ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation de fonctions permanente en matière de commande publique.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/298/CM du 22 novembre 2018.

Article 2 :

Délégation permanente de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la métropole Aix-Marseille-Provence, dans le domaine de la commande publique.

Cette délégation de fonction emporte délégation de signature au nom de la Présidente pour les pièces et actes décisifs nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats de la commande publique qui comprennent :

- les marchés publics au sens de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- les contrats de concession au sens de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession.

Ainsi que toute réclamation en matière contentieuse ou précontentieuse relative aux contrats de la commande publique et tout échange avec les instances de conciliation.

Article 3 :

A/ Pour la préparation et la passation des marchés publics :

- Les arrêtés de désignation des membres des jurys de maîtrise d'œuvre et des jurys de concours,
- Dans les procédures de concours, d'appel d'offres restreint et de dialogue compétitif, les arrêtés dressant la liste des candidats admis à concourir, dialoguer ou soumettre une offre.

1/ le délégataire signe tous actes, courriers et pièces utiles passés sur un marché ou un accord-cadre supérieur à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire et notamment :

- La lettre de consultation (marché négocié),
- La décision de ne pas donner suite à une consultation et les courriers adressés aux soumissionnaires relatifs sur l'abandon de la procédure,
- les pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre tel que l'acte d'engagement ainsi que le courrier de notification et l'éventuelle mise au point du marché.

2/ le délégataire signe tous actes, courriers et pièces utiles passés sur un marché ou un accord-cadre portant sur des compétences métropolitaines et notamment :

- La lettre de consultation (marché négocié, supérieur à 221 000 € HT)
- La décision de ne pas donner suite à une consultation et les courriers adressés aux soumissionnaires relatifs sur l'abandon de la procédure pour les marchés ou accords-

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2018

cadres supérieur à 90 000 € HT,

- les pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre tel que l'acte d'engagement ainsi que le courrier de notification et l'éventuelle mise au point du marché, pour les marchés ou accords-cadres supérieur à 90 000 € HT.

B/ Pour la préparation et la passation des marchés subséquents :

1/ le délégataire signe tous actes, courriers et pièces utiles passés sur un accord-cadre supérieur à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire et notamment :

- La lettre de consultation relative à un marché subséquent supérieur à 221 000 € HT,
- La décision de ne pas donner suite à une consultation et les courriers adressés aux soumissionnaires sur l'abandon de la procédure supérieur à 221 000 € HT,
- Les pièces contractuelles tel que l'acte d'engagement ainsi que le courrier de notification et l'éventuelle mise au point de tous les marchés subséquents,

2/ le délégataire signe tous actes, courriers et pièces utiles passés sur un marché ou un accord-cadre supérieur à 90 000 € HT portant sur des compétences métropolitaines et notamment :

- La lettre de consultation relative à un marché subséquent supérieur à 221 000 € HT,
- La décision de ne pas donner suite à une consultation et les courriers adressés aux soumissionnaires sur l'abandon de la procédure supérieur à 221 000 € HT,
- Les pièces contractuelles tel que l'acte d'engagement ainsi que le courrier de notification et l'éventuelle mise au point des marchés subséquents supérieur à 90 000 € HT,

C/ Pour l'exécution des marchés publics, y compris subséquent, le délégataire signe :

- Tous les bons de commande, y compris à une centrale d'achat, supérieurs à 90 000 € HT,
- Les décisions expresses de reconduction ou de non-reconduction des marchés publics supérieurs à 90 000 € HT et portant sur une compétence métropolitaine,
- Les décisions expresses de reconduction ou de non-reconduction des marchés publics supérieurs à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire,
- Les modifications et avenants aux marchés publics supérieurs à 90 000 € HT portant sur une compétence métropolitaine,
- Les modifications et avenants aux marchés publics supérieurs à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire,
- Les décisions de résiliation, quel qu'en soit le motif, des marchés publics supérieurs à 90 000 € HT portant sur une compétence métropolitaine,
- Les décisions de résiliation, quel qu'en soit le motif, des marchés publics supérieurs à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire,
- Les décisions de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire des marchés publics supérieurs à 90 000 € HT portant sur une compétence métropolitaine,
- Les décisions de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire des marchés publics supérieurs à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées,
- Les courriers adressés au contrôle de légalité.

- Les ordres de service créant des prix nouveaux, affermissant une tranche optionnelle et de démarrage des travaux des marchés publics supérieurs à 90 000 € HT portant sur une compétence métropolitaine,
- Les ordres de service créant des prix nouveaux, affermissant une tranche optionnelle et de démarrage des travaux des marchés publics supérieurs à 209 000 € HT pour les fournitures et services et à 1 million € HT pour les travaux, portant sur des compétences déléguées aux conseils de territoire,

Article 4 :

Pour la passation et l'exécution des contrats de délégation de service public ou contrats de concession, le délégataire signe tous actes, courriers et pièces utiles et notamment :

- Les courriers d'information et de réponse aux candidats nécessaires au bon déroulement de la consultation,
- Les courriers adressés aux candidats afférents à leur situation au regard des conditions de participation et des interdictions de soumissionner à la procédure,
- Les courriers adressés aux candidats concernant l'admission ou le rejet de leur candidature,
- Les courriers d'invitation à soumettre une offre,
- Les courriers d'engagement et de conduite des négociations,
- Les courriers adressés aux soumissionnaires relatifs à l'information sur le rejet de leur offre, ou sur l'abandon de la procédure,
- La décision de ne pas donner suite à une consultation,
- En exécution des délibérations, les contrats de délégation de service public ou contrats de concession,
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des contrats de délégation de service public ou contrats de concession,
- En exécution des délibérations, les modifications ou avenants aux contrats de délégation de service public ou contrats de concession et leurs courriers de notification,
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des contrats de délégation de service public ou contrats de concession, y compris dans les relations avec le comptable public,
- Les actes et engagements financiers nécessaires aux mesures de publicité obligatoires des informations relatives à l'attribution et à la modification des contrats de délégation de service public ou contrats de concession,
- En exécution des délibérations, les décisions de résiliation des contrats de concession, quel qu'en soit le motif,
- En exécution des délibérations, les décisions relatives aux déclarations sans suite
- Les courriers adressés au contrôle de légalité.

Article 5 :

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal Montecot, cette délégation est exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président aux Budget et Finances.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Pascal Montecot et Didier Khelfa, la délégation de signature des actes mentionnés aux articles 3 et 4 du présent arrêté est donnée à :

- Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Commande Publique et Affaires juridiques.

La délégation de signature ainsi consentie à Madame Dardalhon, en cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Pascal Montecot et Didier Khelfa vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 8 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 10 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 11 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation de fonction à Monsieur Christian Burle, 18ème Vice-Président du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Christian Burle en qualité de 18^{ème} Vice-Président ;
- L'arrêté n° 18/257/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Christian Burle.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/257/CM en date du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Christian Burle, 18^{ème} Vice-Président, en ce qui concerne :

- **L'Agriculture**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Christian Burle reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux Associations, aux Partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Particuliers :

3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Peynier les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2018

Arrêté n° 18/331/CM

Délégation de fonction à Madame Danielle Garcia, 1er membre en qualité de Conseillère métropolitaine du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Danielle Garcia 1^{er} membre en qualité de Conseillère métropolitaine du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/278/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Madame Danielle Garcia.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2018

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/278/CM du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Danielle Garcia 1^{er} membre en qualité de Conseillère métropolitaine du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne :

- **La Viticulture**
- **Les Forêts**
- **Les Paysages**
- **Parcs et espaces naturels**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Madame Danielle Garcia reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2018

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire d'Auriol, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/332/CM

Nomination des conseillers portuaires des ports du Territoire Istres Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 1856/2017 du 8 décembre 2017 du maire d'Istres portant nomination des membres du conseil portuaire du port des Heures Claires.

CONSIDÉRANT

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Que la Métropole s'est donc substituée aux communes du territoire Istres Ouest Provence gestionnaires de ports de plaisance, à savoir, Istres et Ports-Saint-Louis-du-Rhône en tant qu'autorité portuaire ;
- Que le port des Heures Claires à Istres et le port Abri du Rhône à Port-Saint-Louis-du-Rhône sont concernés ;
- Que par arrêté n°1856/2017 du 8 décembre 2017, le maire de la commune d'Istres a nommé les membres du conseil portuaire du port des Heures Claires ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Que certains membres du conseil portuaire du port des Heures Claires ont perdu la qualité en raison de laquelle ils avaient été désignés ;
- Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, assurant les fonctions de président du conseil portuaire;
- Que concernant les autres membres du conseil portuaire initialement désignés par l'arrêté du maire d'Istres précité, dont le mandat perdure, il convient, pour certains, de les confirmer dans leurs fonctions, et pour d'autres, de mettre fin à leur mandat;
- Que concernant le port Abri du Rhône, il convient de prévoir la nomination des représentants de la commune et de l'association occupante.

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du territoire Istres Ouest Provence:

Représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : François BERNARDINI

Suppléant : Martial ALVAREZ

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Pierre PUEYO

Suppléant : Sylvain CLEMENT

Représentants des usagers :

Représentants des navigateurs de plaisance (élus CLUPP 2017)

Titulaires : Luigi ABBADESSA, Yvon KERSCAVEN, Jean-Yves HUBLEAU

Suppléants : Eddy CHAMEROY, Georges COUMTOS, Patrick PETITGENET

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Représentants de l'office municipal des sports :

Titulaire : Albert VIAL

Suppléant : Pierre TRICHET

Représentants de l'association Nautique Omnisport Istréen (ANOI)

Titulaires : Thierry SALARIS

Suppléants : Nicolas BRICOUT

Représentant du Club Nautique Istréen (CNI)

Titulaire : Sylvain MENIL

Suppléant : Jean-Christophe CALICCHIO

Représentant de l'Amicale des plaisanciers de Berre l'Etang (APEB)

Titulaire : Eddy CHAMEROY

Suppléant : Francis RAPHAELI

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Représentant de l'association des plaisanciers du port des Heures Claires à Istres (APPHC)
Titulaire : Marceau VALLIERE
Suppléant : Eric MORMESSE

Représentant du Centre de secours principal d'Istres :
Titulaire : Monsieur le Capitaine PIACENTINI, Chef de centre

Représentant de l'Amicale des Plaisanciers de la Grand'Bouche :
Titulaire : Jean-Pierre BRUNEL
Suppléant : M FESTINO

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Philippe BERUTTI
Suppléant : Yannick GUES

Représentants des pêcheurs

Titulaire : William TILLET
Suppléant : SCHMIDLIN Alexandre

Représentants des communes

Istres :
Titulaire : Elu représentant la commune
Suppléant : Elu représentant la commune

Port-Saint-Louis-du-Rhône :
Titulaire : Elu représentant la commune
Suppléant : Elu représentant la commune

Représentant du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Eric LE DISSES

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 1856/2017 du 8 décembre 2017 ; leur mandat prendra fin au 7 décembre 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire initialement nommés par l'arrêté n° 1856/2017 du 8 décembre 2017 du maire d'Istres qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/333/CM

Délégation de signature à Monsieur Alain Bez Directeur du Pôle Culture et Sport du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2281-CT2 du 9 novembre 2018 portant Monsieur Alain Bez, Directeur du Pôle Culture et Sports du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Alain Bez, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Bez, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/334/CM

Délégation de signature à Monsieur Denis Alcazar Directeur du Pôle Services à la Population du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2283-CT2 du 9 novembre 2018 portant Monsieur Denis Alcazar, Directeur du Pôle Services à la Population du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Denis Alcazar, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Alcazar, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/335/CM

Délégation de signature à Madame Hélène Lerda Directrice du Pôle Urbanisme et Aménagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2285-CT2 du 9 novembre 2018 portant Madame Hélène Lerda, Directrice du Pôle Urbanisme et Aménagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Madame Hélène Lerda, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Lerda, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/336/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Louis Dalmasso Directeur du Pôle Déplacements et Espaces Publics du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2282-CT2 du 9 novembre 2018 portant Monsieur Jean-Louis Dalmasso, Directeur du Pôle Déplacements et Espaces Publics du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Jean-Louis Dalmasso, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Dalmasso, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/337/CM

Délégation de signature à Monsieur Thierry Decoulare Delafontaine Directeur du Pôle Développement économique, Emploi et Innovation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2286-CT2 du 9 novembre 2018 portant Monsieur Thierry Delafontaine, Directeur du Pôle Développement économique, Emploi et Innovation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Thierry Decoulare Delafontaine, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle**

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Decoulare Delafontaine, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/338/CM

Délégation de signature à Monsieur Vincent Séname Directeur du Pôle Environnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-2284-CT2 du 9 novembre 2018 portant Monsieur Vincent Séname, Directeur du Pôle Environnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Vincent Séname, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences déléguées pour les agents relevant exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et
pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Séname, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/339/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, en charge de l'Administration du Conseil de Territoire Marseille Provence, en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 ; L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2017- 684 – CT1 du 1er février 2017 portant Monsieur Domnin Rauscher, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, Schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ;

- L'arrêté n° 18/202/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;
- L'arrêté n° 18/203/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- L'arrêté n° 18/209/CM du 8 octobre 2018 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Marseille Provence un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine ;
- Qu'il a été donné au président du Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Monsieur Domnin Rauscher, directeur général adjoint de la Métropole, directeur général des services du Conseil de Territoire Marseille Provence, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Monsieur Domnin Rauscher, directeur général adjoint de la Métropole, directeur général des services du Conseil de Territoire Marseille Provence, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP et d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) sur le périmètre du Territoire Marseille Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Domnin Rauscher, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, Schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ; directeur général des services du Conseil de Territoire Marseille Provence, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire Marseille Provence ,
- Création d'Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et/ou transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire Marseille Provence ,
- Elaboration et révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire Marseille Provence ,
- Elaboration du règlement local de publicité intercommunal du territoire Marseille-Provence,

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale ;
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur ;
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif ;
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur ;
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse ;
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée ;
- Les invitations aux réunions techniques ;
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond ;

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement ;

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 2 :

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Cyril Blanc, Directeur Stratégie et Cohérence territoriale.

Article 8

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, et en charge de l'administration du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 ; L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2018-444 en date du 28 mai 2018 portant nomination de Madame Marina Rizzon sur l'emploi de Directeur Général des Services délégué et Directeur du Pôle Ressources du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'arrêté n° 18/197/CM en date du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Madame Sylvia Barthélémy, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

- L'arrêté n° 18/206/CM en date du 8 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Madame Sylvia Barthélémy, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l' Architecture et de Patrimoine ;
- Qu'il a été donné à la présidente du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, de donner à Madame Marina Rizzon, Directrice Générale des Services Déléguée du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, d'élaboration et/ou de révision, de révision allégée, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, de donner à Madame Marina Rizzon, Directrice Générale des Services Déléguée du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP, et d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Madame Marina Rizzon, Directrice Générale des Services Déléguée du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

- Elaboration, et/ou révision, révision allégée, modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Elaboration ou révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Elaboration ou révision des règlements locaux de publicité dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale,
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur,
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif,
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur,
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse,
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée,
- Les invitations aux réunions techniques,
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif,
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole,

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement,

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 2 :

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence où d'empêchement de Madame Rizzon, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Anaëlle Franchimont, Cheffe de Service Planification Urbaine

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Guillou, Directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en charge de l'administration du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017, L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 27 octobre 2015 portant détachement de Monsieur Jean-Claude Guillou dans l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues ;
- L'arrêté n° 18/199/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

- L'arrêté n° 18/208/CM du 8 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine;
- Qu'il a été donné au président du Territoire du Pays de Martigues, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Monsieur Jean-Claude Guillou, directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire, directeur général des services du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, d'élaboration et/ou de révision, de révision allégée, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays de Martigues ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Monsieur Jean-Claude Guillou, directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire, directeur général des services du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP, et d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité, sur le périmètre du Territoire du Pays de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Jean-Claude Guillou, directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire, directeur général des services du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Elaboration, et/ou révision, révision allégée, modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays de Martigues,
- Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire du Pays de Martigues,
- Elaboration ou révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire du Pays de Martigues,
- Elaboration ou révision des règlements locaux de publicité dans le périmètre du Territoire du Pays de Martigues.

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale,
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur,
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif,
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur,
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse,
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée,
- Les invitations aux réunions techniques,
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif,
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme ,

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole,

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement,

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 2:

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillou, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Jean Edouard Dutech, Directeur Général des Services délégué.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/342/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Directrice générale adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en charge de l'administration du Conseil de territoire du Pays Salonais, en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 ; L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH – 2017 – 7168 du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affaires générales et Moyens généraux ;
- L'arrêté n° 18/200/CM du 4 octobre 2018, portant délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- L'arrêté n° 18/205/CM du 8 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays Salonais un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine ;
- Qu'il a été donné au président du Territoire du Pays Salonais, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Madame Sophie Conte, directrice générale adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, directrice générale des services du Conseil de Territoire du Pays Salonais, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, d'élaboration et/ou de révision, de révision allégée, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays Salonais ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Madame Sophie Conte, directrice générale adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, directrice générale des services du Conseil de Territoire du Pays Salonais, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP, et d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité, sur le périmètre du Territoire du Pays Salonais ;

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Madame Sophie Conte, directrice générale adjointe en charge des affaires générales et moyens généraux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, directrice générale des services du Conseil de Territoire du Pays Salonais, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Elaboration, et/ou révision, révision allégée, modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays Salonais,
- Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire du Pays Salonais,
- Elaboration ou révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire du Pays Salonais,
- Elaboration ou révision des règlements locaux de publicité dans le périmètre du Territoire du Pays Salonais.

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale,
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur,
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif,
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur,
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse,
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée,
- Les invitations aux réunions techniques,
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif,
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole,

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement,

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 2 :

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Conte, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Laetitia Zugna, Directrice Générale des Services déléguée.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/343/CM

Délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en charge de l'administration du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n°2017-456 du 29 mars 2017 , L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée inscrit au registre des actes n° DRH-2015/772 du 23 avril 2015 portant Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence ;
- L'arrêté n° 18/198/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

- L'arrêté n° 18/207/CM du 8 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l' Architecture et de Patrimoine;
- Qu'il a été donné au président du Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Directrice général des services du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, d'élaboration et/ou de révision, de révision allégée, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de donner à Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Directrice général des services du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP, et d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité, sur le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence ;

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Madame Laurence Dardalhon, Directrice Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Commande publique et affaires

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

juridiques, Directrice général des services du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Elaboration, et/ou révision, révision allégée, modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence,
- Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence,
- Elaboration ou révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence,
- Elaboration ou révision des règlements locaux de publicité dans le périmètre du Territoire Istres-Ouest Provence.

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale,
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur,
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif,
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur,
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse,
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée,
- Les invitations aux réunions techniques,
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif,
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme ,

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole,

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement,

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Article 2:

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Dardalhon, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Nathalie N'Doumbé, Directrice Générale Adjointe Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, Directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en charge de l'administration du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et leurs annexes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants, L. 581-14 et suivants et R. 581-72 et suivants ;
- Le Code du patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 ; L. 631-4 et R. 631-6 et suivants ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-22-CT2 du 11 mai 2018 portant détachement de Monsieur Thierry Pennec sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté n° 18/201/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) et ses annexes y compris notamment les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), les Règlements Locaux de Publicité (RLP), ou tous documents d'urbanisme en tenant lieu ;

- L'arrêté n° 18/204/CM du 4 octobre 2018 portant délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1er janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est également compétente pour procéder à l'élaboration et/ou à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine ;
- Qu'il a été donné à la présidente du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégation de fonctions permanente dans ces matières ;
- Qu'il convient en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, de donner à Monsieur Thierry Pennec, Directeur Général Adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Directeur Général des services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, d'élaboration et/ou de révision, de révision allégée, de modification, de modification simplifiée, de mise en compatibilité, et de mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aix ;
- Qu'il convient également en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, de donner à Monsieur Thierry Pennec, Directeur Général Adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Directeur Général des services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, délégation à effet de signer certains actes et décisions concernant les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en AVAP, qu'il soit nécessaire ou non de mettre en compatibilité le document d'urbanisme, d'élaboration et de révision des PVAP, et d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité, sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Madame Martine Vassal donne sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Thierry Pennec, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Stratégie environnementale, Plan climat, Prévention des risques, sports et équipements sportifs, culture et équipements culturels, et Directeur Général des services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, délégation à effet de signer les actes et décisions nécessaires au déroulement des procédures suivantes :

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Elaboration, et/ou révision, révision allégée, modification, modification simplifiée, mise en compatibilité et mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aix,
- Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, emportant ou n'emportant pas mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aix,
- Elaboration ou révision des Plans de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aix,
- Elaboration ou révision des règlements locaux de publicité dans le périmètre du Territoire du Pays d'Aix.

Les actes et décisions compris dans le champ de la présente délégation de signature pour les matières mentionnées précédemment sont notamment les suivants :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale,
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation du commissaire-enquêteur,
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif,
- La signature du bordereau de transmission des documents au commissaire-enquêteur,
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse,
- La transmission du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur et du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet et à la commune concernée,
- Les invitations aux réunions techniques,
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif,
- L'accusé de réception des recours gracieux sans réponse au fond.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

L'arrêté d'engagement des procédures de modification, de modification simplifiée, de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine emportant ou non mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

L'arrêté portant engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité lorsque le projet relève des compétences du Conseil de la Métropole,

L'arrêté portant définition des modalités de concertation préalable à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols avec une déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas, lorsque la Métropole décide d'organiser une concertation préalable avec le public en application du Code de l'environnement,

L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 2 :

La délégation de signature définie à l'article 1^{er} vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pennec, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Alain Trabuc, Directeur Général des Services délégué.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Arrêté n° 18/345/CM

Modification de l'arrêté n° 18/281/CM du 16 novembre 2018 de mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel au comité technique - horaires d'ouverture, composition, localisations

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment ses articles 9 et 9 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 32 et 33 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif au comité technique des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaires.

CONSIDERANT

- la nécessité de remplacer les agents et élus qui ont indiqué ne pas pouvoir se rendre finalement disponibles le jour des élections ;
- la possibilité de prendre en compte les délégués proposés par les organisations syndicales.

ARRETE

Article 1 :

L'annexe II de l'arrêté n° 18/281/CM du 16 novembre 2018 intitulée « Annexe II de l'arrêté n° 2018-9526 fixant la composition des bureaux de vote du comité technique » est modifiée dans les conditions fixées par l'annexe au présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

**ANNEXE DE L'ARRETE N° 18/345/CM
FIXANT LA COMPOSITION DES BUREAUX DE VOTE**

COMITE TECHNIQUE

Bureaux de vote n°1	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE – Bureau Central de vote
Métropole Aix- Marseille- Provence Le Pharo Bureau central de vote 58 boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE	Président : Gérard CHENOZ Président suppléant : Jean-Yves CABON Secrétaire : Pierre TARDIVAT Secrétaire suppléant : Benoit FONTAINE <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Corinne MICHEL Suppléant : Ludovic COSTA UNSA : Titulaire : Laurence SUBRAN Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Etienne LE BAUBE Suppléant : CGT : Titulaire : Sébastien CRAVERO Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Gisèle PEZ Suppléant : SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°2	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Tour la Marseillaise 2 quai Arenc 13002 Marseille	Président : Albert LAPEYRE Président suppléant : Laëtitia DEFRANCE Secrétaire : Annick CHAUMONT Secrétaires suppléant : Thi Lan Chi CHAU <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Alain CHASTEL Suppléant : Roselyne SILVAIN UNSA : Titulaire : Michel KROL Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Aurélie PIRRERA Suppléant : CGT : Titulaire : Audrey CERMOLACCE Suppléant : Soraya POSTEL La FSU Territoriale : Titulaire : Claire CHABERT Suppléant : Dalila BELKAMSA SAFPT : Titulaire : Isabelle GABANOU Suppléant :

Bureaux de vote n°3	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction Propreté et Cadre de Vie Site ARENC 14, rue d'Anthoine 13002 MARSEILLE	Président : Jean-Romain PINGUET Président suppléant : Karine VILLETTE Secrétaire : Fadila BENCHOUIA Secrétaire suppléant : Yann BEKKA <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Florent PECORAI Suppléant : Jean-Pierre DJERMAKIAN UNSA : Titulaire : Sauveur Edmond DI NOCERA Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Farid REKAIKI Suppléant : Jean-Claude CERBONE La FSU Territoriale : Titulaire : Lionel ODERZO Suppléant : Abdelwaheb ABBAD SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°4	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction Propreté et Cadre de Vie Site Cabucelle Traverse Mardirossian 13015 MARSEILLE	Président : Marie Pierre TARICCO Président suppléant : Francis ATOKO Secrétaire : Grégory SKIBIAK Secrétaire suppléant : Samira MEDIOUNI <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Juan Armando DALOMBA Suppléant : Driss YAGOUB UNSA : Titulaire : Christian GIGANTE Suppléant : Jean-Paul ARAGNO SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Rolland HORASSANDJIAN Suppléant : Patrick BAGARRE La FSU Territoriale : Titulaire : Marc GARCIA Suppléant : Aïssa FETIMI SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°5	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction de Pôle Espace Voirie Circulation 2 allée de la Voirie 13014 MARSEILLE	Président : Michel POGGETTI Président suppléant : Didier BEAUSSAERT Secrétaire : Sabrina DJEFAFLIA Secrétaires suppléant : Natalia D'AVELAR-DUFFORT <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Martine MORNAND Suppléant : Olivier MOURNAUD UNSA : Titulaire : Béatrice AUBERT Suppléant : Guy CARVIN SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Olivier PIAZZA Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Labib BEMERIE Suppléant : Alain MIRABILE SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°6	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Salle Mutualisée de la Plaine des Sports Route Nationale 568 13220 CHATEAUNEUF- LES- MARTIGUES	Président : Biljana BODGDANOVIC Président suppléant : Valérie PIRO Secrétaire : Céline FINO Secrétaire suppléant : Sabrina HABASTIDA <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Jean-Christophe CASSAR Suppléant : Cyril REVELLI UNSA : Titulaire : Patrick SARMIENTO Suppléant : Valérie AMATO SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Laëtitia MANCA Suppléant : Yannick ARNAUD La FSU Territoriale : Titulaire : Thierry LUTZ Suppléant : Martine GRIMAUD SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°7	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction Générale Adjointe Eau et Domaine Public 27 Boulevard Joseph Vernet 13008 MARSEILLE	Président : Philippe GUIMIOT Président suppléant : Jérôme RINAUDO Secrétaire : Jawad CHENNOUF Secrétaire suppléant : Ryad EL HADEUF <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Didier TIRAT Suppléant : Caroline CAMBRIANI UNSA : Titulaire : Christophe PELLISSIER Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Patrick BRUCHON Suppléant : CGT : Titulaire : Séif BEN ACHOUR Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Véronique BEGUIN Suppléant : Cynthia MOISSI SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°8	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction Traitement des Déchets Secteur Bonnefoy 5 Boulevard Bonnefoy 13010 MARSEILLE	Président : Nathalie DI MAMBRO Président suppléant : Jacques MARTINEZ Secrétaire : Myriam ANDRE Secrétaire suppléant : Robert XIBERRAS <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Philippe MASSON Suppléant : Franck LAVERGNE UNSA : Titulaire : Marc Antoine BRETON Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Nicolas KOUYOUMDJIAN Suppléant : Jérôme TRIGANO La FSU Territoriale : Titulaire : Philippe PAPAIN Suppléant : Fabien DUMAS SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°9	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction de Pôle Propreté et Traitement des déchets Site Rivoire et Carret 49 rue Dr Heckel 13011 MARSEILLE	Président : Daniel HERMANN Président suppléant : Cécile SCOFFONI Secrétaire : Isabelle HALVICK Secrétaire suppléant : Véronique MARX <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Josiane BOTTI Suppléant : Salah BENHEMANI UNSA : Titulaire : Eric ELLUL Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Isabelle LOUIS Suppléant : CGT : Titulaire : Frédéric BOURELLY Suppléant : Guillaume GUERINI La FSU Territoriale : Titulaire : Paule LEVAVASSEUR Suppléant : Thierry MORIN SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°10	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Direction Propreté et Cadre de vie Antenne de La Ciotat Zone Athélia II 2 avenue du Serpolet	Président : Frédéric PERROTIN Président suppléant : Marianne REINIG Secrétaire : Tania MULLER Secrétaire suppléant : Sandra LUBRANO <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Daniel SIGHIERI Suppléant : Lionel BERTRAND
13600 LA CIOTAT	UNSA : Titulaire : Frank MARINI Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Marie-Dominique BAGOUSSE Suppléant : CGT : Titulaire : Patricia FRAU Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Mireille PEROTTI Suppléant : Christine LEROY SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°11	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Restaurant Municipal 8 Impasse Chapelle des Filles 13190 Allauch	Président : Guillaume FERRER Président suppléant : Hélène LAGARDERE Secrétaire : Carole DUPLAIX Secrétaire suppléant : Corinne NOLOT <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Anthony TILLIER Suppléant : Karim BENAMAR UNSA : Titulaire : Pascal VALENTIN Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Guillaume LUCIANI Suppléant : Sébastien BOURDEL La FSU Territoriale : Titulaire : Yves FIGON Suppléant : Benjamin KAYED SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°12	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Médiathèque de Pertuis 69-72 av. Maréchal Leclerc 84120 PERTUIS	Président : Henri LAFON Président suppléant : Isabelle TAMISIER Secrétaire : Marjorie TARENTI Secrétaire suppléant : Emmanuelle BRIDIER <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Marc COSTANTINO Suppléant : Magalie CALLADO UNSA : Titulaire : Odile DUMONT-WAUQUIER Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Jean-Jacques GRILLET Suppléant : CGT : Titulaire : Annick LECAT Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Sylvie BALDAQUIN Suppléant : Jean-Philippe LAGRUE SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°13	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
QUATUOR C 1^{er} étage 42 route de Galice 13090 AIX EN PROVENCE	Président : Hélène LHEN Président suppléant : Paul Marie HUSSIN Secrétaire : Sarah MAVAKALA Secrétaire suppléant : Virginie TIBERI-BRINGUIER <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Anis EL ATRI Suppléant : Marion RISCATTO UNSA : Titulaire : Claudine PAOLI Suppléant : Christian CHEFTEL SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Mehdi AISSIA Suppléant : CGT : Titulaire : Gislaine IACOPONI Suppléant : Robert NOEL La FSU Territoriale : Titulaire : Sandra DELCORSO Suppléant : Larbi BOURAS SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°15	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Conseil de Territoire du Pays Salonais 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON DE PROVENCE	Président : Yves WIGT Président suppléant : Patrick ALVISI Secrétaire : Lydie KAPUTA Secrétaire suppléant : Karène JULY <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Amar MEDEBBEUR Suppléant : Jean-Marc KUGOGNE UNSA : Titulaire : Vanessa DUFOUR Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Thomas HORVILLEUR Suppléant : CGT : Titulaire : Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Patricia CHAMBEFORT-VERGNE Suppléant : Sébastien STRZYKALA SAFPT : Titulaire : Ludovic CLABEAU Suppléant :

Bureaux de vote n°16	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Centre de Congrès AGORA Salle Hermès Avenue des Paluds 13400 AUBAGNE	Président : Sylvia BARTHELEMY Président suppléant : Régine GILLIO Secrétaire : Sabine BOSCHETTI Secrétaire suppléant : Julie DUBOIS <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Adrien BENAMAR Suppléant : Jean-Philippe JAYNE UNSA : Titulaire : Yan JAFFRY Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Philippe SCHEMBRI Suppléant : CGT : Titulaire : Mohamed BOUDJENANE Suppléant : Philippe MASSAIA La FSU Territoriale : Titulaire : Anaëlle FRANCHIMONT Suppléant : Odette Sania LAMARCHE SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°17	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Centre Educatif et Culturel les Heures Claires Halle de l'espace 233 13800 ISTRES	Président : Claudie MORA Président suppléant : Hélène PHILIPPE DE PARSCAU Secrétaire : Sarah CRESPEL Secrétaire suppléant : Pablo MARTINEZ <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Alain BUSSEUIL Suppléant : Anthony NOEL UNSA : Titulaire : Max MERLIN Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Roger DOMENGET Suppléant : CGT : Titulaire : Catherine SOLERA Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Cyril RESTOUIN Suppléant : Corinne PAOLI SAFPT : Titulaire : Ourida LOPEZ Suppléant :

Bureaux de vote n°18	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Immeuble la Picturale Zone industrielle du Tubé Rue Copernic 13800 ISTRES	Président : Christophe GARNIER Président suppléant : Muriel ANIGO Secrétaire : Lydia COSTE Secrétaire suppléant : Sandrine ALARCON <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Gérald BONNET Suppléant : Jean-Marc SCIORTINO UNSA : Titulaire : Christophe CASTILLO Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Bertrand GUIDICELLI Suppléant : CGT : Titulaire : Soria CHATELLIER Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Cécile POLYCARPE Suppléant : Marion PHILIPPOT SAFPT : Titulaire : Sébastien MARINONI Suppléant : Nicolas FRICO

Bureaux de vote n°19	Membres du bureau de vote COMITE TECHNIQUE
Régie des Eaux et Assainissement Avenue Urdy Milou 13691 MARTIGUES	Président : Henri CAMBESSEDES Président suppléant : Isabelle ROHEE-SROKA Secrétaire : Céline SONGA Secrétaire suppléant : Bastien GOFFRE <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Richard CAUVIN Suppléant : Jean-Marie GOMIS UNSA : Titulaire : Jean-Michel MOLNAR Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Nicolas VERCHERE Suppléant : Patrice MUCCINI La FSU Territoriale : Titulaire : Aurélie FRUIT Suppléant : Eric BASCOUGNANO SAFPT : Titulaire : Joël CHENOT GARCIN Suppléant :

Arrêté n° 18/346/CM

Modification de l'arrêté n° 18/283/CM du 16 novembre 2018 de mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence - horaires d'ouverture, composition, localisation

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment ses articles 9 et 9 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 28 à 31 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaires et de bureaux communs aux commissions administratives paritaires au niveau central comme secondaire.

CONSIDERANT

- La nécessité de remplacer les agents et élus qui ont indiqué ne pas pouvoir se rendre finalement disponibles le jour des élections ;
- La possibilité de prendre en compte les délégués proposés par les organisations syndicales.

ARRETE

Article 1 :

L'annexe I de l'arrêté n° 18/283/CM du 16 novembre 2018 intitulée « Annexe I de l'arrêté n° 2018-9538 fixant la répartition et les adresses des bureaux de vote des commissions administratives paritaires des catégories A, B, C » et l'annexe de II de l'arrêté n° 18/283/CM du 16 novembre 2018 intitulée « Annexe II de l'arrêté n° 2018-9538 fixant la composition des bureaux de vote des commissions administratives paritaires des catégories A, B, C » sont modifiées dans les conditions fixées par les annexes I et II au présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

**ANNEXE DE L'ARRETE N° 18/346/CM
FIXANT LA COMPOSITION DES BUREAUX DE VOTE**

DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES DES CATEGORIES A, B, C

Bureaux de vote n°1	Membres du bureau de vote de la CAP – Bureau Central de vote
Métropole Aix- Marseille- Provence Le Pharo Bureau central de vote 58 boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE	CAP A, B, C : Président : Céline MERCIER Président suppléant : Daniel PISSON Secrétaire : Delphine BERNIER Secrétaire suppléant : Patricia LITOU <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Richard AGEN Suppléant : Robert CAVALLINI UNSA : Titulaire : Jean Claude ISAÏA Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Yoann POMPIER Suppléant : CGT : Titulaire : Eric RABITO Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Lucia LESPINASSE Suppléant : SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°2	Membres du bureau de vote de la CAP
Tour la Marseillaise 2 quai Arenc 13002 Marseille	CAP A, B, C : Président : Patrice M'BEG DENGA Président suppléant : Marie-Pierre TOUMA Secrétaire : Lila TAHIRI Secrétaire suppléant : Sandrine BRIDE <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Magali MOHA Suppléant : Luc ASIA UNSA : Titulaire : Frédérique ONZIA Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Fabrice AUBERT Suppléant : Jean-François MERONI La FSU Territoriale : Titulaire : Fleur SKRIVAN Suppléant : Carole BOUVET SAFPT : Titulaire : Anthonya CARCELLER Suppléant :

Bureaux de vote n°3	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction Propreté et Cadre de Vie Site ARENC 14, rue d'Anthoine 13002 MARSEILLE	CAP C : Président : Frédéric ZIOLKOWSKI Président suppléant : Fanny CHAUVET Secrétaire : Aurélie CASTEL Secrétaire suppléant : Gilda GARCIA <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Louis SCHLOSSER Suppléant : Camille MONASTEROLLO UNSA : Titulaire : Elie AZOULAY Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Gunther BORELLA Suppléant : Ali YOUNOUSSA SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°4	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction Propreté et Cadre de Vie Site Cabucelle Traverse Mardirossian 13015 MARSEILLE	CAP C : Président : Sébastien PISCIOтта Président suppléant : Linda MAUPOIX Secrétaire : Nazia AGOUDGIL Secrétaire suppléant : Isabelle BERNARD <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Rémi KAYSSERLIAN Suppléant : Eric MONETTI UNSA : Titulaire : Nicolas BARBAROUX Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Mokhtar BENSAID Suppléant : Patrick PONZIO SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°5	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction de Pôle Espace Voirie Circulation 2 allée de la Voirie 13014 MARSEILLE	<p>CAP A, B, C :</p> <p>Président : Simone CORCOS</p> <p>Président suppléant : Stéphane AUDINOT</p> <p>Secrétaire : Gabrielle MARTELLI</p> <p>Secrétaire suppléant : Marina CROCE</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Maryse VILTIE</p> <p>Suppléant : Rémi SICCARDI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Claude MIRALLES</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>CGT :</p> <p>Titulaire : Jean-Pierre CORTES</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Christian SCOTTO</p> <p>Suppléant : Eric MACALUSO</p> <p>SAFPT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°6	Membres du bureau de vote de la CAP
Salle Mutualisée de la Plaine des Sports Route Nationale 568 13220 CHATEAUNEUF- LES- MARTIGUES	<p>CAP C : Président : Claire CESARANO Président suppléant : Laurence NAVARRO Secrétaire : Fernand BENARD Secrétaire suppléant : Noura BENNOURINE</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Christine HATROUHOU Suppléant : Henri BOUINEAU</p> <p>UNSA : Titulaire : Sébastien CUSIMANO Suppléant : Nicolas VEIES</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Franck BOURNAS Suppléant : Christophe LUTZ</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°7	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction Générale Adjointe Eau et Domaine Public 27 Boulevard Joseph Vernet 13008 MARSEILLE	CAP A, B, C : Président : Monique MORANDINI Président suppléant : Marie-Lucie DOMINICI Secrétaire : Sandrine CHIARAZZO Secrétaire suppléant : Christelle MOUZAY-PASQUINI <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Cyril COUSIN Suppléant : Cédric PAPA UNSA : Titulaire : David AVINSAC Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Christophe SAILLER-BERTHAZ Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Ghislaine VEGA PADOVANI Suppléant : Anne-Marie NAVARRO SAFPT : Titulaire : Suppléant :

Bureaux de vote n°8	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction Traitement des Déchets Secteur Bonnefoy 5 Boulevard Bonnefoy 13010 MARSEILLE	<p><u>CAP B, C :</u> Président : Maguelone LACAZE Président suppléant : Josiane TRANI Secrétaire : Nicolas GIUSTI Secrétaire suppléant : Marjorie PETTINATO</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Jelloul DJABBOUR Suppléant : Stéphane GIORDANO</p> <p>UNSA : Titulaire : Laurent BODO Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>CGT : Titulaire : Thierry BENTATA Suppléant : Ahmed HACHABI</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Daniel TEURLAY Suppléant : Véronique GASSIN</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°9	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction de Pôle Propreté et Traitement des déchets Site Rivoire et Carret 49 rue Dr Heckel 13011 MARSEILLE	<p><u>CAP A, B, C :</u> Président : David SANCHEZ Président suppléant : Muriel NURDIN Secrétaire : Kévin PISTOI Secrétaire suppléant : Ahlem CHAIRI</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Eric LAZZARINI Suppléant : Céline LOUVAL</p> <p>UNSA : Titulaire : Marc-Olivier RIZOULIERES Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Anne-Lise GUENNEC Suppléant :</p> <p>CGT : Titulaire : Hocine DERMEL Suppléant : Christian PASQUALE</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Annie DEL CISTIA Suppléant : Laurence MAGNIEN</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°10	Membres du bureau de vote de la CAP
Direction Propreté et Cadre de vie Antenne de La Ciotat Zone Athélia II 2 avenue du Serpolet 13600 LA CIOTAT	<p>CAP C : Président : Véronique SCANNAPIECO Président suppléant : Jessicah MOREAU-FITOUSSI Secrétaire : Laurence TURGIS Secrétaire suppléant : Valérie FREMAUX</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Roland GIACALONE Suppléant : Juliette ALATA-SALUCCI</p> <p>UNSA : Titulaire : Franck TRANI Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Sabrina GROSSO Suppléant : Daniel GIRARDIN</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°11	Membres du bureau de vote de la CAP
Restaurant Municipal 8 Impasse Chapelle des Filles 13190 Allauch	<p>CAP C : Président : Sandie LEDUC Président suppléant : Serge-Damien GOUDET Secrétaire : Marie MALATESTA Secrétaire suppléant : Martine MEHAY</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : David SEICHEPIN Suppléant : Rémy GUIDICE</p> <p>UNSA : Titulaire : Fabrice GINEFRI Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Liliane ICARD Suppléant : Serge PICANO</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°12	Membres du bureau de vote de la CAP
Médiathèque de Pertuis 69-72 av. Maréchal Leclerc 84120 PERTUIS	<p>CAP B, C :</p> <p>Président : Annie AMAROUCHE</p> <p>Président suppléant : Frédéric PINTO</p> <p>Secrétaire : Sylvie GALIGANI</p> <p>Secrétaire suppléant : Gérard BONARD</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Sophie ROCHAT</p> <p>Suppléant : Elisabeth MAUSSI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Guillaume PIQUE</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire : Bruno OCCELLI</p> <p>Suppléant :</p> <p>CGT :</p> <p>Titulaire : Immane WILD</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Jean-Louis GARIDOU</p> <p>Suppléant : Marie-Hélène CATHALA-FAIRET</p> <p>SAFPT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°13	Membres du bureau de vote de la CAP
QUATUOR C 1^{er} étage 42 route de Galice 13090 AIX EN PROVENCE	<p><u>CAP A, B, C :</u> Président : Christian DELAVET Président suppléant : Sylvie GARABEDIAN Secrétaire : Séverine AUGUSTIN Secrétaire suppléant : Marjolaine DAGORNE</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Eric DOGNON Suppléant : Alexandra AZOULAY</p> <p>UNSA : Titulaire : Laurence SANMARTIN Suppléant : Basile BOUDES</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>CGT : Titulaire : Michel CRETIN Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Aïcha N'GAR Suppléant : Florence FAURE</p> <p>SAFPT : Titulaire : Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°15	Membres du bureau de vote de la CAP
Conseil de Territoire du Pays Salonais 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON DE PROVENCE	<p><u>CAP A, B, C :</u> Président : André BERTERO Président suppléant : Philippe GRANGE Secrétaire : Marie GONZALES VASSE Secrétaire suppléant : Christine VIRLOGEUX</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Frédéric MONNOT Suppléant : Eric PAPACONSTANTINO</p> <p>UNSA : Titulaire : Jean-Marc ERRECADE Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>CGT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Jérémy PORTE Suppléant : Corinne GARCIA</p> <p>SAFPT : Titulaire : Magali ROUPIE SIMON Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°16	Membres du bureau de vote de la CAP
Centre de Congrès AGORA Salle Hermès Avenue des Paluds 13400 AUBAGNE	<p>CAP A, B, C :</p> <p>Président : Alain GREGOIRE</p> <p>Président suppléant : Fabienne SANTIAGO</p> <p>Secrétaire : Karima CHIG</p> <p>Secrétaire suppléant : Laure FRANCINI</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Djamel KERBOUA</p> <p>Suppléant : Thierry SOULLE</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Jean-Claude MARCAGGI</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>CGT :</p> <p>Titulaire : Sylvie RIZZO</p> <p>Suppléant : Dominique MACCARI</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Anne-Laure RIOU</p> <p>Suppléant : Sandra ALLAIS</p> <p>SAFPT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°17	Membres du bureau de vote de la CAP
Centre Educatif et Culturel les Heures Claires Halle de l'espace 233 13800 ISTRES	<p>CAP A, B, C :</p> <p>Président : Louis MICHEL</p> <p>Président suppléant : Florence PUKLAVEC</p> <p>Secrétaire : Jean-Christophe BESENIUS</p> <p>Secrétaire suppléant : Sophie THOMASSEY</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Dominique BRETON</p> <p>Suppléant : Christophe PIRATONI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Odile DEWINTRE</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>CGT :</p> <p>Titulaire : Lamia LEKBIR</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Nadine POURREAU</p> <p>Suppléant : Pascal DENNEULIN</p> <p>SAFPT :</p> <p>Titulaire : Marie-Hélène ARAUJO</p> <p>Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°18	Membres du bureau de vote de la CAP
Immeuble la Picturale Zone industrielle du Tubé Rue Copernic 13800 ISTRES	<p>CAP A, B, C : Président : Fabienne GRUNINGER Président suppléant : Michèle YOUBI Secrétaire : Carole ROUCHON Secrétaire suppléant : Véronique LABOURDETTE</p> <p><u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Pascal COULON Suppléant : Stanislas COGUT KUBIAT</p> <p>UNSA : Titulaire : Audrey TAVERA Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant :</p> <p>CGT : Titulaire : Véronique GRANIER Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale : Titulaire : Corine POLLET Suppléant : Michaël BLAVIER</p> <p>SAFPT : Titulaire : Carole USERO Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°19	Membres du bureau de vote de la CAP
Régie des Eaux et Assainissement Avenue Urdy Milou 13691 MARTIGUES	CAP A, B, C : Président : Jean-Jacques LUCCHINI Président suppléant : Evelyne SANTORU-JOLY Secrétaire : Amandine OLIVA Secrétaire suppléant : Magali RIOU <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Frédéric BOULLERNE Suppléant : Christophe BOCCANFUSO UNSA : Titulaire : Frédéric VARAINES Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : CGT : Titulaire : Laurence LAMAZEROLLE Suppléant : Alain LAHMAR La FSU Territoriale : Titulaire : Sandrine VELLA Suppléant : Jacky AMBELAS SAFPT : Titulaire : Brigitte JACQUEL Suppléant : Christelle NONNE

Modification de l'arrêté n° 18/282/CM du 16 novembre 2018 de mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence - horaires d'ouverture, composition, localisation

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment ses articles 9 et 9 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 136 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaires et de bureaux communs aux commissions consultatives paritaires au niveau central comme secondaire.

CONSIDERANT

- La nécessité de remplacer les agents et élus qui ont indiqué ne pas pouvoir se rendre finalement disponibles le jour des élections ;
- La possibilité de prendre en compte les délégués proposés par les organisations syndicales.

ARRETE

Article 1 :

L'annexe II de l'arrêté n° 18/282/CM du 16 novembre 2018 intitulée « Annexe II de l'arrêté n° 2018-9537 fixant la composition des bureaux de vote des commissions consultatives paritaires des catégories A, B, C » est modifiée dans les conditions fixées par l'annexe au présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

**ANNEXE DE L'ARRETE N° 18/347/CM
FIXANT LA COMPOSITION DES BUREAUX DE VOTE**

DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES DES CATEGORIES A, B, C

Bureaux de vote n°1	Membres du bureau de vote de la CCP – Bureau Central de vote
Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo Bureau central de vote 58 boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE	CCP A, B, C : Président : Pauline GASSEND Président suppléant : Angélique PARENTE Secrétaire : Floriane PROCIDA Secrétaire suppléant : Vanessa BARTHES <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Arezki LARABI Suppléant : Delphine ZADIKIAN UNSA : Titulaire : Stéphane GRIMAUX Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Philippe CHALLANDE Suppléant :

Bureaux de vote n°2	Membres du bureau de vote de la CCP
Tour la Marseillaise 2 quai Arenc 13002 Marseille	<p>CCP A, B, C :</p> <p>Président : Nicolas SALVAGNO</p> <p>Président suppléant : Alaric KAMARA</p> <p>Secrétaire : Solène PALFROY</p> <p>Secrétaires suppléant : Renaud SUBIRAN</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Stephan COTI</p> <p>Suppléant : Nicolas ANTONORSI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Elisabeth IMBERT</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Laurent BENAC</p> <p>Suppléant : Dalila EL JAOUADI</p>

Bureaux de vote n°9	Membres du bureau de vote de la CCP
Direction de Pôle Propreté et Traitement des déchets Site Rivoire et Carret 49 rue Dr Heckel 13011 MARSEILLE	<p>CCP A, C :</p> <p>Président : Corinne OLLAGNIER</p> <p>Président suppléant : Corinne CRISTAU</p> <p>Secrétaire : Géraldine MARKARIAN</p> <p>Secrétaire suppléant : Raffi YALIC</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Ichem BOUGHANEMI</p> <p>Suppléant : Marc HAMZA</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Philippe MILIONE</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Louis MEROLLA</p> <p>Suppléant : Thierry RAINIERI</p>

Bureaux de vote n°14	Membres du bureau de vote de la CCP
QUATUOR C 2^{ème} étage 42 route de Galice 13090 AIX EN PROVENCE	<p>CCP A, B, C :</p> <p>Président : Guy BARRET</p> <p>Président suppléant : Gisèle SABATIER</p> <p>Secrétaire : Martine BIGOUROUX</p> <p>Secrétaires suppléant : Nathalie FIORITO</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Serge BRIANCON</p> <p>Suppléant : Florian DELMAS</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Véronique HUSSIN</p> <p>Suppléant : Bernard SAINT MARTIN</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire : Cédric GRANGEON</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Florence FAURE</p> <p>Suppléant : Nadine CARTON</p>

Bureaux de vote n°15	Membres du bureau de vote de la CCP
Conseil de Territoire du Pays Salonais 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON DE PROVENCE	<p>CCP A, B, C :</p> <p>Président : Pascal MORA</p> <p>Président suppléant : Laetitia ZUGNA</p> <p>Secrétaire : Ouafae LAHMIDI</p> <p>Secrétaires suppléant : Fabrice SCARSELLI</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Thierry BROU</p> <p>Suppléant : Florent PAPA</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Matthieu SALVO</p> <p>Suppléant :</p>

Bureaux de vote n°16	Membres du bureau de vote de la CCP
Centre de Congrès AGORA Salle Hermès Avenue des Paluds 13400 AUBAGNE	CCP A, B, C : Président : Laurent COLOMBANI Président suppléant : Elodie SENATORE Secrétaire : Marine FARISSIER Secrétaire suppléant : Stéphanie JACQUET <u>Délégués :</u> FO : Titulaire : Mathis CARBONERO Suppléant : Anthony RUSSO UNSA : Titulaire : Lionel CALOMITI Suppléant : SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT : Titulaire : Suppléant : La FSU Territoriale : Titulaire : Marie-Julie MICHAUX Suppléant : Leslie RAME

Bureaux de vote n°17	Membres du bureau de vote de la CCP
Centre Educatif et Culturel les Heures Claires Halle de l'espace 233 13800 ISTRES	<p>CCP A, B :</p> <p>Président : Fabienne FOURNEYRON</p> <p>Président suppléant : Alexandra SERRA</p> <p>Secrétaire : Monique NAVARRO</p> <p>Secrétaire suppléant : Valérie PRETOT</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Thibault PADOVANI</p> <p>Suppléant : Sébastien CORUZZI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Agnès ESCOFFIER</p> <p>Suppléant : Claude GUERRERO</p>

Bureaux de vote n°19	Membres du bureau de vote de la CCP
Régie des Eaux et Assainissement Avenue Urdy Milou 13691 MARTIGUES	<p>CCP A, B, C :</p> <p>Président : Sylvie TARDIEU</p> <p>Président suppléant : Véronique PASTINELLI</p> <p>Secrétaire : Monique IOBBI</p> <p>Secrétaire suppléant : Amandine CHAROUSSET</p> <p><u>Délégués :</u></p> <p>FO :</p> <p>Titulaire : Stéphane CALOJARO</p> <p>Suppléant : Abdel Halim MILOUDI</p> <p>UNSA :</p> <p>Titulaire : Serge RENARD</p> <p>Suppléant :</p> <p>SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT :</p> <p>Titulaire :</p> <p>Suppléant :</p> <p>La FSU Territoriale :</p> <p>Titulaire : Corinne PETIT</p> <p>Suppléant : Bruno KESSELER</p>

Arrêté n° 18/348/CM

Délégation de fonction et de signature à Monsieur Gérard Chenoz, Conseiller de la Métropole Aix-Marseille Provence, Vice-Président du Territoire Marseille Provence, Président du bureau central de vote pour le comité technique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L 5211-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale et notamment l'article 17 ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des élections professionnelles au 6 décembre 2018 ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Gérard Chenoz, à l'effet de procéder au tirage au sort et de signer le procès-verbal pour l'attribution des sièges, qui n'ont pu être pourvus par voie d'élection faute de candidats, relatifs à la commission consultative paritaire de la catégorie B.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Article 2 :

Le présent arrêté prend effet le jour fixé pour le tirage au sort susmentionné dans le cadre des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/349/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie situé 9 place de la Joliette 13002 Marseille à Monsieur Hayk Khatchatryan

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Hayk Khatchatryan, domicilié HLM les Lavandes - Bâtiment K3- Appartement 74-42 avenue Saint Paul 13013 à Marseille, enregistré au RCS Marseille n° 824 497 556, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Hayk Khatchatryan, est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de treize mètres carrés (13 m²) sur le domaine public, sis 9 place de la Joliette à Marseille, en vue d'y exercer une activité de cordonnerie.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/350/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé
3 place Félix Baret 13006 Marseille à Madame Sylvia Patillero**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

CONSIDERANT

La demande déposée le 12 septembre 2018 par Madame Platillero Sylvia, née Imbert, domiciliée 38 Boulevard Garoutte 13012, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

3 place Félix Baret 13006 à Marseille

RCS Marseille 843634601 00010

ARRETE

Article 1 :

Madame Platillero Sylvia, née Imbert, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés sur le domaine public, sis 3 place Félix Baret 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n°96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/351/CM

Enquête publique relative au déclassement anticipé d'une emprise du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard à Marseille (10ème arrondissement).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de déclassement anticipé d'une emprise du domaine public routier métropolitain issue de l'extrémité du boulevard Icard, à Marseille (10^{ème} arrondissement), du mercredi 23 janvier 2019 au jeudi 7 février 2019 inclus, soit pour une durée de 16 jours.

Article 2 :

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Marcel Huard.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Article 3 :

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels de leurs ouvertures au public, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, dans les lieux suivants :

- Siège de la Métropole Aix Marseille Provence : « Palais du Pharo » – 58 boulevard Charles Livon – 13007 Marseille,

- Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements : 150 Boulevard Paul Claudel - 13009 Marseille,

Chacun pourra prendre connaissance des pièces du dossier et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête disponibles sur les lieux précités, ou les adresser par voie postale, à l'adresse suivante : Monsieur Marcel Huard, commissaire enquêteur - Métropole Aix-Marseille-Provence - « Palais du Pharo » – 58 boulevard Charles Livon – 13007 Marseille, ou les adresser par mail à l'adresse suivante :

enquetepubliqmarseille13010icard.bd@ampmetropole.fr

Toutes les observations devront être adressées avant le jeudi 7 février 2019, 17H00.

Le dossier d'enquête publique sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête publique à l'adresse suivante : <http://www.marseille-provence.fr>

Article 4 :

Le commissaire enquêteur assurera des permanences pour recevoir le public :

- à la Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements : 150 Boulevard Paul Claudel
13009 Marseille

- **le mercredi 23 janvier 2019 de 9 H 00 à 12 H 00**
- **le jeudi 31 janvier 2019 de 13 H 00 à 16 H 30**

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, «Palais du Pharo»,
58 Boulevard Charles Livon - Marseille (13007)

- **le jeudi 7 février 2019 de 14 H 00 à 17 H 00**

Article 5 :

Un avis d'enquête publique faisant connaître les conditions de la tenue de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département et sera également publié sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cet avis sera affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, «Palais du Pharo», 58 Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille, en Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements, 150 Boulevard Paul Claudel - 13009 Marseille ainsi que sur le site du projet, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et par un certificat du Maire des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour remettre à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence les dossiers avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction de Pôle Voirie Espace Public ; 2 allée de la Voirie, 13014 Marseille et à la Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements, 150 boulevard Paul Claudel, 13009 Marseille.

Article 7 :

Au terme de l'enquête publique, lorsque le commissaire enquêteur aura remis son rapport et ses conclusions, la Métropole Aix-Marseille Provence sera compétente pour prendre toute décision relative au déclassement de l'extrémité du boulevard Icard – 13010 Marseille.

Celle-ci, se prononcera par délibération de son Assemblée, au vu des conclusions de l'enquête publique, et décidera, s'il y a lieu de déclasser du domaine public routier métropolitain l'extrémité du boulevard Icard à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Article 8 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 18/352/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement "la Perle", situé 118 quai du Port 13002 Marseille, à la SASU Capri, représentée par Monsieur Nassim Mebarki

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SASU CAPRI, représentée par Monsieur Nassim Mebarki, domiciliée 118 quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

118 Quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille: 449 500 404 00016

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

ARRETE

Article 1 :

La SASU CAPRI, représentée par Monsieur Nassim Mebarki est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé la Perle, sis 118 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 72,90 m²
- Et une terrasse permanente délimitée sans scellement de 23 m²

Soit une surface totale de 95.90 m².

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Arrêté n° 18/353/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public, pour le kiosque situé 16 rue de la République 13001 Marseille; à Monsieur Mohamed Shi.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée le 1^{er} octobre 2018 par Monsieur Mohamed Shi, domicilié 37 rue Sainte Victoire 13006 à Marseille, enregistré au RCS Marseille sous le numéro 481 381 895 00053, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Mohamed Shi est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de seize mètres carrés (16 m²) sur le domaine public, sis 16 rue de la République 13001 à Marseille, en vue d'y vendre des journaux et des publications de presse.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Arrêté n° 18/354/CM

Autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour la terrasse de l'établissement La Cigale situé 92-94 quai du Port 13002 Marseille, à la SAS la Bonne Mère, représentée par Monsieur Frédéric Chiarello

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS La Bonne Mère, représentée par Monsieur Frédéric Chiarello, domiciliée 92-94 quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

92-94 Quai Du Port 13002 Marseille
RCS Marseille: 837 713 643 00018

ARRETE

Article 1 :

La SAS La Bonne Mère, représentée par Monsieur Frédéric Chiarello, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé la Cigale, sis 92-94 Quai Du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 37,20 m²
- Et une terrasse délimitée par scellement de 12,30 m²

Soit une surface totale de 49.50 m²

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Arrêté n° 18/355/CM

Arrêté de composition du comité de gouvernance interne des contrats de délégation de service public de l'eau et de l'assainissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération AGER 004-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégué du service public de l'assainissement Est ;
- La délibération AGER 003-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégué du service public de l'assainissement Ouest ;
- La délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégué du service public de l'assainissement centre ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégué du service public de l'eau potable.

CONSIDÉRANT

Qu'il convient de définir la composition du comité de gouvernance interne des contrats de Délégation de Service Public de l'Eau et de l'Assainissement et d'en désigner les membres.

La mutation externe d'un fonctionnaire membre du comité de gouvernance interne des contrats de délégation de service public de l'eau et de l'assainissement.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 17/118/CM est abrogé.

La composition du comité de gouvernance interne s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland Giberti
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement, Conseiller territorial du conseil de Territoire Marseille-Provence, Maire de Gémenos.
- Carine Roger
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Conseil de Territoire Marseille-Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement, Conseillère d'arrondissement de Marseille

ADMINISTRATION

- Domnin Rauscher
Directeur Général des Services du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- Jean-Marc Mertz
Directeur Général Adjoint Eau, Assainissement et Déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Directeur de Pôle Eau et Assainissement du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- Anne-Marie Queyrel
Directrice des Affaires Juridiques et Assemblées du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- Nathalie Perrin
Directrice de la Coordination des Politiques de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Directrice de la Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Article 2

Roland Giberti assure la présidence du comité de gouvernance interne des contrats de Délégation de Service Public de l'Eau et de l'Assainissement.

En cas d'absence ou d'empêchement, Carine Roger assure cette même présidence.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Arrêté n° 18/356/CM

Fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, chemin de Foulon, 13140 Miramas, et exploité par la SARL Tiger's House

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/270/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'occupation d'un équipement du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation d'un local à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas conclue le 17 avril 2018 au bénéfice de la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic structure bois du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 16 novembre 2018 ;
- Le diagnostic structure de maçonnerie du bureau d'études « Snapse Structure » du 23 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un équipement à usage de restaurant situé sur le parc du golf de Miramas dont l'occupation a été confiée à la SARL Tiger's House aux fins d'exploitation d'un restaurant-bar-brasserie, ouvert à tout public ainsi qu'aux usagers des structures publiques du golf et du centre équestre ;
- Qu'il ressort du diagnostic structure bois précité, l'impérieuse nécessité de conforter à très court terme les structures, charpentes et planchers bois ou de les remplacer et de démonter tous les plafonds et en particulier le plafond des cuisines ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2018

- Qu'il ressort en outre du diagnostic structure maçonnerie susvisé que la stabilité du bâtiment n'est pas assurée eu égard à l'absence de chaînage au niveau des planchers et de la toiture et de la localisation en zone sismique (Zone 3) de cet établissement accueillant du public ;
- Qu'eu égard aux risques encourus pour les personnes et l'intégrité du bien, il convient de procéder à la fermeture temporaire de l'établissement.

ARRETE

Article 1 :

La fermeture, sous 48 heures, de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House est prononcée pour une durée de 3 mois.

La durée de cette fermeture pourra être prolongée par arrêté ultérieur.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Tiger's House, affiché à l'extérieur de l'établissement et au siège de la Mairie de Miramas. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 30 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Novembre 2018

Arrêté n° 18/360/CM

Prolongation de la fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage à Miramas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;
- Les circulaires NOR/INT/D/06/00074/C du 3 août 2006 et n° 2001-49 /UHC/IUH1/12 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas relative à la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/008/CM du 2 février 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/080/CM du 31 mai 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la prolongation de la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/220/CM du 16 octobre 2018 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la prolongation de la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage.

CONSIDÉRANT

- Que l'aire d'accueil des gens du voyage située à Miramas, zone industrielle des Molières, rue d'Irlande est fermée pour l'exécution de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements, depuis le 2 février 2018 pour une durée de 4 mois avec une prolongation de fermeture jusqu'au 30 novembre ;
- Que les travaux n'ont pas été finalisés au 30 novembre 2018 ;
- Que pour permettre la bonne exécution des travaux, il est nécessaire de prolonger la fermeture de l'aire.

ARRETE

Article 1 :

La fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage, située zone industrielle des Molières rue d'Irlande sur la commune de Miramas, sera prolongée à compter du 30 novembre 2018 jusqu'au 7 janvier 2019.

Afin de permettre la bonne exécution des travaux, la durée de cette fermeture pourra être prolongée par arrêté ultérieur.

Article 2 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil et pour des raisons de sécurité, aucun véhicule ne devra stationner sur le site, hormis les véhicules des entreprises intervenantes.

Article 3 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil, les gens du voyage sollicitant un stationnement seront orientés vers les aires d'accueil voisines disposant de places disponibles.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché à l'extérieur du local de gestion de l'aire des gens du voyage et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Arrêté n° 18/361/CM

Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport Aix-en-bus

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 011-3249/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du principe de recours à une délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport « Aix-en-bus » ;
- L'avis motivé de la commission de délégation de service public réunie le 15 novembre 2018 et le rapport d'analyse des offres annexé.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport « Aix-en-bus » et afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présenté une offre.

ARRETE

Article 1 :

Sont déléguées, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente, pour mener avec les candidats Transdev et Kéolis, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Aix-en-bus » à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Monsieur Yannick Tondut, Directeur Général Adjoint à la mobilité, Déplacements, Transports, Espace public et voirie
- Monsieur Jean Louis Dalmasso, Directeur Général délégué aux services de transport
- Monsieur Loic Trelu, Directeur de proximité Nord Est, accessibilité des transports
- Monsieur Eric Dognon, chef du service urbain territoire du Pays d'Aix
- Madame Nadine Clément, chargée de mission suivi de DSP direction de proximité territoire du pays d'Aix
- Monsieur Bruno Marie, Directeur Sud, Offre, Régies, Systèmes d'information
- Monsieur Franck Achache, Directeur adjoint Offre, Régies, Systèmes d'information
- Monsieur Patrick Canillade, Directeur Ouest, marketing /Clientèle
- Monsieur Jérôme Manteau, Directeur adjoint Ouest, marketing /Clientèle
- Madame Joëlle Couturier, Directeur Adjoint Service Prospective, Etudes, Projet, Programmation
- Monsieur André Hémary, Directeur des Infrastructures, stationnements et Equipements de Mobilité
- Madame Marie Josée Nahler Directeur Adjoint Stationnement et gestion déléguée, Gares Routières et Parcs Relais
- Monsieur Christophe Boccia, Chef de service gares routières/parcs relais métropolitains
- Monsieur Mickaël Olmos, Chef de Projet BHNS d'Aix-en-Provence
- Madame Marie Christine Bœuf, Directeur Agendas programmation mobilité durable
- Monsieur Alain Trabuc, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- Monsieur Nicolas Derne, Chef du service juridique accompagnement des services publics ;
- Monsieur Olivier Rocchia, Directeur adjoint de la commande publique,
- Madame Angélique Gasperini, Chef du service DSP et concessions ;
- Monsieur Olivier Vernhettes, conseiller juridique, service DSP et concessions
- Madame Mathilde Foglia, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- Madame Anne-Lise Rodier, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Monsieur Clément Soulas, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

Article 3 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier, relatifs à cette phase de négociation.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/363/CM

Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'animation et gestion des aires d'accueil et des terrains de grand passage des gens du voyage

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 004-3297/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du principe de la gestion déléguée du service public pour l'animation et gestion des aires d'accueil et des terrains de grand passage des gens du voyage ;
- L'avis motivé de la commission de délégation de service public réunie le 29 novembre 2018 et le rapport d'analyse des offres annexé.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'animation et la gestion des aires d'accueil et des terrains de grand passage des gens du voyage et afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présentées une offre.

ARRETE

Article 1 :

Sont déléguées, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour mener avec le candidat Alotra, pour lequel la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'animation et la gestion des aires d'accueil et des terrains de grand passage des gens du voyage à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégué à la Commande Publique.

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot, pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur général adjoint, Développement urbain et stratégie territoriale
- Madame Christelle Mouren, Directrice habitat et politique de la ville ;
- Monsieur Angelo Bassi, Chef de service Accueil gens du voyage ;
- Madame Karine Aujaleu, Chargée d'opérations, service accueil gens du voyage ;
- Monsieur Alain Trabuc, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- Monsieur Nicolas Derne, Chef du service juridique accompagnement des services publics ;
- Madame Marina Bonnot, Conseiller juridique, service juridique accompagnement des services publics
- Monsieur Olivier Rocchia, Directeur de la commande publique ;
- Madame Angélique Gasperini, Chef du service DSP et concessions ;
- Monsieur Olivier Vernhettes, Conseiller juridique, Service DSP et concessions ;
- Monsieur Jacky Galvez, Cabinet Ernst and Young, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure ;

Article 3 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier, relatifs à cette phase de négociation.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Décembre 2018

Arrêté n° 18/364/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) de Vaucluse, en sa qualité de Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation du projet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Préfet de Vaucluse du 21 février 2018 portant renouvellement de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de Vaucluse.

CONSIDÉRANT

- Qu'en vertu de l'article L.751-1 du Code de Commerce, la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;
- Qu'en application des dispositions de l'article L.751-2 du même code et de l'arrêté du Préfet de Vaucluse du 21 février 2018 susvisé, la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) de Vaucluse est composée notamment du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dont est membre la commune d'implantation du projet, ou son représentant ;

- Que la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc membre, en cette qualité de la CDAC de Vaucluse pour les projets situés sur le territoire de la commune de Pertuis ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la CDAC de Vaucluse.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Philippe DE SAINTDO est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité de Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation du projet, au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de Vaucluse pour les projets situés sur le territoire de la commune de Pertuis.

Article 2 :

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/366/CM

Délégation de fonction et de signature pour Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} vice-Président ;
- La délibération n° FAG 148-4965/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'élection des membres de la Commission Concession.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession de la Métropole ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession de la Métropole.

Il en assure la présidence.

Il reçoit à cet effet délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 5 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

DÉCISIONS

Mise à disposition à titre onéreux de la Halle Polyvalente.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n° 479/07 du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1^{er} juillet 2005 et n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de conclure une convention avec la commune d'Istres pour la mise à disposition, à titre onéreux, de la Halle polyvalente d'Istres, du lundi 10 décembre 2018 à 8h00 au mercredi 12 décembre 2018 à 22h00 pour l'organisation de l'arbre de Noël 2018 des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à disposition, à titre onéreux pour un montant de 2912 euros TTC, de la Halle Polyvalente d'Istres, du lundi 10 décembre 2018 à 8h00 au mercredi 12 décembre 2018 à 22h00, dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6132.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision modificative de la Régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et Danse Michel Pétrucciani du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n° 17/063/D du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2017 instituant une régie de recettes pour le conservatoire de musique et de danse Michel Pétrucciani du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 20 août 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

L'article 1 de la décision n° 17/063/D du 28 mars 2018 est modifié comme suit :

“Est créée auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée dénommée « régie de recettes prolongée pour le Conservatoire de Musique et Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence pour l'encaissement des recettes suivantes (nature 7062) :

- les stages de danse et/ou musique,
- les cours annuels ou ponctuels de danse et/ou musique,
- la location d'instruments de musique.

Les recettes de la « régie des recettes prolongée pour le Conservatoire de Musique et Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence”.

Article 2 :

L'article 3 de la décision n° 17/063/D est modifié comme suit :

“Deux points d'encaissements sont désignés pour encaisser les recettes désignées à l'article 2 selon les modes de recouvrements suivants :

Conservatoire de Musique et Danse Michel Pétrucciani
Chemin de St Pierre
13800 Istres

- chèque,
- carte bancaire,
- prélèvement,
- numéraire,
- carte “Collégien de Provence”

Espace Gérard Philipe
Avenue Gabriel Peri
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

- chèque,
- prélèvement,
- numéraire.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 3 :

L'article 7 de la décision n° 17/063/D du 28 mars 2017 est modifié comme suit :

“Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à la disposition du régisseur titulaire”.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2018

Approbation d'une convention avec "American Academy of Provence", pour l'action de formation intitulée "Business Language Testing Service-Bulats" d'un montant de 6 000 euros nets

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant sa fonction au sein de la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme «American Academy of Provence» relative à l'action de formation intitulée «Business Language Testing Service Bulats» est nécessaire ;

- Cette action s'inscrit dans le cadre d'un CPF et que l'objectif de cette formation est de permettre à l'agent dans un premier temps de développer ses aptitudes à communiquer en anglais dans un contexte professionnel, à l'oral et à l'écrit, et dans un second temps de le préparer au passage du test du Bulats (évaluation préformation + certification) ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'organisme American Academy of Provence relative à l'action de formation intitulée «Business Language Testing Service Bulats ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation, qui se déroulera sur l'année 2018-2019 à Salon-de-Provence. Cette formation trouvera son terme à l'obtention du certificat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 6 000 euros net sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation d'un avenant technique à l'avenant n°2 de clôture à la convention de rénovation urbaine de Saint Barthélemy Picon Busserine à Marseille (14ème arrondissement).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 010-109/15/CC du 3 juillet 2015, relative à l'avenant n°2 à la convention de rénovation urbaine de Saint Barthélemy Picon Busserine à Marseille ayant valeur d'avenant de clôture et arrêtant le programme définitif de ce projet de renouvellement urbain.

CONSIDÉRANT

L'accord entre le porteur de projet et Action Logement permet de finaliser les termes de l'avenant n°2 de clôture à la convention de rénovation urbaine de Saint Barthélemy Picon Busserine à Marseille (14ème arrondissement).

L'ensemble des opérations de renouvellement conventionnées avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) , les financements apportés par Action Logement au budget de l'ANRU ouvrent droit à des compensations sous forme de terrains mis gratuitement à disposition de l'Association Foncière Logement (AFL) sur lesquels cette dernière développe des programmes de logements favorisant la mixité sociale sous forme de logements locatifs libres. Les surfaces de terrain et de plancher à développer ainsi cédées sont décrites dans l'article 5.6 de la convention pluriannuelle de rénovation urbaine.

Lorsque l'AFL renonce à ces droits, les terrains sont alors proposés dans les mêmes conditions à Action Logement.

Depuis l'adoption de l'avenant de clôture, les échanges se sont poursuivis entre le porteur de projet, la Ville de Marseille, le GIP Marseille Rénovation Urbaine et Action Logement, et ont abouti à un accord sans incidence financière pour la Métropole. Action Logement renonce à son droit de priorité sur les terrains initialement identifiés pour être cédés à l'AFL, au profit d'une opération à dominante économique sur l'un des terrains et d'un parking provisoire valorisable à terme par un projet favorisant la diversité résidentielle ou économique des quartiers.

Ces accords sont traduits dans un avenant technique.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant technique à l'avenant n°2 de clôture à la convention de rénovation urbaine de Saint Barthélemy Picon Busserine à Marseille (14ème arrondissement).

Article 2 :

Madame la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation d'un avenant technique à l'avenant n°2 de clôture à la convention pluri-annuelle de rénovation urbaine de la ZUS Centre-Nord à Marseille 1^{er}-2^{ème}- 3^{ème} et 6^{ème} arrondissements).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 010-820/15/CC du 19 février 2015, du conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adopté un avenant n°2 à la convention de rénovation urbaine de la ZUS Centre-Nord à Marseille (1^{er}-2^{ème}- 3^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ayant valeur d'avenant de clôture et arrêtant le programme définitif de ce projet de renouvellement urbain.

CONSIDÉRANT

Que l'accord entre le porteur de projet et Action Logement permet de finaliser les termes de l'avenant n°2 de clôture à la convention de rénovation urbaine de de la ZUS Centre-Nord à Marseille (1^{er}-2^{ème}- 3^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ;

Comme pour l'ensemble des opérations de renouvellement conventionnées avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), les financements apportés par Action Logement au budget de l'ANRU ouvrent droit à des compensations sous forme de terrains mis gratuitement à disposition de l'Association Foncière Logement (AFL) sur lesquels cette dernière développe des programmes de logements favorisant la mixité sociale sous forme de logements locatifs libres. Les surfaces de terrain et de plancher à développer ainsi cédées sont décrites dans l'article 5.6 de la convention pluriannuelle de rénovation urbaine.

Depuis l'adoption de l'avenant de clôture, les échanges se sont poursuivis entre le porteur de projet, la Ville de Marseille, le GIP Marseille Rénovation Urbaine et l'AFL. Ils ont abouti à un accord sans incidence financière pour la Métropole. AFL développera une opération de 28 logements au 17-19-21, rue Duverger, dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille, sur un foncier cédé par l'Etablissement public Euroméditerranée.

Ces accords sont traduits dans un avenant technique.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant technique à l'avenant n°2 de clôture à la convention de rénovation urbaine de de la ZUS Centre-Nord à Marseille (1^{er}-2^{ème}- 3^{ème} et 6ème arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation de l'avenant 10 à la convention n°04/1261 de transfert de patrimoine de la commune de Marseille relatif au retrait d'un bien

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est vue transférer par délibération du 29 mars 2004 n° 04/0352/EHCV pour la Ville de Marseille et du 31 mars 2004 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FAG 25/132/CC, une liste de biens parmi lequel figure un bien situé sis 385 Bd Fleming angle Bd Guigou, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

La Direction de Propreté Urbaine de la Métropole Aix-Marseille Provence n'a plus l'utilité de ce local. Il est donc proposé à la Ville de Marseille de les retirer de la liste des biens transférés.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de prendre acte de la modification de la convention n° 04/1261 annexée à la délibération du 31 mars 2004, par avenant n° 10, constatant le retrait du bien situé 385 Bd Fleming angle Bd Guigou, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille, de la liste des biens transférés.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 10 ci-annexé, à la convention n° 04/1261 du 27 octobre 2004 relatif au retrait de la liste des biens transférés, du local sis 385 Bd Fleming angle Bd Guigou, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 2 :

Est approuvé le retour dans le patrimoine de la ville de Marseille du bien situé 385 Bd Fleming angle Bd Guigou, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation de l'autorisation d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit du local cadastré section CN n° 34p sis traverse Sainte Catherine à Istres au bénéfice du Théâtre de l'Olivier à Istres pour entreposer du matériel scénique.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section CN n° 34 sise rue Sainte Catherine à Istres ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que le directeur du théâtre de l'Olivier à Istres, a sollicité la mise à disposition d'une partie du bien cadastré CN n° 34 et plus précisément le local d'environ 50 m² pour y entreposer du matériel scénique.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'autorisation d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit de la parcelle cadastrée section CN n° 34p, sise traverse Sainte Catherine à Istres, au bénéfice du Théâtre de l'Olivier situé place Jules Guesdes à Istres, pour entreposer du matériel scénique.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée unilatéralement dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente autorisation est valable à compter de sa notification et jusqu'au 24 février 2019.

À son terme, la présente autorisation ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Après ce délai, la mise à disposition de cet équipement sera réétudiée dans le cadre du renouvellement d'une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la régie culturelle Scènes et Cinés.

Article 4 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre le propriétaire ou le gestionnaire en cas de survenance d'un sinistre dans le cadre de la présente autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les lieux et équipements mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les lieux et à les conserver en bon état d'usage et de propreté au terme de leur utilisation.

Si le bénéficiaire estime nécessaire l'utilisation d'équipements et matériels autres que ceux mis à sa disposition, il devra lui-même, après accord express de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en effectuer, à ses frais, la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement ainsi que tous les contrôles réglementaires ou obligatoires nécessaires à leur installation et utilisation.

Article 6 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 7 :

La présente autorisation d'occupation domaniale est délivrée à titre gratuit.

Article 8 :

Tout différend relatif à l'exécution de la présente autorisation sera soumis à la juridiction du Tribunal Administratif de Marseille dont le siège est situé 22-24 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 9 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation de la convention de participation conclue avec la Ville de Marseille pour la Zone d'Activité Concertée Littorale, 36 rue de Lyon à Marseille 15ème arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Littorale ;
- L'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 approuvant le programme des équipements de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Littorale.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que La Zone d'Activité Concertée Littorale s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la Zone d'Activité Concertée, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 octobre 2013, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la Zone d'Activité Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la Ville de Marseille, propriétaire d'un terrain situé 36 rue de Lyon à Marseille 13015, a déposé le 2 janvier 2018 une demande de permis de construire PC n° 013055 18 00002 PO destinée à la création d'un local par la mise en place de bâtiments préfabriqués utilisables en salle de lieu de réunion et rangement, pour une durée maximale de 18 mois pour une surface de plancher totale de 239 m² dont une surface créée de 155 m²;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la Zone d'Activité Concerté Littorale et est compris dans la zone UAeE2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- Que le terrain sis à Marseille 36 rue de Lyon (15^{ème} arrondissement), cadastré 215901 C 0116 d'une superficie de 713 m², n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 25 559,50 euros ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la Ville de Marseille aux coûts des équipements publics de la Zone d'Activité Concerté Littorale d'un montant de 25 559,50 euros ;

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour être inscrite en recettes au bilan de la Zone d'Activité Concerté Littorale ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2018

Mise à disposition de parcelles de terrain appartenant à la Soléam préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud, à Marseille 9ème.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille ;

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville ;

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer les réseaux et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2^{ème} tronçon (Section Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite) s'est déroulée du 10 janvier au 26 janvier 2018 ;

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur des parcelles de terrain appartenant à la SOLEAM, pour lesquelles il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier ;

Au terme de ces travaux, la cession foncière en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain du terrain en cause sera régularisée par acte notarié ;

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès du propriétaire la mise à disposition de l'emprise foncière listée ci-dessous, préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud a besoin que les parcelles appartenant à la SOLEAM lui soient mises à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelles préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelles, préalable au transfert de propriété des parcelles suivantes, sises à Marseille 9^{ème} arrondissement :

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
847 D	3	Ter. agrémentSol	164 ancien Chemin de Cassis	5746	113	B	2203	A C	1507 2022
847 D	179	Sol	152 ancien Chemin de Cassis	2061	112		1743	F G	307 11
847 D	192	Ter. Agrément	ancien Chemin de Cassis	1778	114		1042		736
847 D	239	Sol	9 avenue Solvert	1152	110		1152		0
847 A	180	TAB	Traverse Pastre	8556	104	A	5280		3276
847 D	173	Sol	Bd du Cabot	350	116		350		0
847 A	170	TAB	Traverse Regny	16810	103		1875		14935
847 A	172	TAB	Traverse Regny	20878	102		2514		18364
						Total	16159		

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2018

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 145 avenue du 8 mai 1945 à Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur Christian Buttigieg.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 eu 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-465/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du droit de préemption urbain sur le territoire communautaire au titre de la Convention Habitat à caractère multi-sites ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 001-2962/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur et de la convention subséquente à destination des communes de la Métropole.

- La délibération n°11.06.2018 du Conseil Municipal de Septèmes-les-Vallons du 7 juin 2018 approuvant la convention habitat bilatérale signée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, subséquente à la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 003-1434/09/CC du 22 juin 2009 approuvant l'instauration d'un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UB du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Septèmes-les-Vallons ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 18 octobre 2018 enregistrée sous le numéro 13106 18 0136 portant aliénation d'un bien situé 145 avenue du 8 mai 1945 à Septèmes-les-Vallons cadastré section AP n°110 appartenant à Monsieur Christian Buttigieg.

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'une convention Habitat subséquente conclue entre la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a pour objet la réalisation de missions d'acquisition foncière et de partage foncier permettant la réalisation de programmes d'habitat.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur pour l'acquisition d'un bien situé 145 avenue du 8 mai 1945 à Septèmes-les-Vallons cadastré section AP n° 110 appartenant à Monsieur Christian Buttigieg.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/599/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter une ouverture de crédit court terme auprès de la Société Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement en date du 17 octobre 2018 proposée par la Société Générale.

DECIDE

Article 1 :

Est contractée auprès de la Société Générale, une ouverture de crédit court terme pour le financement des besoins de trésorerie de la Métropole, dans les conditions suivantes :

Montant maximum	50 000 000 €
Durée	1 an à compter de la date de signature du contrat
Indices de référence	EUF 1 mois (taux minimum de l'index 0%), base exact/360
Marge	+ 0,30 %
Périodicité de facturation des intérêts	Mensuelle
Frais de dossier	0 €
Frais de virement	Virement unitaire : 0 euros Virement unitaire + télécopie de confirmation : 0 euros Règlement des frais de virement en même temps que les intérêts.
Commission de confirmation	0,030 %, payé au début de chaque trimestre.
Commission de non-utilisation	Néant

Article 2

Les frais de dossier et commissions seront prélevés en dépenses sur le compte 627, les intérêts courus seront prélevés en dépenses sur le compte 6615.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/608/D

Approbation d'un Bail civil pour la location de locaux de l' immeuble "Carré Gabriel" situés 31 Bd Charles Moretti - 13014 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des besoins de la Direction Politique de la Ville, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite prendre à bail des locaux à usage de bureaux ainsi que des places de parking extérieur dans l'immeuble « Carré Gabriel » situé au 31 Bd Charles Moretti – 13014 Marseille.

Par conséquent, il convient de signer un bail avec la société SCI Carré Gabriel, propriétaire dudit immeuble, représentée par son gérant, Monsieur Stéphane Richard pour une location à compter du 1^{er} janvier 2019, selon les conditions suivantes :

Surface : 928 m² de locaux à usage de bureaux et 15 places de parking extérieur,

Durée : 9 ans dont 3 années fermes. Le preneur aura la possibilité de donner congé à l'expiration de 3 années fermes

Date de prise d'effet du bail : 1^{er} janvier 2019

Loyer :

Concernant les surfaces de bureaux : (lots 7, 8, 11, 12 et 13) : 142 217 euros HT

Concernant les emplacements de stationnement : 15 300 euros HT

Indice : Le loyer sera révisé annuellement et à la date d'anniversaire en fonction de la variation de l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) publié par l'INSEE,

Charges : Le preneur remboursera au bailleur en plus du loyer sa quote-part, notamment, des charges et accessoires afférents aux parties communes de l'immeuble, les prestations communes, les primes d'assurances, les honoraires de gestion des charges et des loyers, les honoraires du syndic s'il en existe un, les dépenses nécessaires au fonctionnement, à la propreté, à l'entretien, à la maintenance technique de l'immeuble et ses équipements, à l'amélioration des locaux et aux mises en conformité de l'immeuble et de ses équipements.

Le preneur versera également sa quote-part de tous impôts, taxes et droits afférents à l'immeuble.

Le preneur versera des provisions trimestrielles en même temps que le loyer principal, calculées sur la base du budget prévisionnel TTC. Pour le premier exercice, cette provision trimestrielle sera fixée à 15 000 euros TTC.

CONSIDÉRANT

- Que pour les besoins de la Direction Politique de la Ville, il y a lieu de signer un bail civil avec la société SCI Carré Gabriel, représentée par son gérant, Monsieur Stéphane Richard, pour la location de locaux situés 31 Bd Charles Moretti – 13014 Marseille.

DECIDE**Article 1 :**

De conclure avec la société SCI Carré Gabriel, représentée par son gérant, Monsieur Stéphane Richard, un bail civil, pour la location de locaux de bureaux et de parking extérieur, pour une durée de 9 ans dont 3 ans fermes commençant à courir le 1^{er} janvier 2019 aux conditions ci-dessus énoncées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget à la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 07 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Décembre 2018

Approbation de la convention de formation avec l'Ecole du Renouvellement Urbain pour l'action de formation "Animer une maison du projet" qui se déroulera en novembre 2018 à Aubervilliers.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du Pôle Dynamique Urbaines et Développement Durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme « Ecole du Renouvellement Urbain » relative à l'action de formation intitulée « Animer une maison du projet » est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette formation est de permettre à cet agent d'identifier les enjeux d'une maison du projet et son rôle dans la gouvernance du projet de renouvellement urbain ;

- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'organisme Ecole du Renouvellement Urbain relative à l'action de formation intitulée « Animer une maison du projet ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation, d'une durée de deux jours en novembre 2018 à Aubervilliers.

Article 3:

Les crédits nécessaires d'un montant de 750 euros net sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/611/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable concernant la mise à disposition de locaux cadastrés section CN n° 34p et n° 87, sis rue Léon Blum à Istres, au bénéfice de la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien vacant cadastré section CN n° 34p et n° 87 sis rue Léon Blum à Istres ;
- Que la commune d'Istres a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la mise à disposition de locaux pour les besoins de ses services ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a répondu favorablement à la demande de la commune d'Istres approuvant une convention d'occupation à titre précaire et révocable à son profit.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'immeuble, sis rue Léon Blum à Istres, sur les parcelles cadastrées section CN n° 34p et n° 87, au bénéfice de la commune d'Istres.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et pourra être renouvelée pour la même durée, sur demande expresse du bénéficiaire, dans la limite de deux années au delà de la durée initiale.

Article 4 :

La redevance d'occupation annuelle nette est fixée à 825 euros net.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7588.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Décision n° 18/612/D

Approbation de la convention relative à l'occupation précaire du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas, au profit de Monsieur El Hassane El Mhaddene.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas ont signé avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) une convention d'intervention foncière sur le site Pole Gare et secteurs connexes d'aménagement ;
- Qu'au titre de cette convention foncière, l'EPF PACA a acquis un immeuble sis 20 avenue du Maréchal Juin sur la commune de Miramas cadastré section CA0082 et en a confié la gestion à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le bien est grevé d'un bail d'habitation conclu entre l'ancien propriétaire bailleur et Monsieur El Hassane El Mhaddene ayant pris effet le 1^{er} février 2016 comportant un loyer mensuel de 700 euros hors taxe ;
- Que les parties ont convenu de conclure une convention d'occupation précaire au profit de Monsieur El Hassane El Mhaddene ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire au bénéfice de Monsieur El Hassane El Mhaddene du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée de quatre années à compter du 1^{er} décembre 2018.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation mensuelle nette et non révisable, d'un montant de 350 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/613/D

Approbation de la convention relative à l'occupation précaire du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas, au profit de Monsieur Larbi Mahjoubi.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas ont signé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur une convention d'intervention foncière sur le site Pole Gare et secteurs connexes d'aménagement ;
- Qu'au titre de cette convention foncière, l'EPF PACA a acquis un immeuble sis 20 avenue du Maréchal Juin sur la commune de Miramas cadastré section CA0082 et en a confié la gestion à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le bien est grevé d'un bail d'habitation conclu entre l'ancien propriétaire bailleur et Monsieur Larbi Mahjoubi ayant pris effet le 15 janvier 2016 comportant un loyer mensuel de 500 euros hors taxe ;
- Que les parties ont convenu de conclure une convention d'occupation précaire au profit de Monsieur Larbi Mahjoubi.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire au bénéfice de Monsieur Larbi Mahjoubi, du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée de quatre années à compter du 1^{er} décembre 2018.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation mensuelle nette et non révisable, d'un montant de 250 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Décision n° 18/614/D

Approbation de la convention relative à l'occupation du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas, au profit de Madame et Monsieur Ali Ez Zaki.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas ont signé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur une convention d'intervention foncière sur le site Pole Gare secteurs connexes d'aménagement ;
- Qu'au titre de cette convention foncière, l'EPF PACA a acquis un immeuble sis 20 avenue du Maréchal Juin sur la commune de Miramas cadastré section CA0082 et en a confié la gestion à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le bien est grevé d'un bail d'habitation conclu entre l'ancien propriétaire bailleur et Madame et Monsieur Ali Ez Zaki ayant pris effet le 1^{er} juillet 2016 comportant un loyer mensuel de 500 euros hors taxe ;
- Que les parties ont convenu de conclure une convention d'occupation précaire au profit de Madame et Monsieur Ali Ez Zaki ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire au bénéfice de Madame et Monsieur Ali Ez Zaki, du bien sis 20 avenue du Maréchal Juin à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée de quatre années à compter du 1^{er} décembre 2018.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation mensuelle nette et non révisable, d'un montant de 250 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Décision n° 18/615/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre gratuit au bénéfice de l'Escadron de Défense Sol-Air, unité de la base aérienne d'Istres, pour l'implantation d'un dispositif de protection anti aérienne sur la parcelle cadastrée section E n° 1286 sise lieu-dit Le Barabant à Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la protection anti aérienne de la base aérienne 125 d'Istres et conformément aux consignes locales sol-air édition 2017, l'Escadron de Défense Sol-Air 01.950 « CRAU » de la base aérienne 125 d'Istres est amené à mettre en oeuvre des guetteurs à vue de défense sol-air à l'extérieur de l'enceinte de la base aérienne 125 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier, cadastré section E n° 1286 sis lieu-dit Le Barabant à Istres, lequel présente un emplacement qui permet de répondre aux besoins de la Base Aérienne d'Istres dans le cadre de ses missions de protection du territoire assuré par l'escadron de défense sol-air (EDSA 01.950) ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à la mise à disposition d'un emplacement pour permettre le déploiement ponctuel d'un dispositif de protection anti aérienne de la base d'Istres sur ladite parcelle et que cette mise à disposition doit être formalisée par une convention ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de l'Escadron de Défense Sol-Air (EDSA 01.950 CRAU) unité de la base aérienne d'Istres, pour l'implantation d'un dispositif de protection anti aérienne sur la parcelle cadastrée section E n° 1286 sise lieu-dit Le Barabant à Istres.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée de dix ans.

Article 3 :

La présente convention est délivrée à titre gratuit.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/616/D

Approbation de la convention de participation de la Zone d'Activité Concertée à la Joliette située Place Henri Verneuil 13002 Marseille - SCI Euromarseille PK

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Joliette ;
- La délibération du 7 janvier 2000 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euro Méditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que La Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euro Méditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euro Méditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 décembre 1997, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la Zone d'Aménagement Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en la Zone d'Aménagement Concerté ;
- Que la SCI Euromarseille PK, propriétaire d'un ensemble immobilier situé à Marseille (2^e arrondissement) place Henri Verneuil, a déposé une demande de permis de construire n° PC 013 055 18 005 86 PO le 26 juillet 2018 pour la création d'une surface de plancher de 402,70 m² sur le terrain à Marseille (2^e arrondissement) Place Henri Verneuil, cadastré « Joliette » 810 K n° 88, 90, 91, 93, 94, 97, 98, 101, 103, 106 à 109, 111 et 112 d'une superficie totale de 26 263 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette et est compris dans la zone UzjoAm du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille et n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté d'un montant de 36 645,70 euros ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Euromarseille PK conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière par la SCI Euromarseille PK aux coûts des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Joliette d'un montant de 36 645,70 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour être inscrite en recettes au bilan de la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/617/D

Location d'un stand de 87 m² pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) à Cannes du 12 au 15 mars 2019.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise : le Marché International des Professionnels de l'Immobilier et le SIMI.

CONSIDÉRANT

- Que, par délibération n°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroulera à Cannes du 12 au 15 mars 2019 ;
- Que le Marché International des Professionnels de l'Immobilier, salon international, est un rendez-vous annuel incontournable des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Qu'il constitue pour la Métropole l'occasion de promouvoir ses projets et son territoire, et d'entretenir des relations avec les acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

- Que dans le cadre de sa participation à ce salon, la Métropole souhaite louer un stand de 87 m² ;
- Que la Métropole souhaite également bénéficier de prestations de publicité connexes à sa participation au salon, à savoir disposer de deux demi-pages de présentation dans le journal du salon ainsi que de 20 autocollants à l'extérieur ;
- Qu'il convient donc de conclure avec la Société par Action Simplifiée (SAS) Reed MIDEM, société organisatrice du Marché International des Professionnels de l'Immobilier, un contrat de location pour ce stand lequel inclut lesdites prestations.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société par Action Simplifiée, Reed MIDEM relatif à la location d'un stand lors du Marché International des Professionnels de l'Immobilier qui se déroulera à Cannes du 12 au 15 mars 2019.

Article 2 :

Le contrat prend effet à compter de sa signature et trouvera son terme à l'issue du Marché International des Professionnels de l'Immobilier, le 15 mars 2019.

Article 3 :

Le coût de la location du stand et des prestations connexes de publicité s'élève à la somme totale de 99 655,68 euros TTC, répartie comme suit :

- prix de la location du stand : 85 255,68 euros TTC ;
- prix des prestations connexes de publicité dites « advertising » : 14 400 euros TTC.

Article 4 :

En ce qui concerne le prix de la location du stand, les modalités de règlement sont les suivantes :

- 30% du prix, soit 25 576,70 euros seront versés à la signature du contrat ;
- 50% du prix, soit 42 627,84 euros seront versés le 12 octobre 2018 ;
- 20% du prix, soit 17 051,14 euros seront versés le 7 décembre 2018.

En ce qui concerne le prix des prestations connexes de publicité, dites « advertising », celui-ci sera réglé à la signature du contrat.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole : Fonction 64 – nature 6233 « foires et expositions » - sous-politique B330

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Décision n° 18/618/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Groupement SELARL Sindrès / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SA NOVATRANS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille délivrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 8 novembre 2018 à la requête de la SA Novatrans , tendant notamment à l'annulation du titre exécutoire d'un montant de 61 900,89 euros, émis à son encontre le 28 août 2018.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à la SA Novatrans

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille suite à l'assignation délivrée à la requête de la SA Novatrans, et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres / SCP D'avocats Vedesi, dont le mandataire est la SELARL Sindres, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP D'avocats Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/619/D

Exercice du droit de priorité d'un bien situé traverse Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement appartenant à SNCF Réseau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à L240-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013214 18 M0253 reçu en mairie le 16 août 2018 portant aliénation d'un bien appartenant à SNCF Réseau sis traverse du Vieux Moulin, cadastré 895 C 30 et 75 d'une superficie de 500 m² environ.

DECIDE

Article 1 :

La présente décision annule et remplace la décision n° 18/557/D du 7 novembre 2018.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné, situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

- Cadastre 895 C 0030p 0075p
- Superficie 500 m² environ
- Situation Traverse du Vieux Moulin
- Désignation Parcelle non bâtie
- Propriété SNCF Réseau
- Prix de vente 30 450 euros HT
- Objet du droit de préemption nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Article 3 :

La décision d'acquérir le terrain ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à YXIME Provence Alpes Côte d'Azur – 152 avenue du Prado – 13008 Marseille.

Article 4 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Les crédits nécessaire se rapportant à cette acquisition (prix d'acquisition, frais d'actes...) sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2018

Martine VASSAL



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550116

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

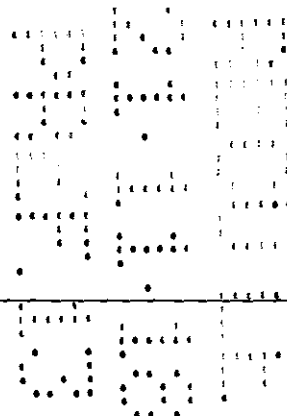
13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500130
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A



Opération : 13-MARIGNANE-8 MAI 45
AVENUE DU 8 MAI 1945
13700 MARIGNANE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 27 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 27 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

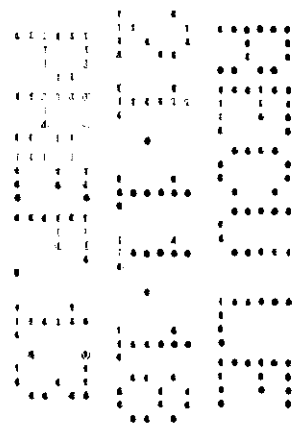
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018





ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,05%
Subvention EPCI	9 000,00	2,16%
Sous-total Subventions	38 400,00	9,21%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	236 949,00	56,83%
Prêt CDC foncier	141 599,00	33,96%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	378 548,00	90,79%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	416 948,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	72 000,00	2,24%
Sous-total Subventions	72 000,00	2,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 190 395,00	37,06%
Prêt CDC foncier	1 090 048,00	33,93%
1%.	520 000,00	16,19%
Sous-total Prêts	2 800 443,00	87,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	339 999,00	10,58%
Sous-total Fonds Propres	339 999,00	10,58%
Total du Financement (I + II + III)	3 212 442,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	0,81%
Subvention EPCI	81 000,00	2,23%
Sous-total Subventions	110 400,00	3,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 427 344,00	39,33%
Prêt CDC foncier	1 231 647,00	33,94%
1%.	520 000,00	14,33%
Sous-total Prêts	3 178 991,00	87,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	339 999,00	9,37%

Sous-total Fonds Propres	339 999,00	9,37%
Total du Financement (I + II + III)	3 629 390,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 629 390,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 608 189,22 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 406,52 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	24	1 406,52 m²
Assiette *	:	2 308 331,90 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	182,71 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	182,71 m²
Assiette *	:	299 857,32 €
Taux de subvention	:	9,80 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 27	Surface utile :	1 589,23 m²
Assiette : 2 608 189,22 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,13 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	29 400,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 143 111,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 133 722,10 €
Prestations intellectuelles et frais	27 000,00 €
Prix de revient H.T.	3 303 834,00 €
Montant de la TVA	325 556,00 €
Prix de revient TTC	3 629 390,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 283,74 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550093

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500124

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARIGNANE-VIEUX PIGEONNIER-PLS
LOT C1 CLOS DU VIEUX PIGEONNIER
13700 Marignane

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 13 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	903 432,00	50,48%	1,86%
CDC foncier PLS	606 359,00	33,88%	1,86%
Sous-total Prêts	1 509 791,00	84,36%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	280 000,00	15,64%	
Sous-total Fonds Propres	280 000,00	15,64%	
Total du Financement (I + II + III)	1 789 791,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 789 791,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

771,56 m²

Logements « Individuel »

Taux pour le financement des logements « PLS »

13

771,56 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile :

771,56 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	562 095,10 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 053 640,90 €
Prestations intellectuelles et frais	14 330,00 €
Prix de revient H.T.	1 630 066,00 €
Montant de la TVA	159 725,00 €
Prix de revient TTC	1 789 791,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 319,70 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 6 22 / D

RECUEIL
22.11.18
MARSEILLE

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550020

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500123

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 13-MARIGNANE-VIEUX PIGEONNIER
LOT C1 CLOS DU VIEUX PIGEONNIER
13700 Marignane

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 23 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 23 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLUS
 - 8 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	7,62%
Subvention EPCI	22 503,00	2,19%
Sous-total Subventions	100 903,00	9,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	447 891,00	43,54%
Prêt CDC foncier	349 392,00	33,97%
1%	130 452,00	12,68%
Sous-total Prêts	927 735,00	90,19%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 028 638,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	46 497,00	2,19%
Sous-total Subventions	46 497,00	2,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 087 450,00	51,12%
Prêt CDC foncier	723 048,00	33,99%
1%	269 548,00	12,67%
Sous-total Prêts	2 080 046,00	97,79%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	540,00	0,03%
Sous-total Fonds Propres	540,00	0,03%
Total du Financement (I + II + III)	2 127 083,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	2,48%
Subvention EPCI	69 000,00	2,19%
Sous-total Subventions	147 400,00	4,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 535 341,00	48,65%
Prêt CDC foncier	1 072 440,00	33,98%
1%	400 000,00	12,68%
Sous-total Prêts	3 007 781,00	95,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	540,00	0,02%

Sous-total Fonds Propres	540,00	0,02%
Total du Financement (I + II + III)	3 155 721,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 155 721,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention: 2 238 174,13 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	920,04 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS » 15 920,04 m²

Assiette *	:	1 508 236,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	445,27 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I » 8 445,27 m²

Assiette *	:	729 938,11 €
Taux de subvention	:	10,74 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 365,31 m²
Assiette : 2 238 174,13 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,50 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	991 025,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 565 226,30 €
Prestations intellectuelles et frais	25 346,00 €
Prix de revient H.T.	2 581 598,00 €
Montant de la TVA	574 123,00 €
Prix de revient TTC	3 155 721,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 311,36 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUEIL
22.11.18
TRET 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550137

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500145

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13110 Trets

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : TRET - 18 rue du 1er mai
18 rue du 1er mai
13530 Trets

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour

l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 30 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

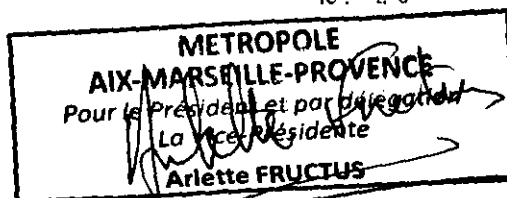
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600,00	19,56%
Subvention EPCI	6 000,00	7,07%
Sous-total Subventions	22 600,00	26,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	21 051,00	24,30%
Prêt CDC logement	38 539,00	45,40%
Sous-total Prêts	59 590,00	70,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 690,00	3,17%
Sous-total Fonds Propres	2 690,00	3,17%
Total du Financement (I + II + III)	84 880,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 600,00	8,97%
Subvention EPCI	11 124,00	7,34%
Sous-total Subventions	24 724,00	16,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	45 172,00	29,79%
Prêt CDC logement	76 381,00	50,36%
Sous-total Prêts	121 553,00	80,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 378,00	3,55%
Sous-total Fonds Propres	5 378,00	3,55%
Total du Financement (I + II + III)	151 655,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 200,00	12,77%
Subvention EPCI	17 124,00	7,24%
Sous-total Subventions	47 324,00	20,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	114 920,00	48,58%
Prêt CDC foncier	66 223,00	28,00%
Sous-total Prêts	181 143,00	76,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	8 068,00	3,41%
Sous-total Fonds Propres	8 068,00	3,41%
Total du Financement (I + II + III)	236 535,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	236 535,00	

31 0034
61 11 52
61 7644

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 266 548,28 €

Aide : PLUS			
Logements « Collectif »	2		103,00 m ²
Logements « Individuel »			
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2		103,00 m ²
	Assiette *		181 837,70 €
	Taux de subvention		7,48 %
	SUBVENTION		13 600,00 €
<hr/>			
Aide : PLA-I			
Logements « Collectif »	1		48,00 m ²
Logements « Individuel »			
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1		48,00 m ²
	Assiette *	:	84 730,58 €
	Taux de subvention	:	19,59 %
	SUBVENTION	:	16 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	151,00 m ²
Assiette : 266 548,28 €	SUBVENTION :	30 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,33 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 30 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	193 535,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	27 450,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 094,00 €
Prix de revient H.T.	230 079,00 €
Montant de la TVA	6 456,00 €
Prix de revient TTC	236 535,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 566,46 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**RECUEIL
22.11.18
PART. 13**

**DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

Numéro d'opération :

2018130550084

N° SIREN du maître d'ouvrage

503956385

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SARL SP2G

29 la souque negre

13112 La Destrousse

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500134

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13019 Cabriès

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Le Clos de l'Auberge - Extension

rue Marie Pierre Koenig - Calas

Lieu-dit l'Eclair

13480 Cabriès

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

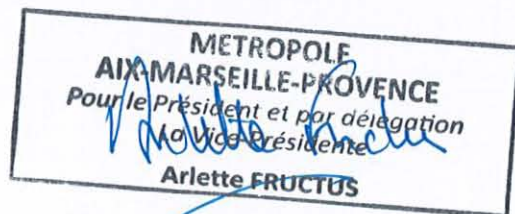
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 12 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 24 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SARL SP2G (n° SIREN : 503956385).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le :

20 NOV. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 616 346,00	50,00%	2,11%
Prêts Autres	432 000,00	13,36%	
Sous-total Prêts	2 048 346,00	63,36%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 184 346,00	36,64%	
Sous-total Fonds Propres	1 184 346,00	36,64%	
Total du Financement (I + II + III)	3 232 692,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 232 692,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	633,63 m²
Logements « Individuel »	12	682,48 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	24	1 316,11 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 316,11 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	937 726,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 689 666,67 €
Prestations intellectuelles et frais	226 572,98 €
Prix de revient H.T.	2 853 965,65 €
Montant de la TVA	378 726,35 €
Prix de revient TTC	3 232 692,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 456,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 11 55
01 7344

18 / 025 / 07

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550007

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500135

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13007 Auriol

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

20181305500135

Opération : AURIOL- BEL AIR
Montée Bel Air
13390 Auriol

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

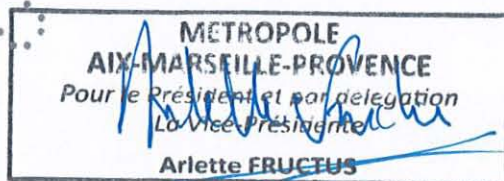
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 NOV. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	103 278,00	34,19%
Prêt CDC logement	69 554,00	23,02%
l%.	40 000,00	13,24%
Prêts Autres	14 000,00	4,63%
Sous-total Prêts	226 832,00	75,08%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	75 282,00	24,92%
Sous-total Fonds Propres	75 282,00	24,92%
Total du Financement (I + II + III)	302 114,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	7,69%
Sous-total Subventions	9 800,00	7,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	43 656,00	34,24%
Prêt CDC logement	29 401,00	23,06%
l%.	0,00	0,00%
Prêts Autres	7 000,00	5,49%
Sous-total Prêts	80 057,00	62,79%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	37 640,00	29,52%
Sous-total Fonds Propres	37 640,00	29,52%
Total du Financement (I + II + III)	127 497,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	2,28%
Sous-total Subventions	9 800,00	2,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	98 955,00	23,03%
Prêt CDC foncier	146 934,00	34,20%
Prêts Autres	21 000,00	4,89%
l%.	40 000,00	9,31%
Sous-total Prêts	306 889,00	71,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	112 922,00	26,28%

Sous-total Fonds Propres	112 922,00	26,28%
Total du Financement (I + II + III)	429 611,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	429 611,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 312 365,88 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	135,98 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	135,98 m²
Assiette *	:	219 557,08 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	57,48 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	57,48 m²
Assiette *	:	92 808,80 €
Taux de subvention	:	10,56 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	193,46 m²
Assiette : 312 365,88 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,14 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

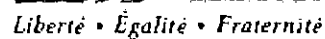
SUBVENTION : 9 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	137 162,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	195 946,00 €
Prestations intellectuelles et frais	58 784,00 €
Prix de revient H.T.	391 892,00 €
Montant de la TVA	37 719,00 €
Prix de revient TTC	429 611,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 220,67 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REC'D
22 11 16
PM 10

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

2018130550058

573620754

Entreprises HLM

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

20181305500131

Neuf

13087 Rousset

Logements ordinaires

Ménages

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

2018

Opération : ROUSSET - COTE VICTOIRE
LES BANNETTES - RD7N
13790 Rousset

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 8 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le :

20 NOV. 2018

RECUEIL
2011-12
PART 13

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	90 000,00	6,77%
Subvention EPCI	75 642,00	5,69%
Sous-total Subventions	165 642,00	12,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	407 147,00	30,64%
Prêt CDC logement	390 325,00	29,37%
Prêts Autres	42 000,00	3,16%
Sous-total Prêts	839 472,00	63,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	323 803,00	24,37%
Sous-total Fonds Propres	323 803,00	24,37%
Total du Financement (I + II + III)	1 328 917,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	4,17%
Subvention Commune	30 000,00	6,39%
Subvention EPCI	32 418,00	6,90%
Sous-total Subventions	82 018,00	17,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	135 716,00	28,89%
Prêt CDC logement	130 108,00	27,70%
Prêts Autres	14 000,00	2,98%
Sous-total Prêts	279 824,00	59,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	107 935,00	22,98%
Sous-total Fonds Propres	107 935,00	22,98%
Total du Financement (I + II + III)	469 777,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	120 000,00	6,67%
Subvention Etat	19 600,00	1,09%
Subvention EPCI	108 060,00	6,01%
Sous-total Subventions	247 660,00	13,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	520 433,00	28,93%
Prêt CDC foncier	542 863,00	30,18%
Prêts Autres	56 000,00	3,11%

Sous-total Prêts	1 119 296,00	62,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	431 738,00	24,00%
Sous-total Fonds Propres	431 738,00	24,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 798 694,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 798 694,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 218 119,49 €

Aide : PLUS

Nombre de logements : Surface utile

Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	540,30 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	540,30 m²
Assiette *	:	913 589,62 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements : Surface utile

Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	180,10 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	180,10 m²
Assiette *	:	304 529,87 €
Taux de subvention	:	6,44 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	720,40 m²
Assiette : 1 218 119,49 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,61 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 19 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	573 198,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	818 855,00 €
Prestations intellectuelles et frais	245 656,00 €
Prix de revient H.T.	1 637 709,00 €
Montant de la TVA	160 985,00 €
Prix de revient TTC	1 798 694,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 496,80 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2019
01.11.2019
01.10.2019

18 / 6 27 / 0

RECUE
20.11.18
17.11.18

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550120

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500143

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :

DUO VERDE_PLS

Chemin de la station

13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	20 829,00	3,21%	
Sous-total Subventions	20 829,00	3,21%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	188 122,00	29,04%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	304 951,00	47,07%	1,86%
Prêts Autres	28 000,00	4,32%	
Sous-total Prêts	521 073,00	80,42%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	105 999,00	16,36%	
Sous-total Fonds Propres	105 999,00	16,36%	
Total du Financement (I + II + III)	647 901,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	647 901,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

297,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

297,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

297,55 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

176 903,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

400 272,00 €

Prestations intellectuelles et frais

13 009,00 €

Prix de revient H.T.

590 184,00 €

Montant de la TVA

57 717,00 €

Prix de revient TTC

647 901,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 177,45 €

Décision No : 20181305500143

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01.11.22
01.7044

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550088

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500128

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : DUO VERDE
Chemin de la station
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	94 773,00	6,43%
Sous-total Subventions	94 773,00	6,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	402 968,00	27,34%
Prêt CDC logement	643 477,00	43,65%
Prêts Autres	56 000,00	3,80%
Sous-total Prêts	1 102 445,00	74,79%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	276 809,00	18,78%
Sous-total Fonds Propres	276 809,00	18,78%
Total du Financement (I + II + III)	1 474 027,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	7,50%
Subvention EPCI	43 200,00	8,27%
Sous-total Subventions	82 400,00	15,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	142 865,00	27,34%
Prêt CDC logement	228 133,00	43,65%
Prêts Autres	28 000,00	5,36%
Sous-total Prêts	398 998,00	76,35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	41 190,00	7,88%
Sous-total Fonds Propres	41 190,00	7,88%
Total du Financement (I + II + III)	522 588,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	1,96%
Subvention EPCI	137 973,00	6,91%
Sous-total Subventions	177 173,00	8,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	871 610,00	43,65%
Prêt CDC foncier	545 833,00	27,34%
Prêts Autres	84 000,00	4,21%
Sous-total Prêts	1 501 443,00	75,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	317 999,00	15,93%

Sous-total Fonds Propres	317 999,00	15,93%
Total du Financement (I + II + III)	1 996 615,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 996 615,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 374 632,33 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	676,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	676,95 m²
Assiette *	:	1 014 839,80 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	240,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	240,00 m²
Assiette *	:	359 792,53 €
Taux de subvention	:	10,90 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	916,95 m²
Assiette : 1 374 632,33 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,85 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	545 157,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 233 503,00 €
Prestations intellectuelles et frais	40 089,00 €
Prix de revient H.T.	1 818 749,00 €
Montant de la TVA	177 866,00 €
Prix de revient TTC	1 996 615,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 177,45 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUEIL
2011-18
MARS 13

**DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

Numéro d'opération :
2018130550145

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500132

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13087 Rousset

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA BASTIDE_PLS
ACCES L. ALARD- QUARTIER LA BASTIDETTE
13790 ROUSSET

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	30 000,00	5,70%	
Subvention EPCI	15 488,00	2,94%	
Sous-total Subventions	45 488,00	8,64%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	168 322,00	31,98%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	147 523,00	28,02%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	11 794,00	2,24%	1,86%
Prêts Autres	21 000,00	3,99%	
Sous-total Prêts	348 639,00	66,23%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	132 281,00	25,13%	
Sous-total Fonds Propres	132 281,00	25,13%	
Total du Financement (I + II + III)	526 408,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	526 408,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

221,25 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

221,25 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

221,25 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

167 966,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

239 952,00 €

Prestations intellectuelles et frais

71 986,00 €

Prix de revient H.T.

479 904,00 €

Montant de la TVA

46 504,00 €

Décision No : 20181305500132

Page : 3/4

Prix de revient TTC

526 408,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 379,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 000 €
et 11 33
01 7000

18 / 6 30 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550221

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500146

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13087 Rousset

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA BASTIDE
ACCES L. ALARD- QUARTIER LA BASTIDETTE
13790 ROUSSET



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 NOV. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	35 876,00	7,20%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	35 876,00	7,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	161 493,00	32,40%
Prêt CDC logement	119 009,00	23,88%
Prêts Autres	28 000,00	5,62%
Sous-total Prêts	308 502,00	61,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	154 054,00	30,91%
Sous-total Fonds Propres	154 054,00	30,91%
Total du Financement (I + II + III)	498 432,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	5,50%
Subvention EPCI	35 107,00	6,57%
Subvention Commune	120 000,00	22,45%
Sous-total Subventions	184 507,00	34,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	122 912,00	22,99%
Prêt CDC logement	90 578,00	16,95%
Prêts Autres	21 000,00	3,93%
Sous-total Prêts	234 490,00	43,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	115 541,00	21,62%
Sous-total Fonds Propres	115 541,00	21,62%
Total du Financement (I + II + III)	534 538,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	120 000,00	11,62%
Subvention Etat	29 400,00	2,85%
Subvention EPCI	70 983,00	6,87%
Sous-total Subventions	220 383,00	21,33%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	209 587,00	20,29%
Prêt CDC foncier	284 405,00	27,53%
Prêts Autres	49 000,00	4,74%

Sous-total Prêts	542 992,00	52,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	269 595,00	26,10%
Sous-total Fonds Propres	269 595,00	26,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 032 970,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 032 970,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 727 986,87 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	256,26 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Taux pour le financement des logements « PLUS »	4	256,26 m²
Assiette *	:	413 370,08 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	195,04 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Taux pour le financement des logements « PLA-I »	3	195,04 m²
Assiette *	:	314 616,79 €
Taux de subvention	:	9,34 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	451,30 m²
Assiette : 727 986,87 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,04 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

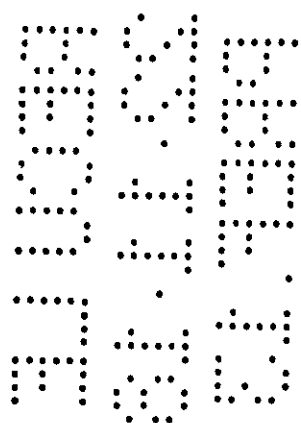
SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	329 201,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	470 287,00 €
Prestations intellectuelles et frais	141 086,00 €
Prix de revient H.T.	940 574,00 €
Montant de la TVA	92 396,00 €
Prix de revient TTC	1 032 970,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 288,88 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 6 3 1 / D

2018
11.10
13

DÉCISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550272

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500144

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13085 Roquefort-la-Bédoule

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

LES HAUTS DE ROCA FORTIS

AV DU DOCTEUR MICHELANGELI

13830 Roquefort-la-Bédoule

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI), et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

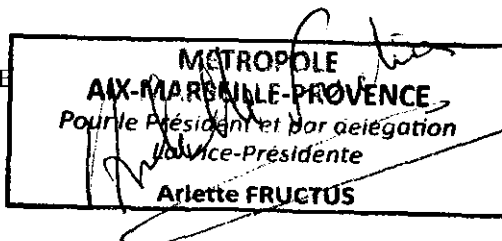
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 6 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 NOV. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	30 000,00	4,94%
Subvention EPCI	18 000,00	2,96%
Sous-total Subventions	48 000,00	7,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	195 693,00	32,23%
Prêt CDC logement	160 005,00	26,35%
l%.	40 000,00	6,59%
Prêts Autres	42 000,00	6,92%
Sous-total Prêts	437 698,00	72,09%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	121 425,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	121 425,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	607 123,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	607 123,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 445 399,73 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

254,28 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

6

254,28 m²

Assiette *

:

445 399,73 €

Taux de subvention

:

0,00 %

SUBVENTION

:

0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

254,28 m²

Assiette : 445 399,73 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

193 754,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

276 791,00 €

Décision No : 20181305500144

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	83 087,00 €
Prix de revient H.T.	553 632,00 €
Montant de la TVA	53 491,00 €
Prix de revient TTC	607 123,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 387,62 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 6 3 2 / D 1

2018.11.13
13.11.18
13.11.18

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550160

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500149

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ILOT 2B NORD EUROMED_PLS
rue de Ruffi
13002 Marseille - 2e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III;

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 14 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	655 483,00	33,25%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	349 840,00	17,75%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	670 777,00	34,03%	1,86%
Prêts Autres	98 000,00	4,97%	1,64%
Sous-total Prêts	1 774 100,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	197 122,00	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	197 122,00	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 971 222,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 971 222,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

14

792,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

14

792,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Surface utile :

792,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	698 296,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 090 304,00 €
Prestations intellectuelles et frais	81 996,00 €
Prix de revient H.T.	1 870 596,00 €
Montant de la TVA	100 626,00 €
Prix de revient TTC	1 971 222,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 486,41 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

0000 0000
0000 0000
0000 0000
0000 0000

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550065

N° SIREN du maître d'ouvrage

475680815

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500148

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

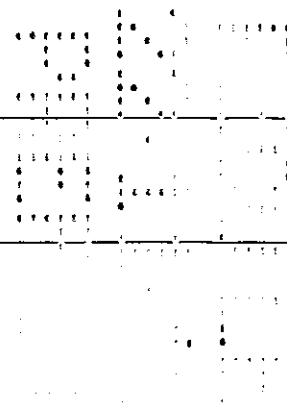
2018

Opération :

ILOT 2B NORD EUROMED

rue de Ruffi

13002 Marseille - 2e arrondissement



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 30 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 30 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 26 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

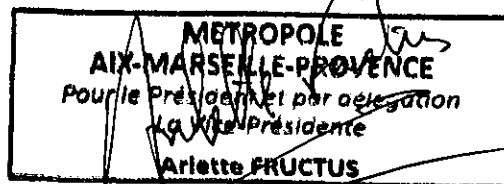
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 422 454,00	35,52%
Prêt CDC logement	2 188 226,00	54,64%
Sous-total Prêts	3 610 680,00	90,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	393 776,00	9,83%
Sous-total Fonds Propres	393 776,00	9,83%
Total du Financement (I + II + III)	4 004 456,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	7,27%
Sous-total Subventions	39 200,00	7,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	188 432,00	34,97%
Prêt CDC logement	250 674,00	46,52%
Sous-total Prêts	439 106,00	81,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	60 557,00	11,24%
Sous-total Fonds Propres	60 557,00	11,24%
Total du Financement (I + II + III)	538 863,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	0,86%
Sous-total Subventions	39 200,00	0,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 438 900,00	53,68%
Prêt CDC foncier	1 610 886,00	35,46%
Sous-total Prêts	4 049 786,00	89,14%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	454 333,00	10,00%
Sous-total Fonds Propres	454 333,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 543 319,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 543 319,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 121 965,06 €

Décision No : 20181305500148

Aide : PLUS		
Logements « Collectif »	Nombre de logements 26	Surface utile 1 722,15 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26	1 722,15 m²
Assiette *	:	2 756 327,35 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I		
Logements « Collectif »	Nombre de logements 4	Surface utile 228,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	228,45 m²
Assiette *	:	365 637,71 €
Taux de subvention	:	10,72 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	1 950,60 m²
Assiette : 3 121 965,06 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,26 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	39 200,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 434 622,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 708 043,00 €
Prestations intellectuelles et frais	168 192,00 €
Prix de revient H.T.	4 310 857,00 €
Montant de la TVA	232 462,00 €
Prix de revient TTC	4 543 319,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 329,19 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 6 3 4 / D

PROVENCE
2018
MÉTROPOLÉ

**DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

Numéro d'opération :
2015130550084_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500136
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		18/05/2018	
N° de la décision favorable		20181305500015	
Exercice		2018	
		16 boulevard Danielle Casanova	
		13014 MARSEILLE	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

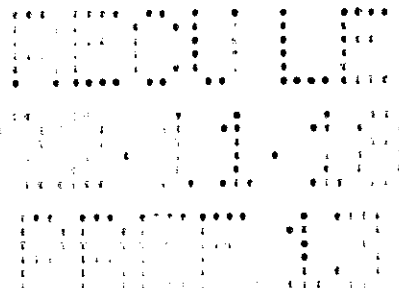
DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n°SIREN : 751956624).
- | | |
|---|--------------------------|
| pour un prêt d'un montant maximum de : | 45 886,76 € |
| pour une subvention d'un montant maximum de : | 13 200,00 € |
| nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : | 0 logement(s) locatif(s) |
| à réaliser à : Marseille - 14e arrondissement. | |
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018





DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2010130550053_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500141

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLUS / PLAI 90 AVENUE CAMILLE PELLETAN - EF
90, avenue Camille Pelletan
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/11/2010	20101305500072
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
111 bd national		
BP 204		
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	748 935,53 €	849 281,39 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 65 000,00 €	(B) 65 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 19 500,00 €
Solde à verser		(B-C) 45 500,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2010



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	41 000,00	2,67%
Surcharge foncière	35 543,20	2,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	1,96%
Ville de Marseille	70 000,00	4,57%
Conseil Régional	50 391,81	3,29%
Sous-total Subventions	226 935,01	14,80%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	498 514,00	32,52%
Autres	568 360,00	37,07%
Prêt CDC foncier	110 655,00	7,22%
Sous-total Prêts	1 177 529,00	76,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	128 622,54	8,39%
Sous-total Fonds Propres	128 622,54	8,39%
Total du Financement (I + II + III)	1 533 086,55	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	24 000,00	12,06%
Surcharge foncière	7 356,80	3,70%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	6 000,00	3,02%
Ville de Marseille	14 000,00	7,04%
Conseil Régional	10 430,19	5,24%
Sous-total Subventions	61 786,99	31,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	90 488,00	45,48%
Autres	0,00	0,00%
Prêt CDC foncier	20 086,00	10,09%
Sous-total Prêts	110 574,00	55,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	26 622,54	13,38%
Sous-total Fonds Propres	26 622,54	13,38%
Total du Financement (I + II + III)	198 983,53	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	2,08%
Conseil Régional	60 822,00	3,51%
Ville de Marseille	84 000,00	4,85%
Subvention Etat	65 000,00	3,75%

Surcharge foncière	42 900,00	2,48%
Sous-total Subventions	288 722,00	16,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	589 002,00	34,01%
Prêt CDC foncier	130 741,00	7,55%
Autres	568 360,00	32,81%
Sous-total Prêts	1 288 103,00	74,37%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	155 245,08	8,96%
Sous-total Fonds Propres	155 245,08	8,96%
Total du Financement (I + II + III)	1 732 070,08	100,00%
Coût de l'opération/dépassement	1 732 070,08	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 849 281,39 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	419,94 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	419,94 m²
Assiette *	:	703 640,51 €
Taux de subvention	:	5,83 %
SUBVENTION	:	41 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	86,92 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	86,92 m²
Assiette *	:	145 640,88 €
Taux de subvention	:	16,48 %
SUBVENTION	:	24 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	506,86 m²
Assiette : 849 281,39 €	SUBVENTION :	65 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	7,65 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	506,86 m²
Assiette de subvention	:	1 149 181,08 €
Taux de subvention	:	3,73 %
Montant de subvention	:	42 900,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 107 900,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	1 216 899,41 €
Coût du bâtiment ou des travaux	413 938,41 €
Prestations intellectuelles et frais	61 699,98 €
Prix de Revient H.T.	1 692 537,80 €
Montant de la TVA	39 532,28 €
Prix de revient TTC	1 732 070,08 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	3 417,26 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	42 900,00	3,73%
Ville de Marseille	84 000,00	7,31%
Conseil Général	30 000,00	2,61%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	3,13%
Conseil Régional	41 172,00	3,58%
Sous-total Subventions	234 072,00	20,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	568 360,00	49,46%
Autres	191 504,00	16,66%
Sous-total Prêts	759 864,00	66,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	155 245,08	13,51%
Sous-total Fonds Propres	155 245,08	13,51%
Total du Financement (I + II + III)	1 149 181,08	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 149 181,08	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	582 889,00 €
Surface utile totale	506,86 m²
Dont SU Collectif	506,86
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 216 899,41 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 149 181,08 €
Taux de la subvention	3,73 %

18 / 6 3 6 / D

MARSEILLE
20.11.18
13003

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2010130550053_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500140

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLUS / PLA1 90 AVENUE CAMILLE PELLETAN - EF
90, avenue Camille Pelletan
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/11/2010	20101305500073
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 089 936,00 €	1 149 181,08 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	42 900,00	42 900,00
Montant des acomptes versés		(C) 24 753,30 €
Solde à verser		(B-C) 18 146,70 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2010

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette FRUCTUS

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	42 900,00	3,73%
Ville de Marseille	84 000,00	7,31%
Conseil Général	30 000,00	2,61%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	3,13%
Conseil Régional	41 172,00	3,58%
Sous-total Subventions	234 072,00	20,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	568 360,00	49,46%
Autres	191 504,00	16,66%
Sous-total Prêts	759 864,00	66,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	155 245,08	13,51%
Sous-total Fonds Propres	155 245,08	13,51%
Total du Financement (I + II + III)	1 149 181,08	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 149 181,08	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	582 889,00 €
Surface utile totale	506,86 m²
Dont SU Collectif	506,86
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 216 899,41 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	1 216 899,41 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 149 181,08 €
Taux de la subvention	3,73 %

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550015 C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

[illegible]

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500139

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercise

2018

Opération : 15 PLUS / 5 PLA1 -La Roselière 5
Châteauneuf-les-Martigues - 768K1
Quartier de l'Afféragé
La Charité
13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

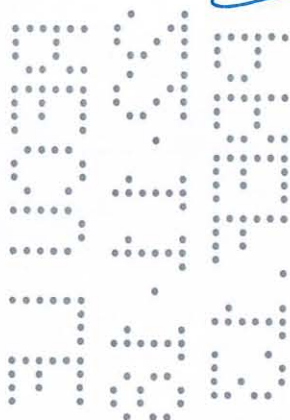
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	08/10/2015	20151305500077
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		
Ville :	84000 AVIGNON	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 957 003,71 €	3 008 320,97 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 49 000,00 €	(B) 49 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 39 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

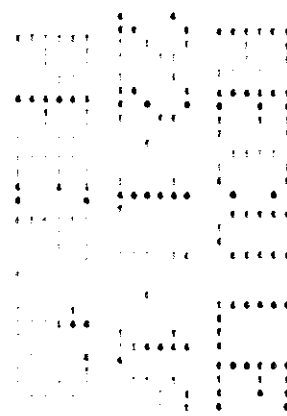
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	45 000,00	1,40%
Subvention EPCI	45 000,00	1,40%
Autres	1 908,00	0,06%
Sous-total Subventions	91 908,00	2,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 320 361,00	71,99%
Prêt CDC foncier	793 493,00	24,62%
Sous-total Prêts	3 113 854,00	96,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	17 500,13	0,54%
Sous-total Fonds Propres	17 500,13	0,54%
Total du Financement (I + II + III)	3 223 262,13	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,59%
Subvention Département	15 000,00	1,40%
Subvention EPCI	15 000,00	1,40%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	79 000,00	7,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	724 454,00	67,84%
Prêt CDC foncier	264 497,00	24,77%
Sous-total Prêts	988 951,00	92,60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 067 951,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	1 908,00	0,04%
Subvention Département	60 000,00	1,40%
Subvention Etat	49 000,00	1,14%
Subvention EPCI	60 000,00	1,40%
Sous-total Subventions	170 908,00	3,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 044 815,00	70,95%
Prêt CDC foncier	1 057 990,00	24,65%



Sous-total Prêts	4 102 805,00	95,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	17 500,13	0,41%
Sous-total Fonds Propres	17 500,13	0,41%
Total du Financement (I + II + III)	4 291 213,13	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 291 213,13	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 008 320,97 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	15	1 380,30 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	1 380,30 m²
Assiette *	:	2 256 240,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	5	460,10 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	460,10 m²
Assiette *	:	752 080,24 €
Taux de subvention	:	6,52 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 840,40 m²
Assiette : 3 008 320,97 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,63 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 028 851,25 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 468 358,67 €
Prestations intellectuelles et frais	566 605,00 €
Prix de Revient H.T.	4 063 814,92 €
Montant de la TVA	227 398,21 €
Prix de revient TTC	4 291 213,13 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 331,67 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20181305500139

Page : 4/5

18 / 038 / D

DÉCISION
 N° 18-13-13
 13014

DECISION DE FINANCEMENT
 CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2015130550084_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 751956624

Famille d'organisme
 Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500137

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 1PLAadapté/16BdCasanova/ét5/logt23/13014/Pact13
 16 boulevard Danielle Casanova
 13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500152
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	125 483,36 €	123 219,73 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	9,51%
PLAI adapté	12 960,00	9,33%
Conseil Général	13 601,00	9,80%
Conseil Régional	30 900,00	22,25%
Subvention EPCI	3 000,00	2,16%
Ville de Marseille	5 000,00	3,60%
Subvention Autres	14 307,82	10,30%
Sous-total Subventions	92 968,82	66,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	24 582,30	17,70%
Prêt CDC foncier	21 304,46	15,34%
Sous-total Prêts	45 886,76	33,05%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	138 855,58	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	138 855,58	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 123 219,73 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

80,16 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

80,16 m²

Assiette * : 123 219,73 €

Taux de subvention : 10,71 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 80,16 m²

Assiette : 123 219,73 € SUBVENTION : 13 200,00 €

Taux moyen de subvention : 10,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

111 654,02 €

Décision No : 20181305500137

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	17 571,85 €
Prestations intellectuelles et frais	8 059,00 €
Prix de Revient H.T.	137 284,87 €
Montant de la TVA	1 570,71 €
Prix de revient TTC	138 855,58 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 732,23 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

01.11.25

01.7344

18 / 6 3 9 / D

RECUE
20.11.18
14.01.19

**DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

Numéro d'opération :
2015130550015_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500138

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	12/06/2018	15 PLUS / 5 PLAI -La Roselière 5	
N° de la décision favorable	20181305500042	Châteauneuf-les-Martigues - 768K1	
Exercice	2018	Quartier de l'Afférage	
		La Charité	
		13220 Châteauneuf-les-Martigues	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : GRAND DELTA HABITAT (n°SIREN : 662620079).
pour un prêt d'un montant maximum de : 4 102 805,00 €
pour une subvention d'un montant maximum de : 49 000,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 0 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Châteauneuf-les-Martigues.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 NOV. 2018



MARSEILLE
2018
2018

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550105_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500142

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13210 Marseille - 10e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
1 boulevard Saint Jean - 8ème étage -H&H - IPLAI
1 boulevard Saint Jean
8ème étage
13010 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	18/12/2015	20151305500226
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
	69 che de vassieux	
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	105 602,86 €	105 602,86 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

20 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	8,19%
Ville	5 000,00	3,10%
Conseil Régional	39 600,00	24,57%
Sous-total Subventions	57 800,00	35,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	37 426,00	23,22%
Sous-total Prêts	37 426,00	23,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	65 946,00	40,92%
Sous-total Fonds Propres	65 946,00	40,92%
Total du Financement (I + II + III)	161 172,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	161 172,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 105 602,86 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

65,84 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

65,84 m²

Assiette * : 105 602,86 €

Taux de subvention : 12,50 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 65,84 m²

Assiette : 105 602,86 € SUBVENTION : 13 200,00 €

Taux moyen de subvention : 12,50 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT 142 169,53 €

Coût du bâtiment ou des travaux 8 329,00 €

Prestations intellectuelles et frais 9 319,43 €

Prix de Revient H.T. 159 817,96 €

Montant de la TVA 1 354,04 €

Décision No : 20181305500142

Page : 3/4

Prix de revient TTC

161 172,00 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 447,93 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

31.10.2019
01.11.2019
01.12.2019

Décision n° 18/641/D

Préemption d'un bien immobilier bâti cadastré BW numéro 100 d'une superficie de 29a 29ca, sis 5172 avenue André Aune (RN7 Est) sur la commune de Sénas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 16.09.086 du 20 septembre 2016 du Conseil Municipal de la commune de Sénas, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 2 février 1993 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Sénas le 23 août 2018 enregistrée sous le n°01310518M0065 portant aliénation d'un terrain bâti cadastré BW 100, sis 5172 avenue André Aune et d'un terrain non bâti cadastré BW 97 sis l'Arenier, appartenant à Messieurs Pierre et André Ebrard ;
- La demande de communication de documents complémentaires à la Déclaration Intention d'Aliéner formulée par courrier le 19 octobre 2018 à la SCP Berardi et Maurin ;

- La réception des documents complémentaires du 26 octobre 2018 ayant pour effet la reprise du délai d'instruction porté au 26 novembre 2018 ;
- La saisine de Monsieur le Maire de Sénas par courrier du 15 novembre 2018 sur l'intérêt pour la Métropole de préempter le bien susvisé ;

CONSIDÉRANT

- Que le bien bâti cadastré section BW numéro 100 d'une superficie de 29a 29ca, classé en zone 1AUEb destinée à l'urbanisation à vocation économique au Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 20 septembre 2016 et modifié le 24 avril 2018, rentre dans le champ d'application du droit de préemption urbain susvisé ;
- Que le bien bâti cadastré section BW numéro 100 d'une superficie de 29a 29ca classé en zone 1AUEb est concerné par une Orientations d'Aménagement et de Programmation, qu'il est grevé d'une marge de recul de 35 mètres portant ainsi la surface constructible à 1 319 m² environ ;
- Que ce bien présente un intérêt métropolitain ;
- Que le bien non bâti cadastré section BW numéro 97 d'une superficie de 54a 59ca classé en zone A destinée à l'agriculture au plan local d'urbanisme de la Commune approuvé le 20 septembre 2016 et modifié le 24 avril 2018, ne rentre pas dans le champ d'application du droit de préemption urbain ;
- Que les biens proposés à la vente au prix de 110 000 euros semblent en deçà des prix de références ;
- Que les prix de références pratiqués dans la zone 1AUEb se situent entre 14 et 16 euros le m² ;
- Que les prix de références pratiqués en zone agricole se situent entre 3 et 6 euros le m² ;
- Que la Métropole ne saurait répondre à ce prix qu'elle juge surestimé ;
- Que le prix proposé ne pourra que se situer dans le cadre des valeurs de référence ;
- Que la Métropole ne préempte pas le bien non bâti cadastré BW 97 classé en zone Agricole en dehors du champ de ses compétences.

DECIDE

Article 1 :

D'exercer son droit de préemption urbain sur le bien immobilier bâti d'une superficie de 29a 29ca cadastré BW n°100 sis 5172 avenue André Aune à Sénas, appartenant à Messieurs Pierre et André Ebrard et d'acquérir ce bien au prix révisé de quarante mille euros soit 13,65 euros le m².

Article 2 :

De notifier la décision d'acquérir le bien ci-dessus désigné à la SCP Berardi et Maurin domiciliée BP 30005, 84301 Cavaillon Cedex, et aux propriétaires domiciliés 450 Chemin des Sigauds à Sénas (13560) pour Monsieur Pierre Ebrard, et 620 Chemin des Harras à Sénas pour Monsieur André Ebrard.

Article 3 :

Est désigné l'étude notariale de Maître Marie-Paule Andréani, sise 348 Place Général de Gaulle, 13300 Salon-de-Provence Cedex pour la rédaction de l'acte authentique.

Article 4 :

Les propriétaires disposent d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Soit leur accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Soit leur décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation.
- Soit leur renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de leur part est considéré comme une renonciation.

Article 5 :

Est adressée une copie de la décision d'acquérir au domicile de l'acquéreur.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/642/D

Modification de la décision 16/349/D - création de la sous régies de recettes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'article 6 de l'arrêté constitutif de la régie créant des sous-régies de recettes auprès du service des déplacements, transports et infrastructures du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017;

DECIDE

Article 1 :

L'article 2 de la décision n°16/349/D est modifié comme suit :

« Une nouvelle sous-régie est installée dans les locaux de : Presse le Sagittaire, Monsieur Serge Braun, 54 avenue Jean Jaurès, 13530 Trets.

Il convient de la rajouter à la liste des sous-régies existantes. »

Article 2 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/643/D

Modification de la décision n°16/225/D - Régie de recettes - Nouveaux Autocars Provence- pour l'encaissement des titres de transports et infractions

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n°16/225/D du 11 octobre 2016 relative à la création de la régie ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier l'article 1 de la décision n°16/225/D du 11 octobre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

« Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes « Nouveaux Autocars Provence » pour l'encaissement de titres de transports et infractions pour les lignes :

Cassis Casino – Gare SNCF,
Roquefort-la-Bédoule – Cassis – Carnoux-en-Provence – Gémenos,
Cassis Parking des Gorguettes – Centre Ville de Cassis (navettes estivales),
Parking des Gorguettes – Presqu'île du Bestouan (navettes estivales),
Carnoux-en-Provence (transport à la demande),
Roquefort-la-Bédoule (transport à la demande),
Cassis (transport à la demande),
Cassis-Carnoux-en-Provence -La Ciotat,
Roquefort-la-Bédoule – La Ciotat. »

Article 2 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/644/D

Modification de la décision n°16/228/D - Régie de recettes de la société "SUMA" pour l'encaissement des titres de transports et infractions

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier l'article 1 de la décision n°16/228/D du 11 octobre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

« Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes avec la société « SUMA » pour l'encaissement de titres de transports et infractions pour les lignes :

Sausset-les-Pins interne,
Châteauneuf-les-Martigues interne,
Carry-le-Rouet interne,
Sausset-les-Pins – Marseille,
Sausset-les-Pins – Carry-le-Rouet,

Cassis - Carnoux-en-Provence – La Ciotat,
Roquefort-la-Bedoule – La Ciotat,
Marseille – Carnoux-en-Provence – Cassis par la Gineste,
Marseille – Carnoux-en-Provence – Cassis par l'Autoroute. »

Article 2 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/645/D

Décision d'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par Maître Reghin (SELAS LLC & Associés) domicilié Espace Valtech - RN 98 - Giratoire de la Redonne à La Valette du Var

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804729-2 déposée devant le Tribunal Administratif du 14 juin 2018 aux fins d'annulation de la délibération n°2017/102 en date du 28 décembre 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire de la commune de la Bouilladisse.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par Maître Reghin (SELAS LLC & Associés) domicilié Espace Valtech - RN 98 - Giratoire de la Redonne à La Valette du Var.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Reghin pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/646/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Reghin pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Amir MAATALA dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Bouilladisse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1805518-4 déposée devant le Tribunal Administratif en date du 3 juillet 2018 aux fins d'annulation de la délibération n°2017/102 du 28 décembre 2017 portant approbation du PLU sur le territoire de la commune de la Bouilladisse.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par Maître Reghin (SELAS LLC & Associés) domicilié Espace Valtech - RN 98 - Giratoire de la Redonne à La Valette du Var.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Reghin pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/647/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Merindol dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804036-2 déposée devant le Tribunal Administratif en date du 23 mai 2018 aux fins d'annulation de la délibération n°URB014-3666/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 22 mars 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par Maître Xoual domicilié 49 rue de la Paix 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/648/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1808260-4 déposée devant le Tribunal Administratif en date du 12 octobre 2018 aux fins d'annulation partielle de la délibération n°URB014-3666/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par Maître Mialot domicilié 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/649/D

Désignation de Maître Christian Baillon Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société RDD Affichage

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1706722-5 déposée le 17 août 2018 par la société RDD Affichage devant le tribunal administratif de Marseille sollicitant l'annulation de deux titres exécutoires émis le 18 avril 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux fins d'exécution d'une redevance d'occupation du domaine public.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Christian Baillon Passe, domicilié 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/650/D

Désignation de la SELARL UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant aux occupants illicites du parking Mourepiane situé Chemin du Littoral à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le constat d'huissier établi le 19 septembre 2018 par la SCP Michel Bernard – Marie-Hélène Malick Duplaa – Emeric Bernard.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL UGGC Avocats, domiciliée 3/5 rue Gilbert Dru à Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/651/D

Désignation de la SELARL Cabanes Neveu Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires l'opposant à Monsieur Claude DI Domenico et à la Société d'Assurance Mutuelle des Armateurs et Professionnels de la Mer (SAMAP)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1802324-2 déposée le 16 mars 2018 par Monsieur Claude Di Domenico devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme de 585 137 euros en réparation des préjudices résultant des dégradations commises sur son navire Jade Marine ;
- La requête n°1804163-2 déposée le 26 mai 2018 par la Société d'Assurance Mutuelle des Armateurs et Professionnels de la Mer (SAMAP) devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme 60 000 euros correspondant à l'indemnisation versée à Monsieur Claude Di Domenico par l'assureur suite aux dommages constatés sur le navire Jade Marine ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par La SELARL Cabanes Neveu Associés, domiciliée 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/652/D

Désignation du cabinet Fidal pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à la SCI 309.3 contestant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1807535-4 déposée le 24 septembre 2018 par la SCI 309.3 devant le Tribunal administratif de Marseille sollicitant l'abrogation de la délibération n° 2015-349 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

Le Cabinet Fidal, domicilié 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/653/D

Désignation de Maître Christian Baillon Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant le dépôt sauvage constaté sur le Chemin du Mouton à Marseille 13011

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le constat d'huissier établi le 11 septembre 2018 par la SCP Michel Bernard– Marie-Hélène Malick Duplaa – Emeric Bernard.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de grande instance et d'être représenté dans cette affaire par Maître Christian Baillon Passé, domicilié 49 rue de la Paix Marcel Paul à Marseille 13001.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon Passé pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/654/D

Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illicite par les Gens du voyage de la ZAC Athelia V située à La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le constat d'huissier établi le 9 octobre 2018 par la SCP Michel Bernard – Marie-Hélène Malick Duplaa – Emeric Bernard

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés 5 rue Boussairolles à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/655/D

Décision d'ester en justice - Designation du Cabinet Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Frédéric Sausse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1709406-1 déposée au Tribunal Administratif, le 27 novembre 2017, par Monsieur Frédéric Sausse, agent, demandant l'annulation de la décision du Président de la Métropole, du 27 septembre 2017, refusant l'imputabilité au service du fait accidentel dont il a été victime le 22 mars 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1709406-1 et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Adamas Affaires Publiques, 55, boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/656/D

Désignation du cabinet Ernst & Young pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant le référé préventif à diligenter relatif aux travaux d'aménagement du parking de la Gare de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young, domicilié au 1-2 Place des Saisons Paris La défense à Courbevoie.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

Décision n° 18/657/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Ludovic Piffaretti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1807259-1 déposée par Monsieur Ludovic Piffaretti devant le Tribunal Administratif de Marseille le 12 septembre 2018 sollicitant l'annulation de la décision du 7 février 2018 en tant qu'elle limite la prise en charge de sa maladie d'origine professionnelle aux arrêts et soins jusqu'au 31 août 2015 et fixe la consolidation à cette date.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1807259-1 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

Décision n° 18/658/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Christian Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à la SARL Archimer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1801490-5 déposée par la SARL Archimer Plaisance Azur, demandant l'annulation du titre exécutoire n°000690 du 10 novembre 2017 émis au titre de la redevance d'occupation de l'année 2017, en application du contrat de sous-traité d'exploitation d'une aire de carénage et d'une station d'avitaillement sur le Port du Frioul.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire Maître Christian Baillon-Passe 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

Décision n° 18/659/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Cabinet Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes n°1805400-3 et 1807542-3 déposées devant le Tribunal Administratif par la Société Bronzo en opposition à des titres exécutoires relatifs à des pénalités appliquées dans le cadre du marché T170026MA de collecte des déchets ménagers et assimilés.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Seban et Associés, domiciliée 282 Bd Saint Germain à Paris 75007.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Seban et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/660/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose au Grand Conseil de la Mutualité

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le pourvoi n°H1821928, déposé le 19 septembre 2018, à la Cour de Cassation à l'encontre de l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 29 juin 2018, qui a débouté Le Grand Conseil de la mutualité de sa demande d'exonération du versement transport.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour de cassation dans le dossier n°H1821928 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix 204, rue Vaugirard à Paris 75015.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/661/D

Décision d'ester en justice - désignation du groupement Vedesi/Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Pascal Rodriguez

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1807486-1 déposée au Tribunal Administratif, le 19 septembre 2018, par Monsieur Pascal Rodriguez demandant l'annulation de la décision du 17 juillet 2018 du Président de la Métropole refusant sa mutation et l'indemnisation de ses préjudices ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Vedesi/Sindres, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/662/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition auprès de la Société Altarea Cogedim de trois parcelles de terrains sises impasses des Capriers, cadastrées 844 A 0075 - 0076 et 0077 à Marseille 8ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations au Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-208V1824 à 1826 du 5 septembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 13 octobre 2017, reçu par la Mairie de Marseille le 16 octobre 2017, la Société Altarea Cogedim a mis la Métropole Aix-Marseille-Provence en demeure d'acquérir trois parcelles de terrain d'une superficie totale de 1 272 m², cadastrées 844 A 0075 – 844 A 0076 et 844 A 0077 sises Impasse des Capriers à Marseille 8^{ème} arrondissement. Ces parcelles sont grevées d'un emplacement réservé n° 08-081 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Marseille pour création de voie nouvelle.

DECIDE

Article 1 :

Suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par la Société Altarea Cogedim, propriétaire des terrains en cause, il est décidé d'acquérir trois parcelles de terrain d'une superficie totale de 1 272 m², cadastrées 844 A 0075 – 844 A 0076 et 844 A 0077, sises impasse des Capriers à Marseille 8^{ème} arrondissement, pour un montant de 172 864 euros se décomposant en une indemnité principale de 156 240 euros et une indemnité de remploi de 16 624 euros.

Article 2 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus devra faire parvenir son accord écrit pour cette proposition ou sa volonté de retirer la mise en demeure d'acquérir. Conformément aux articles L230-1 et suivants du Code de l'Urbanisme régissant la procédure de la mise en demeure d'acquérir, à défaut d'accord amiable sur le prix dans le délai de 15 mois à compter de la réception en mairie de la mise en demeure d'acquérir, le juge l'expropriation, saisi, soit par le propriétaire, soit par la Métropole Aix-Marseille-Provence, prononcera le transfert de propriété et fixera le prix.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 20 rue Vacon à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 3 octobre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0559 portant aliénation de l'immeuble situé 20 rue Vacon à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 46 d'une superficie de 59 m² appartenant à la SCI CERON.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la Soléam, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble situé 20 rue Vacon à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 46 d'une superficie de 59 m² appartenant à la SCI CERON.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/664/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 9 rue Jean Roque à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 20 novembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0585 portant aliénation de l'immeuble situé 9 rue Jean Roque à Marseille 1er arrondissement, cadastré 803 B 175 d'une superficie de 91 m² appartenant à la SCI Les Embiez.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la Soléam, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble situé 9 rue Jean Roque à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 175 d'une superficie de 91 m² appartenant à la SCI Les Embiez.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/665/D

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé 79 route nationale 8 à Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur Madeddu et Madame Herrero.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0151 reçue le 30 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à l'organisation du maintien, à l'extension ou à l'accueil des activités économiques, article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des biens et droits immobiliers lots n° 3 et 46 situés 79 route nationale 8, cadastrés BA 74 d'une superficie de 3473 m², appartenant à Monsieur Madeddu Patrick et Madame Herrero Elodie, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/666/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM des biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble situé 35 avenue Vincent Scotto, à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

- La déclaration d'intention d'aliéner enregistrée sous le n° IA 13201 18 M570, reçue en Mairie de Marseille le 8 octobre 2018, portant aliénation de biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble situé 35 rue Vincent Scotto, à Marseille 1er arrondissement, cadastré 801 D 128, d'une superficie de 83,35m² appartenant à la SCI CERON.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 1 – 3 et 11 dépendant de l'immeuble situé 35 rue Vincent Scotto, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 801 D 128, d'une superficie de 83,35m², appartenant aux conjoints Bray.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/667/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam, d'un bien situé 19 rue Villeneuve, à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner enregistrée sous le n° IA 013201 18 M578, reçue en Mairie de Marseille le 9 octobre 2018, portant aliénation de biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble situé 19 rue Villeneuve, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 802 A 147, d'une superficie de 64m² appartenant à la SCI Un Sept.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 19 rue Villeneuve, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 802 A 147, d'une superficie de 64m², appartenant à la SCI Un Sept.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 37 rue d'Aubagne à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 15 octobre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0586 portant aliénation de l'immeuble situé 37 rue d'Aubagne à Marseille 1er arrondissement, cadastré 803 B 94.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 37 rue d'Aubagne à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 94 d'une superficie de 170 m², appartenant à la SARL Meyer Investissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam du lot n° 4 situé 19 rue Villeneuve à Marseille 1er arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 14 septembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0541 portant aliénation par adjudication rendue obligatoire de biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble situé 19 rue Villeuneuve à Marseille 1er arrondissement, cadastré 802 A 147.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot n° 4 dépendant de l'immeuble situé 19 rue Villeneuve à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 802 A 147 d'une superficie de 181,99 m² appartenant à la SCI Un Sept.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/670/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé 23 rue d'Isoard, à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2018

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 18 octobre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0588 portant aliénation de l'immeuble situé 23 rue d'Isoard à Marseille 1er arrondissement, cadastré 805 E 62 d'une superficie de 366 m² appartenant aux consorts Roure.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble situé 23 rue d'Isoard à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 805 E 62 d'une superficie de 366 m² appartenant aux consorts Roure.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/671/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Selas Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bensellam dans le cadre du refus de la reconnaissance d'un accident imputable au service

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1806114-1 déposée devant le Tribunal Administratif en date du 27 juillet 2018 aux fins d'infirmer la décision de rejet prise le 28 mai 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence rejetant l'imputabilité au service de l'accident de trajet en date du 26 juin 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Selas Adamas Affaires Publiques domicilié 55, boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Sela Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/672/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Parme pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Serge Perrotino dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Savournin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804156-2 déposée devant le Tribunal Administratif du 25 mai 2018 aux fins d'annulation de la délibération du 5 décembre 2017 portant approbation du PLU de la commune de Saint-Savournin.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Parme domicilié 12, boulevard de Courcelles à 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Parme pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/673/D

Création de la régie de recettes prolongée pour la gestion du crématorium de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 27 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer la régie de recettes prolongée pour le crématorium de Martigues pour l'encaissement des prestations du crématorium.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour la gestion du Crématorium de Martigues en lieu et place de la Régie qui était ouverte auprès de la Commune de Martigues anciennement dénommée Régie de recettes du Crématorium municipal.

Les recettes de la régie du crématorium s'impacteront sur le budget annexe du Crématorium de Martigues en fonction de la nature des recettes.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du :

Crématorium de Martigues
Chemin Château Perrin Quartier Réveilla
13500 Martigues.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre y compris le week-end et les jours fériés.

Article 4 :

Cette régie encaisse les produits suivants :

- dépôt d'urne
- recettes pour prestations de crémation et hommages
- locations de salle
- dispersion des cendres

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Par chèque
- En numéraire
- Par virement bancaire
- Par carte bancaire

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un justificatif de paiement.

Article 6 :

La date limite d'encaissement, par le régisseur, des recettes désignées à l'article 5, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 7 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN FR7610071130000000202022801 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie municipale du crématorium de Martigues auprès du comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 30 000 euros.

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Un fonds de caisse d'un montant de 100 euros est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 11 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans son acte de nomination et selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

L'intervention des mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 13 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 14 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie selon la réglementation en vigueur.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Décision n° 18/674/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par Monsieur Bessodes à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette 13011 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec Monsieur Bessodes et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Afin de sécuriser l'approvisionnement en eau brute des communes desservies par la dérivation Camoin-Aubagne du Canal de Marseille (Aubagne, Carnoux, Roquefort-la Bédoule, Cassis, la Ciotat, Ceyreste), la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser des travaux de confortement du tronçon de la Salette, dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.

La réalisation de ces travaux de busage du Canal de Marseille nécessitent d'occuper temporairement le terrain de Monsieur Jacques Bessodes, propriétaire de deux parcelles voisines du Canal, pour l'installation de la base de vie du chantier et l'accès à la voirie publique.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Monsieur Bessodes l'autorisation d'occuper les deux parcelles susmentionnées, soit une superficie d'environ 2130 m² pendant toute la durée des travaux, estimée à huit mois.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette, 13011 Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une autorisation d'occupation temporaire sur une emprise de la propriété de Monsieur Bessodes, parcelles 211871 D 0146 et 211871 D 0281, située 63 chemin de la Salette, 13011 Marseille ;
- Qu'à cette fin, une convention portant autorisation d'occupation temporaire a été conclue avec Monsieur Bessodes ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie par Monsieur Bessodes à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux de confortement du Canal de Marseille sur le secteur de la Salette 13011 Marseille, pour une durée estimée à huit mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Décembre 2018

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 70 millions d'euros auprès de la Société Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 21 novembre 2018 proposée par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	70 000 000 €
Durée	20 ans
Taux d'intérêt	1,50% - valeur au 21/11/18, à actualiser lors de la fixation des conditions définitives par téléphone vs Euribor 3 mois + 0.52%
Date de déblocage	21/12/2018
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Soulte de rupture des conditions financières	L'Emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement , pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt , du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt. Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.
Commissions d'engagement	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 70 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est donnée à Monsieur Didier Kelfha, Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Article 4

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Article 4

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 5

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/676/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 30 millions d'euros auprès de la Société Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 21 novembre 2018 proposée par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	30 000 000 €
<u>Phase de mobilisation :</u>	A partir de la date de la signature du contrat, jusqu'au 15/05/2019
Intérêts	Euribor 1, 3, 6 mois + 0,40% (Index flooré à zéro)
Commission de non utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0,05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.

<u>Phase de consolidation</u>	20 ans
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	1,56 % - valeur au 21/11/18, à actualiser lors de la fixation des conditions définitives par téléphone vs Euribor 3 mois + 0.52%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Soulte de rupture des conditions financières	L'Emprunteur devra régler à la Société Générale une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la Société Générale résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt. Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la Société Générale, ledit gain sera reversé par la Société Générale à l'Emprunteur.
Commissions d'engagement	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 30 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est donnée à Monsieur Didier Kelfha, Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Article 4

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 5

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/677/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 10 millions d'euros auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 novembre 2018 proposée par le Crédit Agricole Alpes Provence, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec le Crédit Agricole Alpes Provence dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	10 000 000 €
Durée	25 ans
Mise à disposition des fonds	La mise à disposition des fonds peut s'effectuer en une ou plusieurs fois. La première mise à disposition devra être effectuée au plus tard le 31-12-2018 (minimum 100 k€) et la dernière mise à disposition au plus tard le 20/05/2019.
Taux d'intérêt	1,73%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	30/360
Remboursement anticipé	Indemnité actuarielle
Frais de dossier	0,05%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 10 000 000 euros au financement des investissements des budgets annexes pour :

- 4 500 000 euros pour le budget annexe « Eau » du Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- 4 000 000 euros pour le budget annexe « Assainissement » du Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- 1 500 000 euros pour le budget annexe « Eau en Délégation » des Territoires du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 5 millions d'euros auprès d'Arkéa Banque E&I

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 19 novembre 2018 proposée par Arkéa Banque E&I, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec Arkéa Banque E&I dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	5 000 000 €
Durée	5 ans
Taux d'intérêt	Euribor 3 mois +0.21%. Taux minimum de l'index 0.00%
Date de déblocage	Sous 3 mois
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Indemnité proportionnelle : 3%
Commissions d'engagement	0.10% du montant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 5 000 000 euros au financement des investissements du budget annexe « Aménagement » du Territoire de Marseille Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/679/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 28 novembre 2018 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	5 000 000 €
Durée	11 ans et 2 mois
Mise à disposition des fonds	En une, deux ou trois fois avant le 25 janvier 2019 avec un préavis de 5 jours ouvrés.
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1,07%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Ext/360
Remboursement anticipé	Paiement d'une indemnité actuarielle. Préavis 50 jours calendaires.
Frais de dossier	0,05%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 5 000 000 € au financement des investissements du budget annexe « Collecte et Traitements des Déchets » du Territoire de Marseille Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/680/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 13,57 millions d'euros auprès d'Arkéa Banque E&I

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 19 novembre 2018 proposée par Arkéa Banque E&I, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Sont signés les contrats de prêt avec Arkéa Banque E&I dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant du prêt	13 570 000 €
Durée	25 ans
Taux d'intérêt	Euribor 3 mois +0.44%. Taux minimum de l'index 0.00%
Date de déblocage	Sous 3 mois
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Indemnité proportionnelle : 3%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ces prêts d'un montant total de 13 570 000 euros au financement des investissements des budgets annexes pour :

- 3 Millions d'euros sur le budget annexe « Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne »,
- 3,2 Millions d'euros sur le budget annexe « Assainissement en délégation du Pays d'Aix et Aubagne » ;
- 4,65 Millions d'euros sur le budget annexe « Eau en régie du Pays d'Aix » ;
- 2,72 Millions d'euros sur le budget annexe « Assainissement en régie du Pays d'Aix ».

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/681/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter 4 emprunts d'un montant total de 1,720 millions d'euros auprès de la Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 28 novembre 2018 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

DECIDE

Article 1 :

Sont signés les contrats de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant total des prêts	1 720 000 €
Durée	15 ans et 2 mois
Mise à disposition des fonds	En une, deux ou trois fois avant le 25 janvier 2019 avec un préavis de 5 jours ouvrés.
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1,34%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Ext/360
Remboursement anticipé	Paiement d'une indemnité actuarielle Préavis 50 jours calendaires
Frais de dossier	0,05%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ces 4 prêts d'un montant total de 1 720 000 euros au financement des investissements des budgets annexes selon la répartition suivante :

- 900 000 euros sur le budget annexe « Port » du Territoire de Marseille Provence ;
- 400 000 euros sur le budget annexe « Ports Ouest Territoires » ;
- 300 000 euros sur le budget annexe « Parkings Métropole » ;
- 120 000 euros sur le budget annexe « Crématorium Métropole».

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de ces emprunts. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Décision n° 18/682/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 30 millions d'euros auprès de La Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 29 novembre 2018 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2018 ;

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

Objet	Financement du programme d'investissements 2018
Montant total des prêts	30 000 000 €
Durée	25 ans et 2 mois
Mise à disposition des fonds	En une, deux ou trois fois avant le 25 janvier 2019 avec un préavis de 5 jours ouvrés.
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois préfixé +0,38%
Périodicité	Annuelle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Ext/360
Remboursement anticipé	Paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive (0,30%) multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'années et arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Préavis 35 jours calendaires.
Frais de dossier	0,05%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt d'un montant de 30 000 000 euros au financement des investissements du budget annexe « Transport ».

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Décembre 2018

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soleam d'un bien situé
56 rue Sylvabelle à Marseille 6ème arrondissement.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 19 octobre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013206 18 M0419 portant aliénation de l'immeuble situé 56 rue Sylvabelle à Marseille 6ème arrondissement, cadastré 826 C 0076 d'une superficie de 56 m² appartenant à la SCI Sylvestre.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la Soleam, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble situé 56 rue Sylvabelle à Marseille 6ème arrondissement, cadastré 826 C 0076 d'une superficie de 56 m² appartenant à la SCI Sylvestre.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/685/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre onéreux relative à la mise à disposition d'un terrain cadastré section AS n° 61 sis chemin du Chaland à Fos-sur-Mer, au bénéfice de la société ORANGE dans le cadre de l'exploitation d'un relais radio communication.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L. 2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/749/D de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 4 janvier 2018 relative à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux d'une durée de six mois, au bénéfice de la société Orange France pour l'exploitation de ses équipements techniques implantés sur le terrain cadastré section AS n° 61 sis chemin du chaland à Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, la société Orange a installé, exploité et entretenu une station relais sur un terrain sis à Fos-sur-Mer au chemin du chaland, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'une convention d'occupation temporaire consentie par la Métropole dont le terme est fixé au 30 juin 2018 ;

- Que la société Orange a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition supplémentaire dans le cadre de sa recherche d'un emplacement de substitution qui réponde à ses besoins de couverture de réseau ainsi qu'aux exigences environnementales et urbanistiques du secteur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à prolonger la durée d'occupation du site actuel pour une année afin de permettre à la société Orange de rechercher un nouveau site d'implantation pour ses équipements techniques.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre onéreux du terrain sis à Fos-sur-Mer, chemin du chaland, cadastré section AS n° 61, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de la société Orange dans le cadre de l'exploitation d'un relais de radiocommunication.

Article 2 :

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature et jusqu'au 31 décembre 2019 sans possibilité de reconduction au-delà de ce terme.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 9000 euros HorsTaxes.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7083.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/686/D

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons relatif à la parcelle de terrain située Le grand Pin - Chemin de la Colle, appartenant aux consorts Manent.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner enregistrée sous le n° IA 013 106 18 M0169 reçue le 15 novembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ces biens est nécessaire à la mise en valeur des espaces naturels au titre de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle AP21 située Le Grand Pin, Chemin de la Colle, cadastrée AP 21, d'une superficie de 1 396 m², appartenant aux consorts Manent, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 10 rue Thubaneau, à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0598 reçue le 14 novembre 2018 portant aliénation des 2/5^{ème} indivis de biens et droits immobiliers situés 10 rue Thubaneau, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastrés sous le n° 801 D 199.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par des restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des 2/5^{ème} indivis de lots 1 - 4 – 5 - 6 et 7 dépendant de l'immeuble situé 10 rue Thubaneau, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 801 D 199, pour une superficie de 272m², appartenant aux consorts REDJEM.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AR numéro 264 et 267 appartenant à Monsieur et Madame Hervé Delbart

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Salon-de-Provence le 8 novembre 2018 enregistrée sous le n°013010318M0466 portant aliénation d'un bien immobilier constitué de deux parcelles cadastrées AR 264 et AR 267 sis chemin de la tour de Nesle à Salon-de-Provence appartenant à Monsieur et Madame Hervé Delbart ;

- Le courrier de Monsieur le Maire de Salon-de-Provence du 13 novembre 2018 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Salon-de-Provence, cadastré section AR numéro 267 classé en zone UD2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 31 mars 2016 et modifié le 12 juillet 2017 ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait par sa situation géographique et sa configuration d'aménager le chemin de la tour de Nesle jusqu'aux réservoirs d'eau potable de la commune de Salon-de-Provence ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Salon-de-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition du bien immobilier cadastré section AR numéro 264 et AR numéro 267 sis chemin de la tour de Nesle à Salon-de-Provence appartenant à Monsieur et Madame Hervé Delbart.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition du lot n°2 d'un bien immobilier cadastré section AI numéro 43 appartenant à la SARL Immo Sud Invest représentée par Monsieur Barbaza

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Salon-de-Provence le 2 novembre 2018 enregistrée sous le n°013010318M0462 portant aliénation du lot n°2 d'un immeuble cadastré AI 43 sis 41 boulevard Nostradamus appartenant à la SARL Immo Sud Invest représentée par Monsieur Barbaza ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de Salon-de-Provence du 14 novembre 2018 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation constituant le lot n°2 d'un immeuble situé sur la commune de Salon-de-Provence, cadastré section AI numéro 43 classé en zone UB1 et identifié comme élément de paysage à préserver du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 31 mars 2016 et modifié le 12 juillet 2017 ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait l'évolution des activités du Théâtre Municipal cadastré section AI numéro 42 et contribuerait à l'accroissement de l'Action Culturelle de la Collectivité ;
- Que ledit bien proposé à l'aliénation est contigu au Théâtre Municipal, propriété privée de la commune de Salon-de-Provence cadastrée section AI numéro 42, qui par sa situation géographique et la configuration des lieux, bénéficie des accès à sa cour intérieure ainsi qu'à son sous-sol depuis le boulevard Nostradamus par une porte puis un couloir traversant l'assiette du bien objet de la présente aliénation cadastré section AI numéro 43 ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Salon-de-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Salon-de-Provence pour l'acquisition du lot 2 d'un immeuble cadastré section AI numéro 43 sis 41 boulevard Nostradamus à Salon-de-Provence appartenant à la SARL Immo Sud Invest représentée par Monsieur Barbaza.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/690/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam de l'immeuble situé 7 rue Méolan à l'angle de la rue d'Aubagne, à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 26 octobre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0590 portant aliénation de l'immeuble situé 7 rue Méolan à l'angle de la rue d'Aubagne, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 83.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble situé 7 rue Méolan à l'angle de la rue d'Aubagne, à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 83 pour une superficie de 65 m², appartenant à Monsieur Guyot D'asnières de Salins et Madame Bout De Marnhac.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/691/D

Décision de fermeture de la régie de recettes prolongées pour la gestion des concessions du Cimetière Métropolitain d'Ensues-la-Redonne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°17/179/D du 1er juin 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 décembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

CONSIDÉRANT

Le transfert de la gestion à la commune d'Ensuès-la-Redonne à compter du 1^{er} octobre 2018, il convient d'abroger la décision n°17/179/D à compter du 31 décembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

La régie de recettes prolongée pour la gestion des concessions du Cimetière Métropolitain d'Ensuès-la-Redonne créée par la décision n°17/179/D du 1^{er} juin 2017 est clôturée à compter du 31 décembre 2018.

La décision n°17/179/D du 1^{er} juin 2017 est abrogée à compter du 31 décembre 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/692/D

**Décision de fermeture de la régie pour la gestion des caveaux du Cimetière
Métropolitain d'Ensues-la-Redonne**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La décision n°16/063/D du 19 juillet 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

Le transfert de la gestion à la commune d'Ensuès-la-Redonne à compter du 1^{er} octobre 2018, il convient d'abroger la décision n°16/063/D à compter du 31 décembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

La régie de recettes pour la gestion des caveaux du Cimetière Métropolitain d'Ensuès-la-Redonne créée par la décision n°16/063/D du 19 juillet 2016 est clôturée à compter du 31 décembre 2018.

La décision n°16/063/D du 19 juillet 2016 est abrogée à compter du 31 décembre 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/693/D

Modification de la décision N°17/039/D du 8 mars 2017 (Régie Mixte de l'Office du Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°17/039/D du 8 mars 2017 relative à la création de la régie ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 décembre 2018,

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier la décision de création de la régie mixte de l'Office du Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile n° 17/039/D. Ceci afin de :

- Subsister à la régie mixte une régie de recettes
- De mettre en place le nouveau cadre réglementaire et élargir du territoire de la régie au périmètre métropolitain.

DÉCIDE

Article 1 :

L'article 1 de la décision n°17/039/D du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« Il est institué auprès de la Direction Générale des Services, une régie de recettes prolongée pour l'encaissement des taxes de séjour.
L'ensemble des recettes s'impacteront sur le budget Principal Métropole en fonction de la nature des recettes. »

Article 2 :

L'article 2 de la décision n°17/039/D du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« La Régie est installée dans les locaux de :

La Tour la Marseillaise
Direction Recettes, Ingénierie Financière (DRIF)
2 bis, boulevard Euroméditerranée
Quai d'Arenc
13002 Marseille »

Article 3 :

L'article 3 de la décision n°17/039/D en date du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« La régie encaisse les recettes provenant des taxes de séjour (Taxes de séjour intercommunale et départementale) collectées par les hébergeurs auprès des personnes séjournant à titre onéreux sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

L'article 4 de la décision n°17/039/D en date du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- Chèques
- Carte Bancaire
- Virement
- Prélèvement unique
- Encaissement CB en ligne via le site internet

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un justificatif de paiement (papier ou électronique).

Article 5 :

L'article 6 de la décision n°17/039/D en date du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 2058 012
BIC : TRPUFRP1 est conservée et prend le nom de la régie de recettes prolongée pour
l'encaissement des Taxes de séjour».

Article 6 :

L'article 8 de la décision n°17/039/D du 8 mars 2017 est supprimé.

Article 7 :

L'article 10 de la décision n°17/039/D du 8 mars 2017 est supprimé.

Article 8 :

L'article 11 de la décision n°17/039/D du 8 mars 2017 est modifié comme suit :

« Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant
de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant fixé à l'article
9 ».

Article 9 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 10 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des
Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en
ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/694/D

Modification de la décision n°16/252/D du 12 janvier 2017- Régie d'avances Protocolaire du CT1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n°16/252/D du 12 janvier 2017 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier l'adresse de la régie.

DECIDE

Article 1 :

L'article 2 de la décision n°16/252/D du 12 janvier 2017 est modifié comme suit :

« Cette régie est installée dans les locaux de :

La Direction de la Gestion et de l'Exécution Financière
La Tour la Marseillaise
2 bis, boulevard Euromed-Quai d'Arenc
13002 Marseille »

Article 2 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/695/D

Modification de la Décision n°16/157/D du 22 août 2016- Régie d'Avances Informatique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision modificative n°17/548/D du 27 novembre 2017, modifiant le montant de l'avance ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier l'adresse de la régie, de préciser l'assujettissement à caution suite à l'augmentation du montant de l'avance à consentir au régisseur titulaire à 3 750 euros et de substituer cette nouvelle décision à la décision n°17/548/D du 27 novembre 2017.

DECIDE

Article 1 :

Cette décision modificative annule et remplace la décision modificative n°17/548/D du 27 novembre 2017.

Article 2 :

L'article 2 de la décision n°16/157/D du 23 août 2016 est modifié comme suit :

« Cette régie est installée dans les locaux de :

La Direction de la Gestion et de l'Exécution Financière
La Tour la Marseillaise
2 bis, boulevard Euromed-Quai d'Arenc
13002 Marseille »

Article 3 :

L'article 4 de la décision n°16/157/D du 23 août 2016 est modifié comme suit :

« Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 3 750 euros ».

Article 4 :

L'article 8 de la décision n°16/157/D du 23 août 2016 est modifié comme suit :

« Le régisseur titulaire est assujetti à cautionnement selon la réglementation en vigueur. »

Article 5 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

Décision n° 18/696/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Charreyre

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'assignation en référé du 11 octobre 2018 par laquelle les consorts Charreyre ont assigné la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille, aux fins de lui rendre opposable une procédure d'expertise en cours, dont l'objet est de déterminer les conditions du désenclavement de leur propriété sise 54 avenue Maillane dans le 13ème arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés 5 rue Boussairolles à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/697/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Groupement SCP d'avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Martine Gallois

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1409103-7 du Tribunal Administratif de Marseille du 25 janvier 2017 annulant l'arrêté du 15 septembre 2014 par lequel le Président du SAN Ouest Provence a placé Madame Martine Gallois à la retraite pour invalidité à compter du 7 mars 2012 ;
- Le mémoire aux fins d'exécution de ce jugement présenté par Madame Martine Gallois le 31 janvier 2018 devant le Tribunal administratif de Marseille ;
- L'ordonnance n°EXE1409103 du 25 octobre 2018 par laquelle la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a décidé l'ouverture d'une phase juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement n°1409103-7 du 25 janvier 2017 ;
- Le courrier du greffier du 30 octobre 2018 informant la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'ouverture de cette phase juridictionnelle sous le n°EXE1808690-9.

CONSIDÉRANT

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Madame Martine Gallois.

DECIDE

Article 1 :

Est assurée la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°EXE1808690-9 et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SCP d'avocats Vedesi / SELARL Sindres, dont le mandataire est la SCP D'avocats Vedesi, 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SCP D'avocats Vedesi / SELARL Sindres, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/698/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé sous le lot n°233 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique à la société Simpliciweb

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°233 de 35m², est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Simpliciweb, représentée par ses gérants Messieurs Nicolas Sottron et Stéphane Trichet souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise est spécialisée dans le conseil en systèmes et logiciels informatiques et le développement d'application Web ;
- Qu'il est proposé de consentir un bail dérogatoire de trois ans pour un loyer de 130€/m²/HT/HC/an ;
- Que le bail prendra effet à compter du 12 octobre 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, l'utilisation du lot n° 233 sis à l'Hôtel technologique – 45 rue Joliot-Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Simpliciweb,.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/699/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam de l'immeuble situé 49 rue Curiol à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 3 décembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0612 portant aliénation de l'immeuble situé 49 rue Curiol à Marseille 1er arrondissement, cadastré 806 C 10.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 49 rue Curiol à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 806 C 10, pour une superficie de 161 m² appartenant à la SCI Elisabeth.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/700/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam de l'immeuble situé 21 rue Vincent Scotto et 22 rue du Poids de la Farine à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 30 novembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0613 portant aliénation de l'immeuble situé 21 rue Vincent Scotto et 22 rue du Poids de la Farine à Marseille 1er arrondissement, cadastré 801 D 238.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 21 rue Vincent Scotto et 22 rue du Poids de la Farine à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 801 D 238, pour une superficie de 99 m² appartenant à la SCI AKY.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

18 / 701 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550275

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500151

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13037 La Fare-les-Oliviers

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LA FARE LES OLIVIERS - ST EXUPERY
Route des Perussiers
13580 La Fare-les-Oliviers

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 30 logement(s) locatif(s) sociaux dont 5 individuel(s) et 25 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 21 logements PLUS
- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

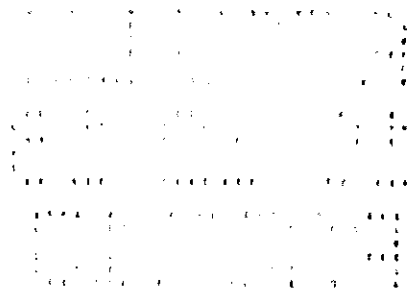
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 05 DEC. 2018





ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 000,00	0,85%
Sous-total Subventions	24 000,00	0,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 089 033,00	38,66%
Prêt CDC logement	1 248 871,00	44,33%
1%.	245 000,00	8,70%
Autres	210 000,00	7,45%
Sous-total Prêts	2 792 904,00	99,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 816 904,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	5,40%
Subvention EPCI	12 000,00	0,73%
Sous-total Subventions	100 200,00	6,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	208 995,00	12,79%
Prêt CDC logement	239 669,00	14,67%
1%.	0,00	0,00%
Autres	195 000,00	11,93%
Sous-total Prêts	643 664,00	39,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	890 192,00	54,48%
Sous-total Fonds Propres	890 192,00	54,48%
Total du Financement (I + II + III)	1 634 056,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	1,98%
Subvention EPCI	36 000,00	0,81%
Sous-total Subventions	124 200,00	2,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 488 540,00	33,44%
Prêt CDC foncier	1 298 028,00	29,16%
1%.	245 000,00	5,50%
Autres	405 000,00	9,10%

Sous-total Prêts	3 436 568,00	77,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	890 192,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	890 192,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 450 960,00	100,00%
Coût de l'opération / déplaçement	4 450 960,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 536 737,34 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 040,55 m²
Logements « Individuel »	4	311,58 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	21	1 352,13 m²
Assiette *	:	2 539 599,29 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	485,69 m²
Logements « Individuel »	1	77,15 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	562,84 m²
Assiette *	:	1 057 138,05 €
Taux de subvention	:	8,34 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	1 914,97 m²
Assiette : 3 596 737,34 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,45 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	88 200,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 215 055,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 227 601,00 €
Prestations intellectuelles et frais	607 528,00 €
Prix de revient H.T.	4 050 184,00 €
Montant de la TVA	400 776,00 €
Prix de revient TTC	4 450 960,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 324,30 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
31 03 2019
31 03 2019

Décision n° 18/703/D

Mission Elu: Monsieur Roland Blum - Rencontre avec Madame Elisabeth Borne, Ministre chargée des transports - 17 décembre 2018 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Blum, en qualité de 1^{er} Vice-président délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra à Paris le 17 décembre 2018 pour une rencontre avec Madame Elisabeth Borne, Ministre d'Etat, chargée des Transports.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/704/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé sous le lot n° 241 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique à la société Moarty

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°241 de 35m², est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Moarty, représentée par son Président Monsieur Moise Morard, hébergée à l'Hôtel Technologique, désire occuper une surface plus grande pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise est spécialisée dans le conseil en système et logiciels informatiques et le développement d'application Web ;
- Qu'il est proposé de consentir un bail dérogatoire d'une durée de 3 ans pour un loyer de 130 euros/m²/HT/HC/an ;

- Que le bail prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, l'utilisation du lot n° 241 sis à l'Hôtel technologique – 45 rue Joliot-Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Moarty.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/705/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de terrains appartenant à la commune de La Ciotat et à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements du quartier de la Peyregoua à La Ciotat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont engagées dans un projet d'aménagement global du quartier de La Peyregoua situé à l'Est du boulevard de Lavaux sur le territoire de la commune de La Ciotat ;

D'une part, la ville de La Ciotat a programmé la réalisation d'une salle polyvalente avec un parking attenant. Au terme des études lancées par la ville, des emprises foncières appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été identifiées comme nécessaires afin de conforter l'assiette foncière du projet communal. Il s'agit des parcelles cadastrées Section BZ numéros 261 – 262 et 585 représentant une superficie totale de 2 970 m² environ;

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser un cimetière métropolitain ainsi que la voie d'accès mutualisée à l'ensemble des équipements en projet (cimetière, funérarium et salle polyvalente). La réalisation de cette voie impacte une emprise foncière de 500 m² environ à détacher des parcelles communales cadastrées Section BZ numéros 258 et 259 ;

Enfin, afin de réaliser dans l'enceinte du cimetière métropolitain, un rond-point interne pour le retournement des convois funéraires, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite de la ville de La Ciotat, la mise à disposition d'une bande de terrain de 50 m² environ issue de la parcelle BZ n° 681 au Nord de l'assiette foncière du futur funérarium ;

Au terme de ces travaux, les cessions foncières entre la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause seront régularisées par acte notarié sur la base des plans de récolement et des relevés sur site par un géomètre-expert ;

C'est pourquoi, afin de permettre l'obtention de toutes les autorisations nécessaires et le démarrage des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de La Ciotat ont convenu de conclure la présente convention de mise à disposition des emprises foncières nécessaires à leurs projets respectifs préalablement à leur transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement du quartier de la Peyregoua à La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du projet de cimetière et des voiries, et la commune de La Ciotat, maître d'ouvrage du projet de salle polyvalente, ont besoin que des terrains leur soient mis à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de leur permettre de démarrer leurs chantiers respectifs ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable aux transferts de propriété doit être conclue entre la commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée la convention au titre de laquelle :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition de la commune de La Ciotat les parcelles cadastrées Section BZ numéros 261 – 262 et 585 d'une contenance totale de 2 970 m²,
- La commune de La Ciotat met à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 500 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section BZ numéros 258 et 259 ainsi qu'une emprise foncière de 50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BZ n° 681

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux. Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Décembre 2018

18 / 7 0 8 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550026

N° SIREN du maître d'ouvrage

642016703

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500165

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Exercice

2018

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :

VILLA LAURINE-30 PLUS

RESIDENCE AUTONOMIE DE 65 APPARTEMENTS

ALLEE JACQUES FIGON

10

13380 Plan-de-Cuques

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 30 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 30 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 30 logements PLUS
au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 12 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	90 000,00	1,97%
Sous-total Subventions	90 000,00	1,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 164 580,86	69,33%
Prêt CDC foncier	1 309 800,00	28,70%
Sous-total Prêts	4 474 380,86	98,03%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	4 564 380,86	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 564 380,86	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 020 129,96 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	30	1 101,54 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	30	1 101,54 m²
Assiette *		3 020 129,96 €
Taux de subvention		0,00 %
SUBVENTION		0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile	1 101,54 m²
Assiette : 3 020 129,96 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

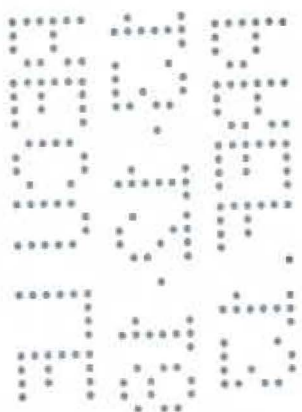
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 255 725,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 485 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	585 702,36 €
Prix de revient H.T.	4 326 427,36 €
Montant de la TVA	237 953,50 €
Prix de revient TTC	4 564 380,86 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 0 9 / D _

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550154

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500164

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13075 Plan-de-Cuques

Exercice
2018

Nature des logements
Autres logements foyers

Type de bénéficiaire
Personnes Agées

Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Villa Laurine-35 PLS
ALLEE JACQUES FIGON
10
13380 Plan-de-Cuques

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 35 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 12 DEC. 2018

MÉTROPOLÉ
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	3 714 539,77	70,65%	1,86%
Prêt CDC foncier	1 543 199,00	29,35%	1,86%
Sous-total Prêts	5 257 738,77	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	5 257 738,77	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 257 738,77		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	1 306,58 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	35	1 306,58 m²
--	----	-------------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35	Surface utile	1 306,58 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

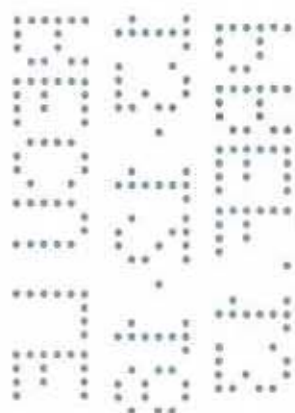
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 473 675,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 822 400,00 €
Prestations intellectuelles et frais	687 563,64 €
Prix de revient H.T.	4 983 638,64 €
Montant de la TVA	274 100,13 €
Prix de revient TTC	5 257 738,77 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	4 024,05 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 10 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550023

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500162

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13071 Les Pennes-Mirabeau

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Pierrefeu 12 logements
2 chemin de Pierrefeu
13170 Les Pennes-Mirabeau

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 12 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Ville	0,00	0,00%
Autres	108 927,00	11,93%
Sous-total Subventions	108 927,00	11,93%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	517 914,00	56,72%
Autres	286 244,00	31,35%
Sous-total Prêts	804 158,00	88,07%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	913 085,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	6,06%
Ville	90 000,00	13,92%
Autres	78 238,00	12,10%
Sous-total Subventions	207 438,00	32,08%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	148 924,00	23,03%
Autres	230 255,00	35,61%
Sous-total Prêts	379 179,00	58,64%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	60 000,00	9,28%
Sous-total Fonds Propres	60 000,00	9,28%
Total du Financement (I + II + III)	646 617,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	187 165,00	12,00%
Ville	90 000,00	5,77%
Subvention Etat	39 200,00	2,51%
Sous-total Subventions	316 365,00	20,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	666 838,00	42,75%
Autres	516 499,00	33,12%
Sous-total Prêts	1 183 337,00	75,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	60 000,00	3,85%

Sous-total Fonds Propres	60 000,00	3,85%
Total du Financement (I + II + III)	1 559 702,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 559 702,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 163 660,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	444,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	444,50 m²
Assiette *	+	765 724,75 €
Taux de subvention	+	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	231,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	231,00 m²
Assiette *	:	397 935,70 €
Taux de subvention	:	9,85 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	675,50 m²
Assiette : 1 163 660,45 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 342 687,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	12 375,00 €
Prestations intellectuelles et frais	48 659,30 €
Prix de revient H.T.	1 403 721,80 €
Montant de la TVA	155 970,20 €
Prix de revient TTC	1 559 702,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 308,96 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 1 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550125_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500152

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13209 Marseille - 9e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

11 Bis rue Gaston Ramon/1PLAI/ 13009/ Habitat Huma

11 bis rue Gaston Ramon

13009 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500218
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

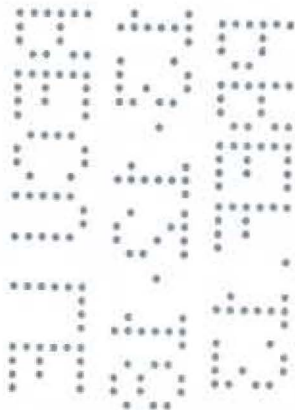
Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	111 409,53 €	111 409,53 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

12 DEC. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Le Vice-présidente
Arlette FRUETUS



Prix de revient TTC

167 628,04 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 375,68 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	7,87%
Subvention EPCI	3 000,00	1,79%
Ville de Marseille	5 000,00	2,98%
Sous-total Subventions	21 200,00	12,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	51 500,00	30,72%
Sous-total Prêts	51 500,00	30,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	94 928,04	56,63%
Sous-total Fonds Propres	94 928,04	56,63%
Total du Financement (I + II + III)	167 628,04	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	167 628,04	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 111 409,53 €

Aide : **PLA-I**

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

1

Surface utile

70,56 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

70,56 m²

Assiette *

111 409,53 €

Taux de subvention

11,85 %

SUBVENTION

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

70,56 m²

Assiette : 111 409,53 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

11,85 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

132 600,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

23 882,50 €

Prestations intellectuelles et frais

9 319,43 €

Prix de Revient H.T.

165 801,93 €

Montant de la TVA

1 826,11 €

Décision No : 20181305500152

Page : 3/4

18 / 7 12 / 0



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550086_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500155

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
1 PLAI/15 rue Puvis de Chavannes/étage 4/Pact 13
15 rue Puvis de Chavannes
13001 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	18/12/2015	20151305500212
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	60 318,13 €	60 318,13 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 DEC. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	22,47%
Subvention EPCI	3 000,00	5,11%
Sous-total Subventions	16 200,00	27,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	18 102,00	30,82%
Sous-total Prêts	18 102,00	30,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24 430,77	41,60%
Sous-total Fonds Propres	24 430,77	41,60%
Total du Financement (I + II + III)	58 732,77	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	58 732,77	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 60 318,13 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	29,03 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	29,03 m²
Assiette *	:	60 318,13 €
Taux de subvention	:	21,88 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	29,03 m²
Assiette : 60 318,13 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	21,88 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

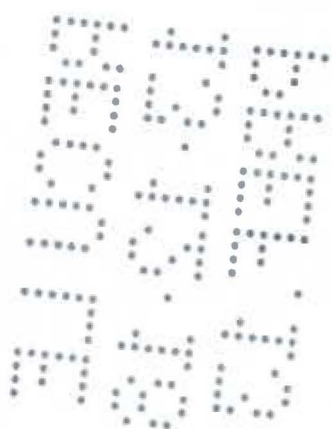
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	45 571,68 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 615,00 €
Prestations intellectuelles et frais	4 859,96 €
Prix de Revient H.T.	58 046,64 €
Montant de la TVA	686,13 €
Prix de revient TTC	58 732,77 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 023,17 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



18 / 7 13 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550058_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500154

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

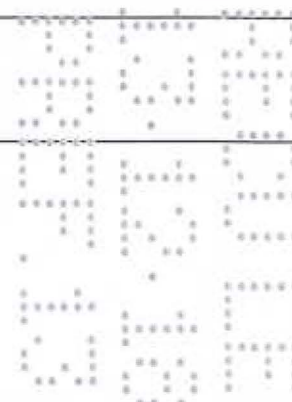
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : 5 PLAI adaptés/la Rotonde/13001/Habitat Humanisme-
3,rue de la Rotonde
13001 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500167
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2014	

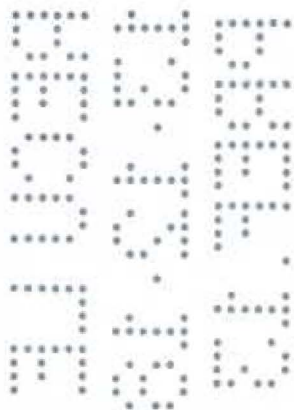
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	287 705,60 €	309 715,52 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 60 000,00 €	(B) 60 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 47 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

12 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	60 000,00	13,86%
PLAI adapté	33 750,00	7,80%
Ville de Marseille	40 000,00	9,24%
Subvention EPCI	15 000,00	3,47%
Conseil Régional	66 889,00	15,45%
Sous-total Subventions	215 639,00	49,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	103 354,00	23,88%
Sous-total Prêts	103 354,00	23,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	113 847,59	26,30%
Sous-total Fonds Propres	113 847,59	26,30%
Total du Financement (I + II + III)	432 840,59	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	432 840,59	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 309 715,52 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	149,32 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	149,32 m²
Assiette *	:	309 715,52 €
Taux de subvention	:	19,37 %
SUBVENTION	:	60 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	149,32 m²
Assiette : 309 715,52 €	SUBVENTION :	60 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	19,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

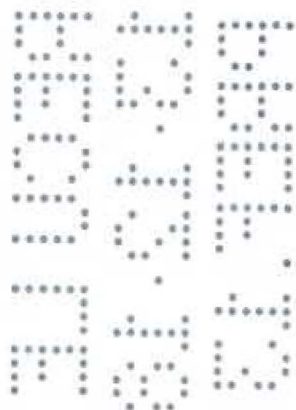
SUBVENTION :	60 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	76 325,88 €
Coût du bâtiment ou des travaux	290 811,28 €
Prestations intellectuelles et frais	52 284,83 €
Décision No : 20181305500154	Page : 3/4

Prix de Revient H.T.	419 421,99 €
Montant de la TVA	13 418,60 €
Prix de revient TTC	432 840,59 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 898,74 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



18 / 7 14 / D _

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :
 2014130550058_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 339804858

Famille d'organisme
 Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500153

Nature de l'opération
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
 13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 5 PLAI adaptés/la Rotonde/13001/Habitat Humanisme-
 3,rue de la Rotonde
 13001 Marseille

2018
 1305
 500153

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500168
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2014	

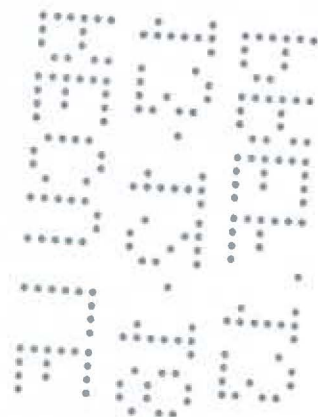
CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	33 750,00 €	33 750,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 33 750,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 12 DEC. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
la Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 60 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés	5		153,33
Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLAI		5	149,32

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	432 840,59 €
Subvention totale	33 750,00 €
Subvention par logement	33 750,00 €
Nombre de logements financés	5

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550138

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500173

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

rue Magenta

4 rue Magenta

13530 Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 23 666,46 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

le : 12 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 730,16	13,96%
Subvention EPCI	4 750,00	4,83%
Sous-total Subventions	18 480,16	18,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	28 088,00	28,56%
Prêt CDC logement	51 781,00	52,65%
Sous-total Prêts	79 869,00	81,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	98 349,16	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 936,30	7,50%
Subvention EPCI	5 940,00	4,49%
Sous-total Subventions	15 876,30	11,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	40 654,00	30,70%
Prêt CDC logement	69 058,00	52,15%
Sous-total Prêts	109 712,00	82,86%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	6 823,54	5,15%
Sous-total Fonds Propres	6 823,54	5,15%
Total du Financement (I + II + III)	132 411,84	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	23 666,46	10,26%
Subvention EPCI	10 690,00	4,63%
Sous-total Subventions	34 356,46	14,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	120 839,00	52,37%
Prêt CDC foncier	68 742,00	29,79%
Sous-total Prêts	189 581,00	82,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	6 823,54	2,96%
Sous-total Fonds Propres	6 823,54	2,96%
Total du Financement (I + II + III)	230 761,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	230 761,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 168 013,85 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	55,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	55,00 m²
Assiette *	:	99 363,03 €
Taux de subvention	:	10,00 %
SUBVENTION	:	9 936,30 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	38,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	38,00 m²
Assiette *	:	68 650,82 €
Taux de subvention	:	20,00 %
SUBVENTION	:	13 730,16 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	93,00 m²
Assiette : 168 013,85 €	SUBVENTION :	23 666,46 €
	Taux moyen de subvention :	14,09 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	23 666,46 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	40 930,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	135 150,00 €
Prestations intellectuelles et frais	37 003,00 €
Prix de revient H.T.	213 083,00 €
Montant de la TVA	17 678,00 €
Prix de revient TTC	230 761,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 481,30 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 16 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550139

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500175

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : TRETTS - 10 rue Borde
10 rue Borde
13530 Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 6 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE ..

le : 12 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 800,00	4,75%
Subvention EPCI	7 096,00	4,96%
Sous-total Subventions	13 896,00	9,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	45 232,00	31,60%
Prêt CDC logement	76 846,00	53,69%
Sous-total Prêts	122 078,00	85,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	7 156,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	7 156,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	143 130,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	143 130,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 108 261,56 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

65,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	65,70 m²
Assiette *	:	108 261,56 €
Taux de subvention	:	6,28 %
SUBVENTION	:	6 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	65,70 m²
Assiette : 108 261,56 €	SUBVENTION :	6 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,28 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 6 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	47 925,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	66 300,00 €
Prestations intellectuelles et frais	19 719,00 €
Prix de revient H.T.	133 944,00 €
Montant de la TVA	9 186,00 €

Prix de revient TTC

143 130,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 178,54 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 17 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550136

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500172

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

rue Lemée

31 rue Lemée

13530 Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 51 395,95 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 12 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	24 195,95	17,36%
Subvention EPCI	8 875,00	6,37%
Sous-total Subventions	33 070,95	23,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	37 543,00	26,93%
Prêt CDC logement	68 794,00	49,35%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	106 337,00	76,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	139 407,95	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	27 200,00	6,59%
Subvention EPCI	25 650,00	6,22%
Sous-total Subventions	52 850,00	12,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	125 585,00	30,44%
Prêt CDC logement	170 910,00	41,42%
Prêts Autres	42 000,00	10,18%
Sous-total Prêts	338 495,00	82,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	21 247,05	5,15%
Sous-total Fonds Propres	21 247,05	5,15%
Total du Financement (I + II + III)	412 592,05	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 395,95	9,31%
Subvention EPCI	34 525,00	6,25%
Sous-total Subventions	85 920,95	15,57%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	239 704,00	43,42%
Prêt CDC foncier	163 128,00	29,55%
Prêts Autres	42 000,00	7,61%
Sous-total Prêts	444 832,00	80,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	21 247,05	3,85%

Sous-total Fonds Propres	21 247,05	3,85%
Total du Financement (I + II + III)	552 000,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	552 000,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 541 307,77 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	237,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	237,50 m²
Assiette *	:	416 728,02 €
Taux de subvention	:	6,53 %
SUBVENTION	:	27 200,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	71,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	71,00 m²
Assiette *	:	124 579,75 €
Taux de subvention	:	19,42 %
SUBVENTION	:	24 195,95 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	308,50 m²
Assiette : 541 307,77 €	SUBVENTION :	51 395,95 €
	Taux moyen de subvention :	9,49 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 51 395,95 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	439 551,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	75 664,00 €
Prestations intellectuelles et frais	21 339,00 €
Prix de revient H.T.	536 554,00 €
Montant de la TVA	15 446,00 €
Prix de revient TTC	552 000,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 789,30 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 18 / D -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550140

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500179

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

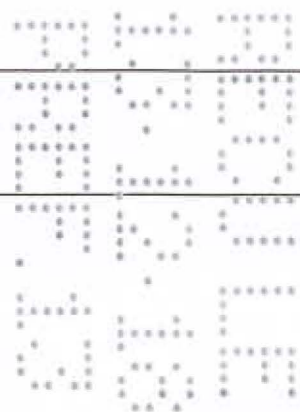
Exercice

2018

Opération : TRETTS - 13 rue Clerion

13 rue Clerion

13530 Trets



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 23 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE.



le : 12 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600,00	15,34%
Subvention EPCI	14 060,00	12,99%
Sous-total Subventions	30 660,00	28,33%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	27 506,00	25,42%
Prêt CDC logement	50 061,00	46,26%
Sous-total Prêts	77 567,00	71,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	108 227,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 800,00	6,45%
Subvention EPCI	13 014,00	12,35%
Sous-total Subventions	19 814,00	18,80%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	29 604,00	28,08%
Prêt CDC logement	50 712,00	48,11%
Sous-total Prêts	80 316,00	76,19%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 286,00	5,01%
Sous-total Fonds Propres	5 286,00	5,01%
Total du Financement (I + II + III)	105 416,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	23 400,00	10,95%
Subvention EPCI	27 074,00	12,67%
Sous-total Subventions	50 474,00	23,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	100 773,00	47,17%
Prêt CDC foncier	57 110,00	26,73%
Sous-total Prêts	157 883,00	73,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 286,00	2,47%
Sous-total Fonds Propres	5 286,00	2,47%
Total du Financement (I + II + III)	213 643,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	213 643,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 210 146,58 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	60,53 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	60,53 m²
Assiette *	:	108 933,57 €
Taux de subvention	:	6,24 %
SUBVENTION	:	6 800,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	56,24 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	56,24 m²
Assiette *	:	101 213,01 €
Taux de subvention	:	16,40 %
SUBVENTION	:	16 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	116,77 m²
Assiette : 210 146,58 €	SUBVENTION :	23 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,14 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	23 400,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	146 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	46 196,00 €
Prestations intellectuelles et frais	13 046,00 €
Prix de revient H.T.	205 842,00 €
Montant de la TVA	7 801,00 €
Prix de revient TTC	213 643,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 829,61 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 19 / 0

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550131

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500170

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13103 Salon-de-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

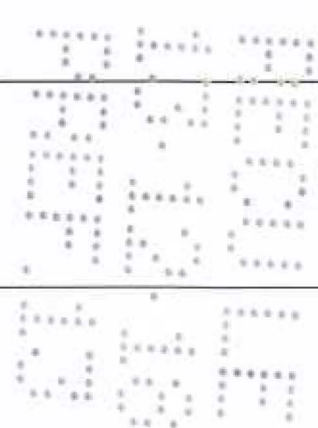
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : Résidence du Parc- Bat D2 -
1er étage droite
Bâtiment D2
372 boulevard des Bressons
13300 Salon-de-Provence



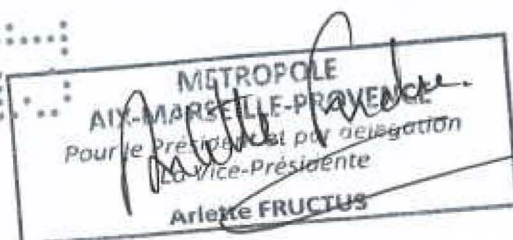
Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 1 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le :

12 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	13,77%
Sous-total Subventions	13 200,00	13,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	68 304,00	71,23%
Sous-total Prêts	68 304,00	71,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	14 383,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	14 383,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	95 887,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	95 887,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 118 089,74 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

73,48 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

73,48 m²

Assiette *

118 089,74 €

Taux de subvention

11,18 %

SUBVENTION

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

73,48 m²

Assiette : 118 089,74 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

11,18 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

40 272,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

44 550,00 €

Prestations intellectuelles et frais

6 009,00 €

Prix de revient H.T.

90 831,00 €

Montant de la TVA

5 056,00 €

Prix de revient TTC

95 887,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

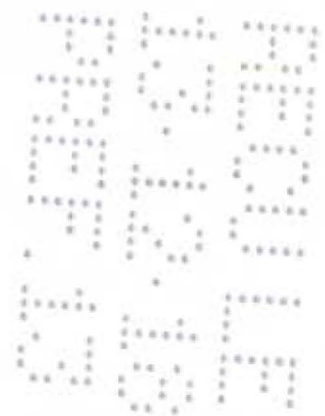
1 304,94 €

Décision No : 20181305500170

Page : 4/5

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Décision n° 18/720/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Mallemort pour l'acquisition de deux biens immobiliers cadastrés G 104 et G 843 sis 55 et 57 Grand Rue à Mallemort appartenant à Monsieur Philippe Villevieille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015- 1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2017-82-SG du 11 octobre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Mallemort instituant le droit de préemption sur sa commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner, reçue en mairie de Mallemort le 31 août 2018, enregistrée sous le n°01305318M0097, portant aliénation d'un immeuble bâti cadastré G 104 sis 55 Grand Rue et d'un immeuble non bâti cadastré G 843 sis 57 Grand Rue appartenant à Monsieur Philippe Villevieille ;

- Le courrier de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 4 octobre 2018 notifiant à Maître Julien Virolleaud l'irrecevabilité de ladite DIA 01305318M0097,
- Le courrier de Maître Julien Virolleaud du 12 octobre 2018 et reçu le 30 octobre 2018 formulant un recours gracieux contre l'irrecevabilité notifiée par le courrier sus cité,
- Le courrier de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 décembre 2018 répondant favorablement à la requête de Maître Julien Virolleaud,
- Le courrier de Madame le Maire de Mallemort du 29 octobre 2018 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption,
- Qu'en l'espèce, les biens proposés à l'aliénation cadastrés section G numéro 104 et 843 classés en zone UA du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 11 octobre 2017 ne présentent pas d'enjeu pour la Métropole mais permettraient pour l'un de réaliser des logements d'urgence et pour l'autre d'augmenter les places de stationnement au droit du projet de réhabilitation de l'ancienne école en Maison des Associations sur la commune de Mallemort,
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Mallemort.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Mallemort pour l'acquisition d'un immeuble bâti cadastré section G numéro 104 sis 55 Grand Rue et d'un immeuble non bâti cadastré section G numéro 843 sis 57 Grand Rue à Mallemort appartenant à Monsieur Philippe Villeveille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/721/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 29 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Holowka.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivant ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FTC 030-1585-15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2018

- Lé déclaration d'Intention d'Aliéner n° IA 013 202 18 M0263 reçue en mairie de Marseille le 30 novembre 2018 portant aliénation du lot de copropriété n° 7 appartenant à Monsieur et Madame Holowka, dépendant de l'immeuble cadastré section 809 C n° 73 sis 29 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou à la réhabilitation durable en vue de la mise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot de copropriété numéro 7 dépendant de l'immeuble situé 29 rue Coutellerie à Marseille 2^{ème} arrondissement, cadastré section 809 C n° 73 appartenant à Monsieur et Madame Holowka.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

Approbation de la convention d'occupation précaire concernant le logement sis 15A Traverse Sainte Catherine à Istres, cadastré section CN 104, au bénéfice de Monsieur Pierre Magade

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis un immeuble sis 7 et 7Bis Boulevard de la République sur la commune d'Istres cadastré section CL 231 dans le secteur « Forum des Carmes » ;
- Que le bien est grevé d'un bail d'habitation conclu entre l'ancien propriétaire bailleur et Monsieur Pierre Magade ;
- Que ledit bien ayant subi des dégâts des eaux importants, il convient de reloger au plus vite son locataire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé à Monsieur Pierre Magade un logement de substitution sis 15A Traverse Sainte Catherine sur la commune d'Istres cadastré section CN 104 pour lui laisser ainsi le temps nécessaire de déposer une demande de logement auprès des organismes compétents en la matière ;

- Que par son statut de réserve foncière, cet immeuble est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement ;
- Que l'article L. 221-2 du Code de l'Urbanisme dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire au profit de Monsieur Pierre Magade.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire au bénéfice de Monsieur Pierre Magade du bien sis 15A traverse Sainte Catherine à Istres.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'une année à compter de sa date de signature, renouvelable pour la même durée sur demande expresse du bénéficiaire.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation mensuelle nette et non révisable, d'un montant de 400 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 7588.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ci-annexée et tous les documents en découlant.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2018

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550174

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500163

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13050 Lambesc

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2018

Opération :
13-LAMBESC-CLAIR LOGIS
ROUTE DE CAIREVAL
13410 Lambesc

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

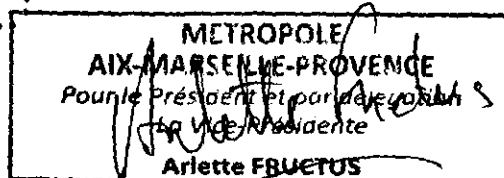
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 14 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	595 833,00	6,89%
Sous-total Subventions	595 833,00	6,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 348 889,00	27,18%
Prêt CDC logement	3 217 527,00	37,23%
1%,	500 000,00	5,79%
Prêts Autres	406 000,00	4,70%
Sous-total Prêts	6 472 416,00	74,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 574 139,00	18,21%
Sous-total Fonds Propres	1 574 139,00	18,21%
Total du Financement (I + II + III)	8 642 388,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	343 000,00	6,64%
Subvention EPCI	359 554,00	6,96%
Sous-total Subventions	702 554,00	13,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 403 478,00	27,18%
Prêt CDC logement	1 922 496,00	37,23%
1%,	0,00	0,00%
Prêts Autres	245 000,00	4,74%
Sous-total Prêts	3 570 974,00	69,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	890 361,00	17,24%
Sous-total Fonds Propres	890 361,00	17,24%
Total du Financement (I + II + III)	5 163 889,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	343 000,00	2,48%
Subvention EPCI	955 387,00	6,92%
Sous-total Subventions	1 298 387,00	9,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	5 140 023,00	37,23%
Prêt CDC foncier	3 752 367,00	27,18%
Prêts Autres	651 000,00	4,72%
1%,	500 000,00	3,62%

Sous-total Subventions	573 243,00	16,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 073 739,00	31,06%
Prêt CDC foncier	703 168,00	20,34%
Prêts Autres	168 000,00	4,86%
1%.	280 000,00	8,10%
Sous-total Prêts	2 224 907,00	64,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	658 876,26	19,06%
Sous-total Fonds Propres	658 876,26	19,06%
Total du Financement (I + II + III)	3 457 026,26	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 457 026,26	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 834 937,44 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 032,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 032,95 m²
Assiette *	:	1 858 737,90 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	542,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	542,50 m²
Assiette *	:	976 199,54 €
Taux de subvention	:	8,03 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 575,45 m²
Assiette : 2 834 937,44 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,77 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	78 400,00 €
--------------	-------------

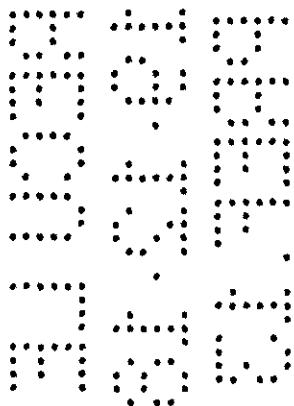
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	799 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 003 941,84 €
Prestations intellectuelles et frais	479 063,94 €
Décision No : 20181305500163	Page : 5/6

Prix de revient H.T.	3 282 005,78 €
Montant de la TVA	175 020,48 €
Prix de revient TTC	3 457 026,26 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 194,31 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 2 8 / 0 _

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550098

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500180
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : Le Grand Vallat
Angle Chemin de la Garde-RD 561B
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 93 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 93 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 58 logements PLUS

- 35 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 343 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

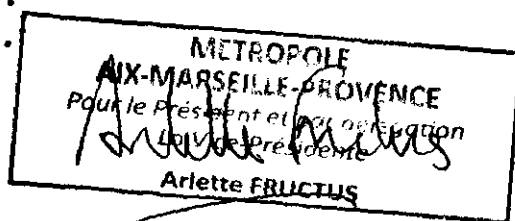
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 14 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	4,55%
Subvention Région	27 547,00	1,60%
Subvention EPCI	110 345,00	6,41%
Subvention Autres	48 582,00	2,82%
Sous-total Subventions	264 874,00	15,39%
II - Partie Prêts		
Prêts Autres	168 000,00	9,76%
Prêt CDC foncier	242 133,00	14,06%
Prêt CDC logement	387 671,00	22,52%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	797 804,00	46,34%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	658 876,26	38,27%
Sous-total Fonds Propres	658 876,26	38,27%
Total du Financement (I + II + III)	1 721 554,26	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	52 452,00	3,02%
Subvention EPCI	163 413,00	9,42%
Subvention Autres	92 504,00	5,33%
Sous-total Subventions	308 369,00	17,77%
II - Partie Prêts		
Prêts Autres	0,00	0,00%
Prêt CDC foncier	461 035,00	26,57%
Prêt CDC logement	686 068,00	39,53%
1%.	280 000,00	16,13%
Sous-total Prêts	1 427 103,00	82,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 735 472,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Autres	141 086,00	4,08%
Subvention Etat	78 400,00	2,27%
Subvention EPCI	273 758,00	7,92%
Subvention Région	79 999,00	2,31%

Sous-total Prêts	10 043 390,00	72,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 464 500,00	17,85%
Sous-total Fonds Propres	2 464 500,00	17,85%
Total du Financement (I + II + III)	13 806 277,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	13 806 277,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 9 273 846,81 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	58	3 842,11 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	58	3 842,11 m²
Assiette *	:	5 827 509,21 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 272,19 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	35	2 272,19 m²
Assiette *	:	3 446 337,60 €
Taux de subvention	:	9,95 %
SUBVENTION	:	343 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 93	Surface utile :	6 114,30 m²
Assiette : 9 273 846,81 €	SUBVENTION :	343 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,70 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

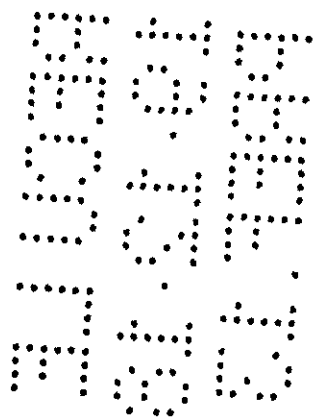
SUBVENTION : 343 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 787 225,52 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 513 957,66 €
Prestations intellectuelles et frais	276 689,00 €
Prix de revient H.T.	12 579 872,18 €
Montant de la TVA	1 226 404,82 €
Prix de revient TTC	13 806 277,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 258,03 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 29 / 0

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550198

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500184
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13112 Velaux

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : LE CLOS DU PRESOIR_PLS
Avenue Baptistin Angles
13112 Velaux

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

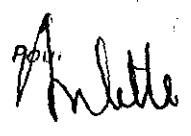
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 6 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 14 DEC. 2018


MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE
PROVENCE
par délégation
LE PRÉSIDENT

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	137 821,00	14,65%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	586 274,00	62,36%	1,86%
Prêts Autres	42 000,00	4,47%	
Sous-total Prêts	766 095,00	81,49%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	174 000,00	18,51%	
Sous-total Fonds Propres	174 000,00	18,51%	
Total du Financement (I + II + III)	940 095,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	940 095,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	426,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	6	426,60 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	426,60 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	125 292,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	647 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	82 341,00 €
Prix de revient H.T.	854 633,00 €
Montant de la TVA	85 462,00 €
Prix de revient TTC	940 095,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 203,69 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 01 01
01 7344

18 / 7 30 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550103

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500183

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13112 Velaux

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LE CLOS DU PRESOIR
Avenue Baptistin Angles
13112 Velaux

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 26 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 26 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS
- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 98 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

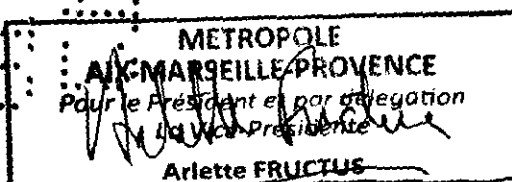
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 14 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	98 000,00	7,29%
Subvention EPCI	16 000,00	1,19%
Conseil Régional	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	114 000,00	8,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	180 175,00	13,40%
Prêt CDC logement	603 514,00	44,87%
Prêts Autres	70 000,00	5,20%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	853 689,00	63,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	377 196,00	28,05%
Sous-total Fonds Propres	377 196,00	28,05%
Total du Financement (I + II + III)	1 344 885,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	32 000,00	1,37%
Conseil Régional	56 613,00	2,42%
Sous-total Subventions	88 613,00	3,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	313 805,00	13,40%
Prêt CDC logement	1 051 123,00	44,87%
Prêts Autres	112 000,00	4,78%
1%.	400 000,00	17,08%
Sous-total Prêts	1 876 928,00	80,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	376 804,00	16,09%
Sous-total Fonds Propres	376 804,00	16,09%
Total du Financement (I + II + III)	2 342 345,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	56 613,00	1,54%
Subvention Etat	98 000,00	2,66%
Subvention EPCI	48 000,00	1,30%
Sous-total Subventions	202 613,00	5,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 654 637,00	44,87%

Prêt CDC foncier	493 980,00	13,40%
Prêts Autres	182 000,00	4,94%
1%.	400 000,00	10,85%
Sous-total Prêts	2 730 617,00	74,06%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	754 000,00	20,45%
Sous-total Fonds Propres	754 000,00	20,45%
Total du Financement (I + II + III)	3 687 230,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 687 230,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 607 553,89 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 068,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 068,95 m²
Assiette *	:	1 656 471,58 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	613,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	613,75 m²
Assiette *	:	951 082,31 €
Taux de subvention	:	10,30 %
SUBVENTION	:	98 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 26	Surface utile :	1 682,70 m²
Assiette : 2 607 553,89 €	SUBVENTION :	98 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

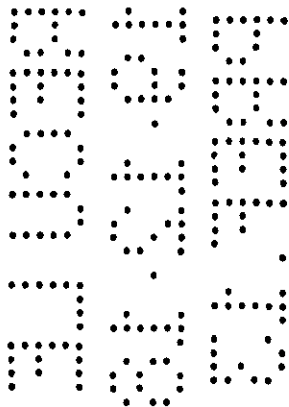
SUBVENTION :	98 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	475 184,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 552 054,00 €
Prestations intellectuelles et frais	324 790,00 €
Prix de revient H.T.	3 352 028,00 €
Montant de la TVA	335 202,00 €
Prix de revient TTC	3 687 230,00 €
Décision No : 20181305500183	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550197

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500181
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B

Opération : Le Grand Vallat_PLS
Angle Chemin de la Garde-RD 561B
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 20 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 14 mai 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	96 832,00	3,13%	
Sous-total Subventions	96 832,00	3,13%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	900 264,00	29,06%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 430 616,00	46,18%	1,86%
Prêts Autres	140 000,00	4,52%	
Sous-total Prêts	2 470 880,00	79,76%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	530 000,00	17,11%	
Sous-total Fonds Propres	530 000,00	17,11%	
Total du Financement (I + II + III)	3 097 712,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 097 712,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 370,22 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 370,22 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 370,22 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

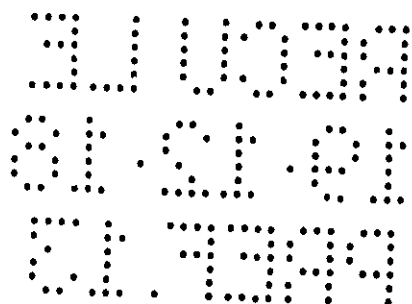
Charge foncière H.T.	848 398,48 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 907 709,34 €
Prestations intellectuelles et frais	62 081,00 €
Prix de revient H.T.	2 818 188,82 €
Montant de la TVA	279 523,18 €
Prix de revient TTC	3 097 712,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 260,74 €

Décision No : 20181305500181

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18/732/D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550162

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500182

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Le Clos Julia - PLS
807 Chemin de Roumagoua
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe II,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DÉCIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 1 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUETUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	59 594,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	78 674,00	46,21%	1,86%
Prêts Autres	7 000,00	4,11%	
Sous-total Prêts	145 268,00	85,32%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	25 000,00	14,68%	
Sous-total Fonds Propres	25 000,00	14,68%	
Total du Financement (I + II + III)	170 268,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	170 268,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

68,51 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

1

68,51 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

68,51 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	52 362,73 €
Coût du bâtiment ou des travaux	99 487,27 €
Restations intellectuelles et frais	2 939,09 €
Prix de revient H.T.	154 789,09 €
Montant de la TVA	15 478,91 €
Prix de revient TTC	170 268,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 485,30 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
61 61 61
01 7344

18 / 7 3 3 / D -

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550152

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500174

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

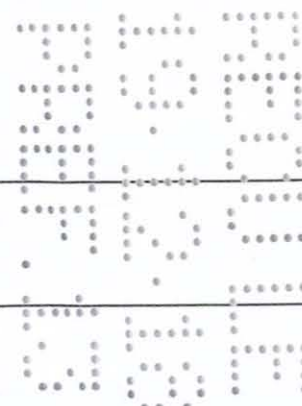
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARIGNANE - Le Diapason
Angle Rue Lamartine Av Roland-Garros
13700 Marignane



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

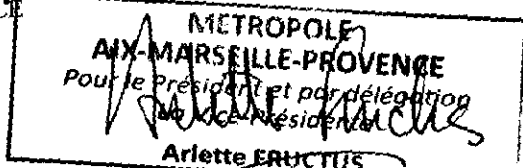
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	90 000,00	8,72%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	90 000,00	8,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	347 305,00	33,64%
Autres	595 141,00	57,64%
Sous-total Prêts	942 446,00	91,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 032 446,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	8,32%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	39 000,00	8,28%
Sous-total Subventions	78 200,00	16,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	120 058,00	25,49%
Autres	216 955,00	46,06%
Sous-total Prêts	337 013,00	71,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	55 865,00	11,86%
Sous-total Fonds Propres	55 865,00	11,86%
Total du Financement (I + II + III)	471 078,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	5,99%
Subvention Etat	39 200,00	2,61%
Subvention EPCI	39 000,00	2,59%
Sous-total Subventions	168 200,00	11,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	467 363,00	31,08%
Autres	812 096,00	54,01%
Sous-total Prêts	1 279 459,00	85,10%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	55 865,00	3,72%

Sous-total Fonds Propres	55 865,00	3,72%
Total du Financement (I + II + III)	1 503 524,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 503 524,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 092 219,76 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	490,08 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	490,08 m²
Assiette *	:	811 637,70 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	169,42 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	169,42 m²
Assiette *	:	280 582,06 €
Taux de subvention	:	13,97 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	659,50 m²
Assiette : 1 092 219,76 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,59 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	444 843,10 €
Coût du bâtiment ou des travaux	902 241,90 €
Prestations intellectuelles et frais	17 864,00 €
Prix de revient H.T.	1 364 949,00 €
Montant de la TVA	158 575,00 €
Prix de revient TTC	1 503 524,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 279,79 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 3 4 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550122

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500150
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

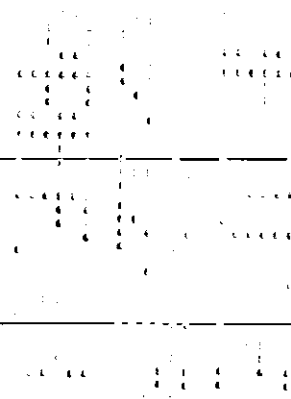
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018



Opération :
Le Clos Julia
Acquisition en VEFA de 5 logements
807 Chemin de Roumagoua
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

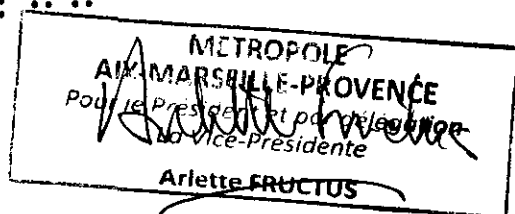
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

18 DEC. 2018

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	118 873,00	34,26%
Prêt CDC logement	94 765,00	27,31%
Prêts Autres	21 000,00	6,05%
1%.	40 000,00	11,53%
Sous-total Prêts	274 638,00	79,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	72 350,00	20,85%
Sous-total Fonds Propres	72 350,00	20,85%
Total du Financement (I + II + III)	346 988,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	8,47%
Sous-total Subventions	9 800,00	8,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	39 624,00	34,26%
Prêt CDC logement	31 588,00	27,31%
Prêts Autres	7 000,00	6,05%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	78 212,00	67,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	27 651,00	23,91%
Sous-total Fonds Propres	27 651,00	23,91%
Total du Financement (I + II + III)	115 663,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	2,12%
Sous-total Subventions	9 800,00	2,12%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	126 353,00	27,31%
Prêt CDC foncier	158 497,00	34,26%
Prêts Autres	28 000,00	6,05%
1%.	40 000,00	8,65%
Sous-total Prêts	352 850,00	76,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	100 001,00	21,61%

Sous-total Fonds Propres	100 001,00	21,61%
Total du Financement (I + II + III)	462 651,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	462 651,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 327 934,70 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	137,02 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	137,02 m²
Assiette *	:	241 370,93 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	49,14 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	49,14 m²
Assiette *	:	86 563,77 €
Taux de subvention	:	11,32 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	186,16 m²
Assiette : 327 934,70 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,99 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 9 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	142 280,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	270 324,55 €
Prestations intellectuelles et frais	7 987,27 €
Prix de revient H.T.	420 591,82 €
Montant de la TVA	42 059,18 €
Prix de revient TTC	462 651,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 485,23 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 3 5 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550025

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500204

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13046 Gréasque

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : GREASQUE Les Jardins de Roberto
28 Logements PLUS/PLAI
Résidence Les Jardins de Roberto
7 r edouard amalbert
13850 Gréasque

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 28 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 28 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Conseil Régional	40 000,00	1,23%
Subvention Département	45 000,00	1,39%
Subvention EPCI	110 000,00	3,39%
Sous-total Subventions	195 000,00	6,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 777 992,23	54,78%
Prêt CDC foncier	967 956,31	29,82%
Sous-total Prêts	2 745 948,54	84,60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	305 000,00	9,40%
Sous-total Fonds Propres	305 000,00	9,40%
Total du Financement (I + II + III)	3 245 948,54	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	6,52%
Conseil Régional	10 000,00	0,83%
Subvention Département	15 000,00	1,25%
Subvention EPCI	40 000,00	3,33%
Sous-total Subventions	143 400,00	11,93%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	583 649,89	48,54%
Prêt CDC foncier	360 426,41	29,97%
Sous-total Prêts	944 076,30	78,51%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	115 000,00	9,56%
Sous-total Fonds Propres	115 000,00	9,56%
Total du Financement (I + II + III)	1 202 476,30	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	60 000,00	1,35%
Conseil Régional	50 000,00	1,12%
Subvention Etat	78 400,00	1,76%
Subvention EPCI	150 000,00	3,37%
Sous-total Subventions	338 400,00	7,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 361 642,12	53,09%
Prêt CDC foncier	1 328 382,72	29,86%

Sous-total Prêts	3 690 024,84	82,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	420 000,00	9,44%
Sous-total Fonds Propres	420 000,00	9,44%
Total du Financement (I + II + III)	4 448 424,84	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 448 424,84	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 558 854,41 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 333,34 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	20	1 333,34 m²
Assiette *	:	2 593 240,29 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	496,48 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	496,48 m²
Assiette *	:	965 614,12 €
Taux de subvention	:	8,12 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 28	Surface utile :	1 829,82 m²
Assiette : 3 558 854,41 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

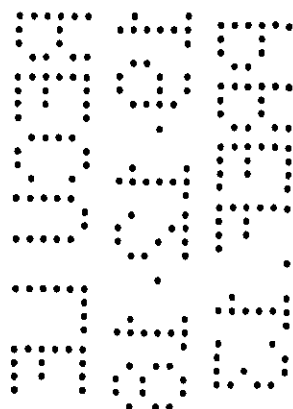
SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 312 219,98 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 314 027,48 €
Prestations intellectuelles et frais	433 777,42 €
Prix de revient H.T.	4 060 024,88 €
Montant de la TVA	388 399,96 €
Prix de revient TTC	4 448 424,84 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 431,07 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 3 6 / D

2018-12-10
19-12-10
2018-12-10

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550200

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500210

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
2530 Route de Puyricard PLS
2530, Route de Puyricard
13540 Aix-en-Provence - Puyricard

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

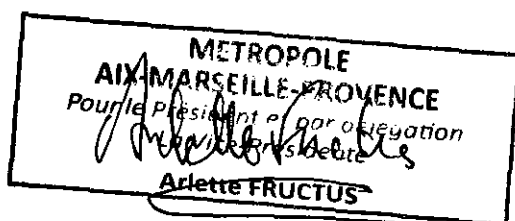
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 9 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	197 788,00	35,00%	1,86%
Prêt CDC logement	367 321,00	65,00%	1,86%
Sous-total Prêts	565 109,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	565 109,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	565 109,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

536,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

536,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

536,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	153 570,30 €
Coût du bâtiment ou des travaux	334 529,70 €
Prestations intellectuelles et frais	13 100,00 €
Prix de revient H.T.	501 200,00 €
Montant de la TVA	63 909,00 €
Prix de revient TTC	565 109,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 052,74 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
31 03 2019
31 03 2019

18 / 7 37 / 0

RECUEIL
19-12-18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550102

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500209
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 2530 ROUTE DE PUYRICARD
Acquisition de 10 PLUS en VEFA et de 9 PLS en ULS
2530, Route de Puyricard
13540 Aix-en-Provence - Puyricard

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

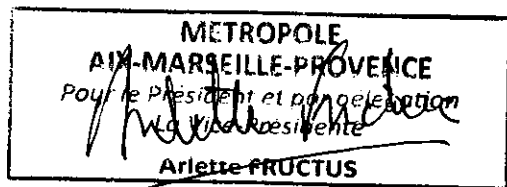
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	150 000,00	11,80%
Subvention EPCI	76 384,00	6,01%
Sous-total Subventions	226 384,00	17,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	426 691,00	33,58%
Prêt CDC foncier	367 685,00	28,93%
Sous-total Prêts	794 376,00	62,51%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	250 000,00	19,67%
Sous-total Fonds Propres	250 000,00	19,67%
Total du Financement (I + II + III)	1 270 760,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 270 760,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 917 259,89 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

545,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

10

545,60 m²

Assiette * : 917 259,89 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile : 545,60 m²

Assiette : 917 259,89 €

SUBVENTION : **0,00 €**

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **0,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 344 885,10 €

Coût du bâtiment ou des travaux 778 008,90 €

Prestations intellectuelles et frais 16 192,00 €

Prix de revient H.T. 1 139 086,00 €

Montant de la TVA	131 674,00 €
Prix de revient TTC	1 270 760,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 329,11 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

10 / 7 3 8 / D

RECUE
19.12.18
PREF.13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550008

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500211

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13114 Ventabren

Exercice

2018

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
Chemin des Mejeans - EHPA
Chemin des Mejeans
13122 Ventabren

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

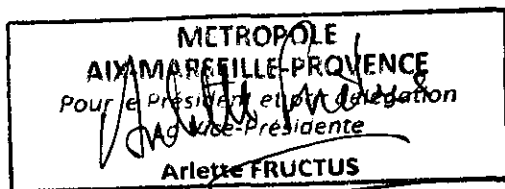
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	29 071,00	2,59%	
Sous-total Subventions	29 071,00	2,59%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	764 044,00	68,18%	1,81%
CDC foncier PLS	327 448,00	29,22%	1,81%
Sous-total Prêts	1 091 492,00	97,41%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 120 563,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 120 563,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	415,31 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	10	415,31 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	415,31 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	318 644,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	637 287,00 €
Prestations intellectuelles et frais	106 215,00 €
Prix de revient H.T.	1 062 146,00 €
Montant de la TVA	58 417,00 €
Prix de revient TTC	1 120 563,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 698,14 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 01 01
01 7344

18 / 7 3 9 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550007

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500147

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13114 Ventabren

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : Chemin des Mejeans - Logements familiaux
Chemin des Mejeans
13122 Ventabren

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS

- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

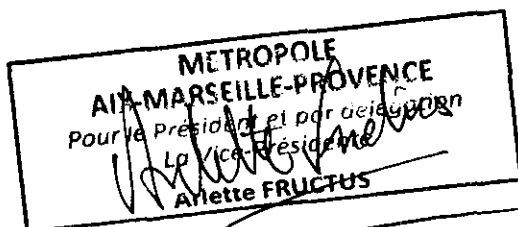
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	7,35%
Subvention EPCI	92 525,00	7,71%
Sous-total Subventions	180 725,00	15,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	511 297,00	42,58%
Prêt CDC foncier	306 553,00	25,53%
Sous-total Prêts	817 850,00	68,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	202 142,00	16,84%
Sous-total Fonds Propres	202 142,00	16,84%
Total du Financement (I + II + III)	1 200 717,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	126 225,00	6,57%
Sous-total Subventions	126 225,00	6,57%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	896 825,00	46,70%
Prêt CDC foncier	537 701,00	28,00%
Sous-total Prêts	1 434 526,00	74,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	359 661,00	18,73%
Sous-total Fonds Propres	359 661,00	18,73%
Total du Financement (I + II + III)	1 920 412,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	2,83%
Subvention EPCI	218 750,00	7,01%
Sous-total Subventions	306 950,00	9,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 408 122,00	45,12%
Prêt CDC foncier	844 254,00	27,05%
Sous-total Prêts	2 252 376,00	72,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	561 803,00	18,00%
Sous-total Fonds Propres	561 803,00	18,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 121 129,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 121 129,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 323 822,57 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	901,61 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	901,61 m²
Assiette *	:	1 480 024,35 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
<hr/>		
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	514,03 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	514,03 m²
Assiette *	:	843 798,22 €
Taux de subvention	:	10,45 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 415,64 m²
Assiette : 2 323 822,57 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,80 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 88 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	851 217,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 702 454,00 €
Prestations intellectuelles et frais	283 739,00 €
Prix de revient H.T.	2 837 390,00 €
Montant de la TVA	283 739,00 €
Prix de revient TTC	3 121 129,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 204,75 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550054

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500188

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13082 Rognes

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

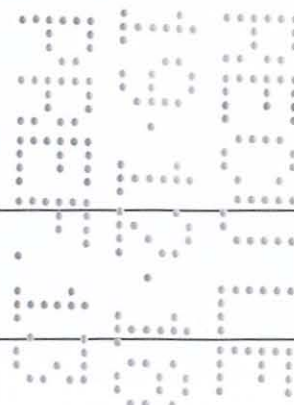
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
Centre Village
6 rue Neuve
13840 Rognes



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

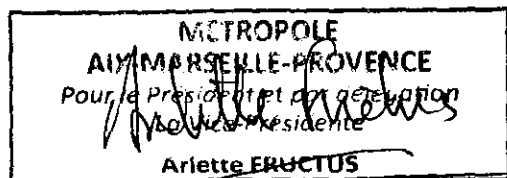
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

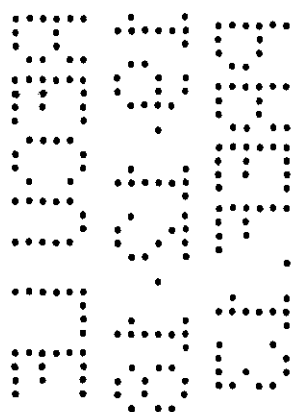
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	4,92%
Subvention EPCI	9 934,00	4,99%
Subvention Commune	50 000,00	25,11%
Sous-total Subventions	69 734,00	35,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	70 255,00	35,28%
Prêt CDC foncier	35 171,00	17,66%
Sous-total Prêts	105 426,00	52,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24 001,00	12,05%
Sous-total Fonds Propres	24 001,00	12,05%
Total du Financement (I + II + III)	199 161,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	7 830,00	4,15%
Subvention Commune	50 000,00	26,50%
Sous-total Subventions	57 830,00	30,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	71 197,00	37,74%
Prêt CDC foncier	35 643,00	18,89%
Sous-total Prêts	106 840,00	56,63%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24 000,00	12,72%
Sous-total Fonds Propres	24 000,00	12,72%
Total du Financement (I + II + III)	188 670,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	100 000,00	25,78%
Subvention Etat	9 800,00	2,53%
Subvention EPCI	17 764,00	4,58%
Sous-total Subventions	127 564,00	32,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	141 452,00	36,47%
Prêt CDC foncier	70 814,00	18,26%
Sous-total Prêts	212 266,00	54,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	48 001,00	12,38%



Sous-total Fonds Propres	48 001,00	12,38%
Total du Financement (I + II + III)	387 831,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	387 831,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 180 023,38 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	55,93 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	55,93 m²
Assiette *	:	90 611,12 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	55,19 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	55,19 m²
Assiette *	:	89 412,26 €
Taux de subvention	:	10,96 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	111,12 m²
Assiette : 180 023,38 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,44 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 9 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	95 929,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	215 403,00 €
Prestations intellectuelles et frais	41 240,00 €
Prix de revient H.T.	352 572,00 €
Montant de la TVA	35 259,00 €
Prix de revient TTC	387 831,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 490,20 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.